

MARANSIN

CARTE COMMUNALE

3.0 Annexes

Révision de la Carte Communale prescrite par D.C..C du 16/12/2020

Projet de Carte Communale notifié par D.C.M du 20/12/2022

Dossier soumis à Enquête Publique du 04/06/2024 au 05/07/2024

Carte Communale approuvée par D.C.M du ...



Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

Servitudes d'Utilité Publique

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

Servitudes d'Utilité Publique

- SUP I4 - Servitudes relatives à l'établissement de canalisations électriques (Générateur)
- SUP I4 - Servitudes relatives à l'établissement de canalisations électriques (Zone de protection)
- Limite parcellaire
- Bâti dur
- Bâti léger

LIAISON 225kV N0 1 CUBNEZAIS-MONTGUYON

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE



Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

Assainissement

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX ET D'ASSAINISSEMENT
DU CANTON DE GUITRES**

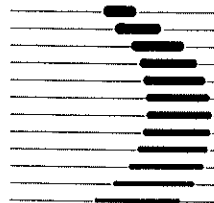
**commune de Maransin
schéma directeur d'assainissement**

Mars 1997

A 09009



SOCAMA
I N G E N I E R I E



ANTEA
les sciences de la Terre au service de votre projet

Société d'ingénierie et de conseil du groupe BRGM

Préambule

Cette étude a pour objectif d'aider la commune à définir sa politique d'assainissement en lui fournissant les éléments technico - économiques nécessaires.

La loi sur l'eau du 3 Janvier 1992, qui se fixe pour objectif une gestion globale et équilibrée des ressources en eau, a donné aux communes de nouvelles prérogatives et de nouvelles obligations en matière d'assainissement des eaux usées domestiques. Les dispositions générales de l'article 35 de cette loi ont peu à peu été précisées par des arrêtés ou décrets d'application. L'ensemble des prestations prévues doit être assuré au plus tard le 31 Décembre 2005.

La commune doit d'abord définir sur son territoire les zones relevant de l'assainissement collectif et celles relevant de l'assainissement autonome. Ce zonage détermine la politique d'assainissement de la commune et oriente les actions qu'elle doit dès lors entreprendre. Les obligations sont en effet différentes selon les zones.

Dans les zones relevant de l'assainissement collectif, la commune prend en charge la réalisation du réseau et du système de traitement, ainsi que son fonctionnement. Les usagers bénéficiant du service paient une redevance "assainissement" en général proportionnelle à leur consommation d'eau. Ils ont obligation de se raccorder au réseau quand celui-ci passe en limite de leur propriété.

Dans les zones relevant de l'assainissement autonome, le degré d'implication de la commune est variable. La collectivité a la responsabilité du contrôle de la réalisation des systèmes d'assainissement individuels à construire ou réhabiliter, ainsi que de leur bon fonctionnement (Arrêté du 6 Mai 1996). En revanche, la réalisation, la réhabilitation et l'entretien des systèmes restent en principe du ressort des particuliers. Toutefois, la commune peut prendre en charge une partie de ce service, en créant, dans le cadre juridique réglementaire, une structure appropriée. Les usagers qui en bénéficient paient alors une redevance "assainissement" adaptée.

Pour l'assainissement autonome, la réglementation impose désormais que les filières d'épuration choisies soient adaptées aux conditions pédologiques locales. Il n'y a donc plus de filière conforme *a priori*, et la carte d'aptitude des sols devient désormais un des principaux outils à la disposition de la commune pour la vérification de la conformité des systèmes.

Sommaire

	Page
1. Contexte socio-économique	1
1.1. Situation géographique.....	1
1.2. Contexte socio-économique	2
1.2.1. Démographie	2
1.2.2. Documents d'urbanisme.....	3
1.2.3. Activités	3
2. Analyse de l'existant	4
2.1. Contexte physique du canton de Guitres.....	4
2.2. Contexte géologique.....	5
2.2.1. Stratigraphie	5
2.2.2. Pédologie.....	7
2.3. Contexte hydrogéologique.....	8
2.4. Captages pour l'eau potable et périmètres de protection.....	10
2.5. Contexte hydrologique	10
2.5.1. Débits	11
2.5.2. Qualité des eaux	12
2.6. Réseaux d'eaux usées existants.....	12
2.6.1. Commune de Guîtres	12
2.6.2. Commune de Saint-Denis de Pile.....	13
2.6.3. Commune de Maransin.....	14
3. Aptitude des sols à l'assainissement autonome	15
3.1. Contenu des reconnaissances.....	15
3.2. Zones de forte pente.....	16
3.3. Piézométrie	16
3.4. Unités de sols rencontrées	18
3.5. Résultat des enquêtes	21
3.5.1. Enquête sur l'assainissement autonome existant	21
3.5.2. Enquêtes sur l'assainissement des chais viticoles :.....	25

3.6. Carte d'aptitude des sols à l'assainissement.....	27
3.6.1. Filières d'assainissement autonome.....	27
3.6.2. Carte de synthèse.....	29
4. Les contraintes de l'habitat.....	32
4.1. Généralités.....	32
4.2. Zone Nord.....	34
4.3. Zone Ouest.....	34
4.3.1. Sépeau - Le Terrier - La Grande Mignoterie.....	34
4.3.2. Le Bourg, La Mignoterie, La Métairie et le Roudier.....	35
4.4. Zone Est.....	35
4.5. Zone Sud-Est.....	36
4.6. Zone Sud-Ouest.....	37
5. Analyse technico-économique des solutions.....	38
5.1. Solutions d'assainissement présentées.....	38
5.2. Filières de traitement :.....	38
5.1.3. Estimation des coûts :.....	40
5.2. Le Bourg et La Mignoterie.....	41
5.3. Grugier - Champ de Méaupe.....	43
5.4. Beaucaillat - La Fayolle.....	43
5.5. La Pradelle - Mérigot.....	43
5.6. Les secteurs restants.....	44
5.7. Bilan.....	44

Figures :

- Figure 1 Plan de situation
- Figure 2 Coupe géologique schématique
- Figure 3 Cartographie des zones urbanisables et inondables de la commune de Maransin
- Figure 4 Relevé piézométrique de la commune de Maransin

Annexes

- Annexe 1 Grille de la qualité des cours d'eau en Gironde de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne
- Annexe 2 Périmètres de protection des captages AEP (arrêtés préfectoraux)
- Annexe 3 Tableau des résultats des sondages de reconnaissance
- Annexe 4 Modèle du questionnaire d'enquête et résultats de l'enquête
- Annexe 5 Une carte de situation à 1/25 000 et six planches des contraintes de l'habitat à 1/5 000
- Annexe 6 Fiches techniques "assainissement autonome
- Annexe 7 Bordereau des prix utilisés pour l'étude technico-économique
- Annexe 8 Carte des solutions d'assainissement des différentes solutions de chacun des secteurs

1. Contexte socio-économique

1.1. Situation géographique (cf. figure 1)

L'ensemble des 6 communes de Bonzac, Guîtres, Lagorce, Maransin, Sablons et Saint-Denis de Pile appartenant au canton de Guîtres se situent pratiquement toutes en bordure de l'Isle et sont presque contiguës.

GUITRES qui correspond grossièrement au centre du secteur étudié se situe à une distance de 40 km au nord-est de Bordeaux.

Les principaux axes de communication qui traversent les communes étudiées sont les suivants :

- la ligne SNCF reliant Bordeaux à Périgueux qui traverse le territoire de la commune de St-Denis de Pile
- la route départementale D 674 qui relie Libourne à la Roche Chalais et qui traverse St-Denis de Pile et Sablons
- la route départementale D 910 qui relie Libourne à Montguyon et qui traverse St-Denis de Pile, Sablons, Guîtres et Lagorce
- la route départementale D 22 qui relie la nationale 10 à l'ouest à la départementale D 910 à l'est et traverse St-Denis de Pile, Bonzac et Maransin,
- la future autoroute A 89 qui relie Bordeaux à Clermont-Ferrand dont le projet traverse St-Denis de Pile.

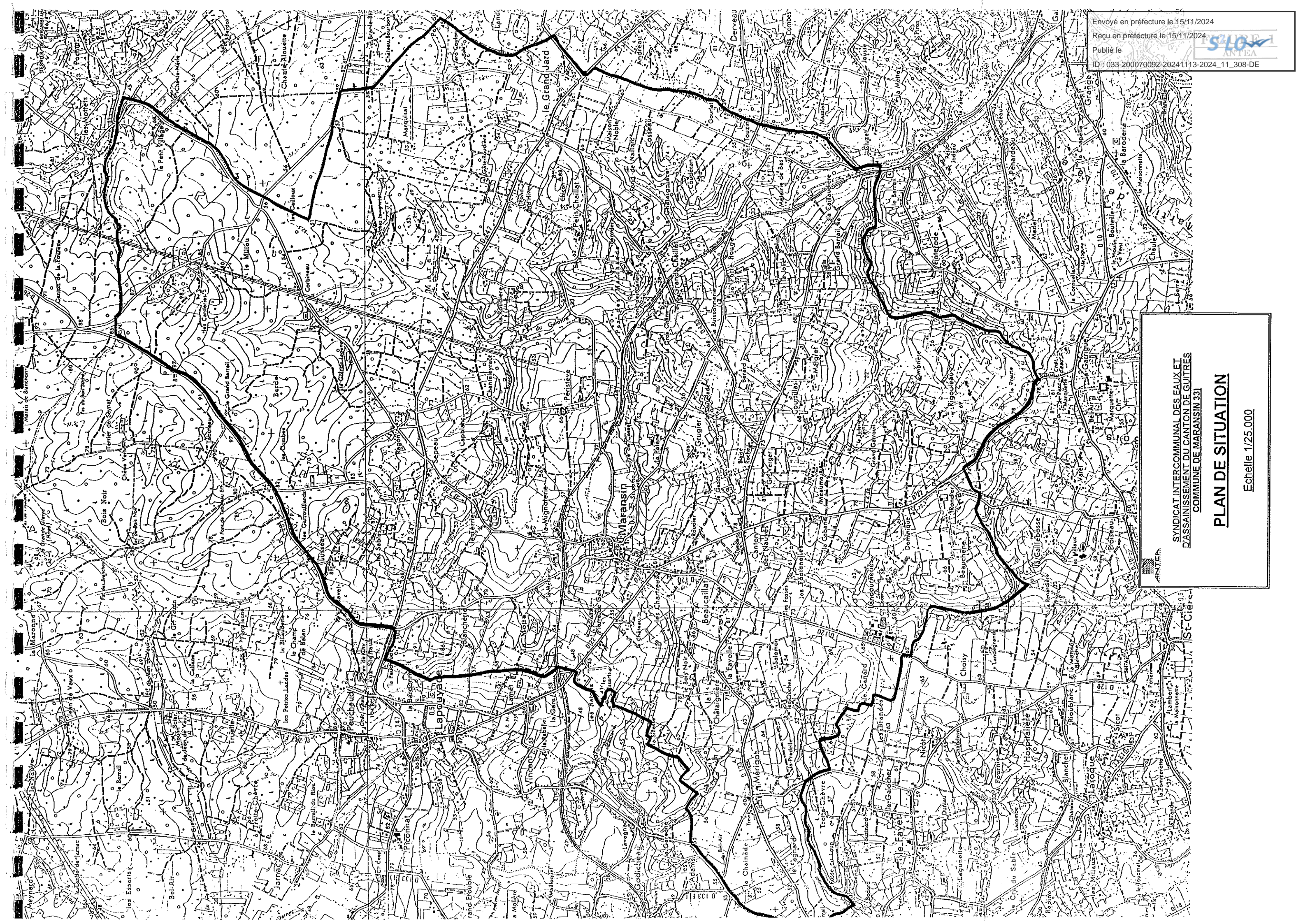
Géomorphologiquement, on peut différencier les communes situées :

- en plaine alluviale, St-Denis de Pile et Sablons dont la topographie est extrêmement plane. Les cotes altimétriques varient entre + 45 m NGF à l'est et + 5 m NGF à l'ouest en bordure de l'Isle.
- sur les coteaux molassique : Maransin dont le relief est très variable passant de plateaux à des collines et à des talwegs abrupts. Les cotes varient entre + 90 m NGF au sud-ouest du bourg à + 25 m NGF à l'angle sud-est au niveau de la vallée du Galostre.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX ET
D'ASSAINISSEMENT DU CANTON DE GUITRES
COMMUNE DE MARANSIN 33)

PLAN DE SITUATION

Echelle 1/25.000



- en rive droite de l'Isle et de la Dronne : Bonzac, Guîtres et Lagorce dont le paysage est un compromis entre les deux précédents. Les cotes altimétriques varient entre :
 - à Bonzac : + 75 m NGF au niveau du bourg et + 5 m NGF en bordure de l'Isle
 - à Guîtres : + 60 m NGF en bordure de la D 247, + 5 m NGF en bordure de l'Isle
 - à Lagorce : + 90 m NGF en bordure de la route départementale D 133, + 7,5 m NGF en bordure de la Dronne et + 5 m NGF en limite sud en bordure du Lary.

1.2. Contexte socio-économique

1.2.1. Démographie

Le tableau récapitulatif ci-après résume, pour chacune des communes étudiées du canton de Guîtres, la population recensée en 1990, la densité de population au km², le nombre de logements et les principales activités.

Commune	Population en 1990	Densité de population	Logements (résidence secondaires)	Activités
BONZAC	618	82,5	234 (12)	vinicoles
GUITRES	1 403	279,5	631 (64)	vinicoles artisanales industrielles
LAGORCE	1 238	43,5	544 (63)	vinicoles
MARANSIN	818	27,3	353 (19)	vinicoles
SABLONS	1 210	102,2	445 (4)	vinicoles
ST-DENIS DE PILE	3 909	138,5	1 464 (66)	artisanales vinicoles

La population de la commune de Maransin est de 825 habitants en 1996, ce qui reflète une légère progression de la population communale.

Au niveau des logements, la commune comporte actuellement 350 habitations et 13 exploitants vinicoles en plus de la cave coopérative.

1.2.2. Documents d'urbanisme

Les communes de Guîtres, Lagorce, les Sablons, Saint-Denis de Pile sont dotées d'un POS, celui des Sablons étant en cours de révision. Des projets de DARNU sont à l'étude pour Maransin et Bonzac.

Il sera tenu compte des documents existants dans le cadre de cette étude. Les schémas d'assainissement devront être intégrés dans les POS et les DARNU à réviser ou à finaliser.

La commune de Maransin possède un DARNU.

1.2.3. Activités

La commune de Maransin a pour principale activité la viticulture dont 11 viticulteurs sur les 13 vinifient plus de 50 hectolitres par an avec 6 qui vinifient plus de 500 hl.

L'élevage est une activité présente dans la commune. Elle est essentiellement représentée par 3 élevages de 10 à 15 têtes de bétail chacun.

Au niveau des commerces, on en recense 5 dans le bourg, plus une salle polyvalente et une école avec sa cantine pour 70 élèves.

2. Analyse de l'existant

2.1. Contexte physique du canton de Guitres

Les 6 communes de Bonzac, Guîtres, Lagorce, Maransin, Sablons et St-Denis de Pile appartiennent au canton de Guîtres.

Elles occupent les superficies suivantes :

BONZAC	:	570 hectares
GUITRES	:	610 hectares
LAGORCE	:	2 290 hectares
MARANSIN	:	3 130 hectares
SABLONS	:	1 100 hectares
SAINT-DENIS DE PILE	:	3 110 hectares

Leur situation géographique est la suivante :

BONZAC	En rive droite de la rivière Isle
GUITRES	En rive droite de la rivière Isle et traversée du nord au sud par la rivière Lary
LAGORCE	En rive droite de la rivière Isle, en rive droite de la rivière Dronne et traversée du nord au sud par la rivière Lary
MARANSIN	En rive droite de la rivière Isle traversée au nord-ouest et au sud-est par le ruisseau du Galostre
SABLONS	En rive gauche de la rivière Isle et en rive droite du ruisseau du Palais
SAINT-DENIS DE PILE	En rive gauche de la rivière Isle et traversée d'est en ouest par le ruisseau de Lavie

Ainsi, excepté la commune de MARANSIN, l'ensemble du secteur d'étude est localisée en bordure de rivières importantes : Isle et Dronne.

2.2. Contexte géologique

La description du contexte géologique s'appuie sur la carte géologique au 1/50 000 de Coutras, éditée en 1982.

La carte géologique au 1/80 000 de Libourne a également été consultée, celle de Libourne à 1/50 000 n'étant pas disponible.

De plus, une recherche a été effectuée sur les sondages référencés en Banque de Données du Sous Sol du BRGM, pour comparer et valider les informations de la carte géologique et principalement sur la nature et l'épaisseur des terrains de recouvrement.

2.2.1. Stratigraphie

a) Formations quaternaires

Le territoire des communes de St-Denis de Pile et de Sablons est totalement implanté sur les formations alluvionnaires de l'Isle (rive gauche).

Une partie du territoire des communes de Guîtres et de Lagorce est situé sur les formations alluvionnaires des rivières de Lary, de la Dronne et de l'Isle (Guîtres).

Les communes de Bonzac et de Maransin n'ont qu'une très faible partie de leur territoire recouverts par les alluvions récentes de l'Isle et du Galostre.

On distingue régionalement et de "bas en haut", les grandes unités géomorphologiques suivantes :

- les alluvions récentes de l'Isle, de la Dronne, du Lary et du Galostre constituées d'argiles limoneuses, de sables et de tourbes. Celles de l'Isle sont en partie inondables.
- la basse terrasse n'existe qu'en rive gauche de l'Isle dans le secteur d'étude et sur les deux rives du Lary. Elle est constituée par des dépôts de sables grossiers, de

graviers et de gros galets parfois masqués au niveau du talus inférieur par des argiles sableuses.

- la moyenne terrasse est formée de plusieurs ensembles de terrasses étagées (principalement trois) en rive gauche de l'Isle et en rive droite du Lary. Elle est formée par des sables grossiers argileux, des graviers et des galets.
- la haute terrasse de l'Isle constitue les points hauts à l'est de la commune de Saint-Denis de Pile. Elle se marque dans le paysage par une rupture de pente nette et est formée de graviers et de galets dans une matrice argilo-sableuse.

Ces formations alluvionnaires reposent sur une argile beige à grise à passages sableux (molasse) datée de l'Eocène moyen à supérieur qui constitue le substratum tertiaire du secteur d'étude.

b) Formations tertiaires

Une bonne connaissance de la lithologie et de la structure des formations éocènes a été acquise lors de la campagne de sondages carottés (C.T.S.) réalisée par la COGEMA dans le cadre de son permis exclusif de recherche minière, dans les années 80.

Dans le secteur d'étude, cinq séries lithologiques ont été individualisées. Ce sont de bas en haut :

a) Série de Lavergne (assimilable à l'Eocène inférieur)

Elle est représentée par des dépôts de base qui reposent sur les calcaires crétacés et appartient à l'ensemble détritique du "Sidérolithique" : il s'agit d'argiles kaoliniques blanches à grises, plastiques, d'accumulations ligniteuses et de grès argileux à muscovite, grisâtres ou jaunâtres.

b) Série de Mauzet (assimilable à l'Eocène moyen)

Cet ensemble lithologique est représenté par des sables grossiers riches en muscovite et peu ou pas cimentés, associés à des argiles blanches micacées à graviers de quartz plus ou moins grossiers.

c) Série de Jean Vincent (assimilable à l'Eocène moyen à supérieur)

Ce vaste ensemble lithologique est constitué de grès fins argileux micacés gris-verdâtres, riches en quartz, à nombreuses taches rougeâtres d'hématite, de galets de quartz et d'argiles sableuses grises à gris-vert riches en muscovite, avec présence localement de matière organique.

d) Série de Lagorce

Cette puissante série comporte des faciès assez différents constitués de sables feldspathiques gris-verdâtre à la base, de sables marron puis d'argiles grises à jaunâtres. Des faciès carbonatés de type molasses sont également représentés avec des argiles sableuses grises à ocre à concrétions calcaires.

e) Série de Bonzac

Les faciès représentés dans cette série sont à dominante carbonatée avec des grès moyens carbonatés feldspathiques, grès à biotite et muscovite et des marnes sableuses grises à marron à nodules calcaires.

Les séries présentent un pendage général NE - SO. (voir coupe géologique figure 2).

Les formations calcaires du Crétacé supérieur traversées par le sondage de Saint-Martin du Bois sont sous-jacentes à l'ensemble Eocène.

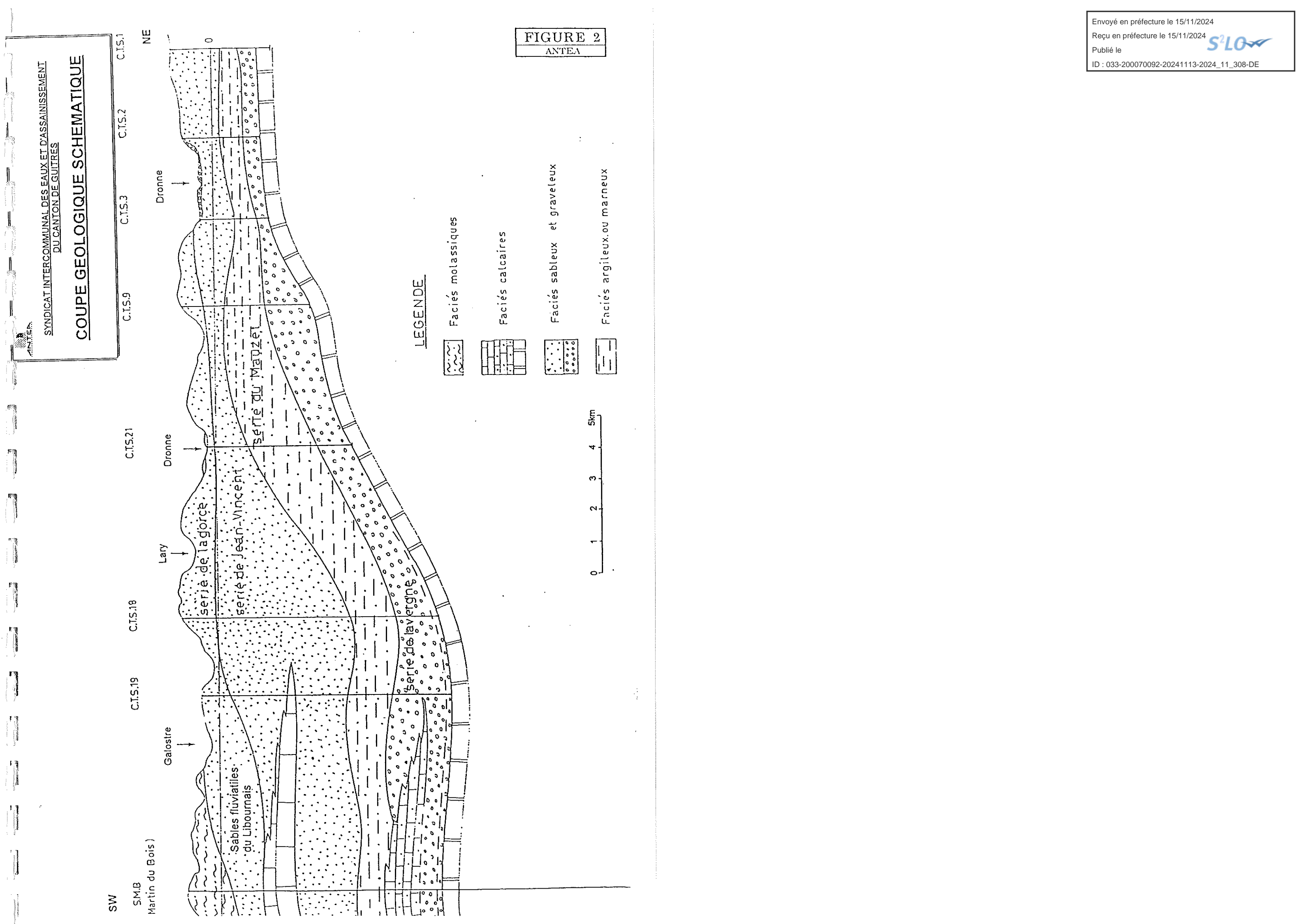
2.2.2. Pédologie

On observe sur le secteur d'étude deux principaux types de sols siliceux :

- les sols siliceux sur terrains tertiaires et alluvionnaires
- les sols silico-carbonatés sur les terrains molassiques.

Les sols sur terrains siliceux tertiaires sont le plus souvent soit des sols acides lessivés où domine la kaolinite, soit des sols podzoliques qui sont constitués par trois horizons, le superficiel présentant de l'humus puis le sous-jacent lessivé et enfin le basal avec accumulation de fer.

Ils sont pratiquement occupés en totalité par des forêts, les clairières qui parsèment ce domaine sont cultivées en vignes.



Les sols **silico-carbonatés** sont des terreforts argileux décarbonatés ou des boubènes acides à texture de surface sablo-limoneuse battante, plus argileuse en profondeur.

Ils sont essentiellement situés dans le secteur de la commune de Maransin et constituent des terrains à vignes AOC classés en Bordeaux supérieur et en Côtes de Blaye.

Les sols sur **formations alluvionnaires** correspondent aux terrains des basses, moyennes et hautes terrasses. Ils ont globalement évolué en sols bruns limoneux faiblement lessivés et caillouteux.

Ce sont généralement des sols profonds, bien drainés mais à bonne réserve utile en eau et chimiquement assez riches.

Ils sont souvent battants, ce qui implique une perte progressive des éléments fins sur les terrains en pente même légère, une instabilité de la structure et donc un risque d'évolution vers des sols lessivés plus pauvres.

Ce sont de bonnes terres agricoles qui peuvent être utilisées pour des cultures très variées, les zones hydromorphes étant généralement réservées à la populiculture (mais pourraient être utilisées pour d'autres essences : frênes, aulnes, chêne rouge).

2.3. Contexte hydrogéologique

a) Nappe superficielle

Une nappe d'eau se développe dans les graves sableuses de la moyenne terrasse de l'Isle, de la Dronne et du Lary. La productivité des quelques puits qui la captent est médiocre du fait de la faible épaisseur mouillée (quelques mètres) et des faibles perméabilités de l'aquifère.

Les différentes campagnes de relevés de niveaux d'eau dans le cadre d'études sectorielles ont fait apparaître que :

- les nappes d'eau de la haute terrasse, de la moyenne terrasse et de la basse terrasse se déversent les unes dans les autres avec une augmentation des gradients hydrauliques au contact des différentes terrasses ;
- les gradients observés dans la moyenne terrasse sont forts, de l'ordre de 6,5 ‰. Ils sont beaucoup plus faibles pour la basse terrasse (3,1 ‰). Les terrains de la basse terrasse présentent probablement une perméabilité plus élevée.

Le niveau de la nappe phréatique doit avoir une variation annuelle de l'ordre de 2 mètres.

b) Aquifère complexe de l'Eocène

Les nombreuses variations de faciès tant latérales que verticales conduisent à considérer l'Eocène comme un complexe aquifère dans lequel des niveaux plus sableux perméables sont plus ou moins séparés par des horizons semi-perméables constitués d'argiles sableuses, marnes et grès. Dans cet ensemble complexe, deux aquifères s'individualisent cependant.

- Les sables fluviatiles du Libournais datés de l'Eocène moyen à supérieur (partie médiane de la série Jean Vincent). Cet aquifère est constitué d'une alternance de niveaux sableux et argileux.

Cette nappe est mise en pression par une couverture de 50 mètres environ de formation peu perméable argilo-sableuse. Sa cote piézométrique actuelle se situe vers + 10 m NGF.

- Les sables de l'Eocène moyen (base de la série de Mauzet, sommet de la série de Lavergne). Cet aquifère est constitué de sables grossiers dans lesquels s'intercalent des passages d'argiles sableuses. Il a une épaisseur de l'ordre de 100 mètres.

Cette nappe captive, isolée de la surface par 150 m de terrain sablo-argileux est en charge et a une cote piézométrique voisine de + 10 m NGF.

c) Nappe du Crétacé

Cette nappe n'a pas été reconnue par forage dans le secteur. Le réservoir étant constitué de calcaire pouvant être fissuré, cette nappe peut posséder des potentialités intéressantes mais aléatoires comme l'atteste la source de la Clotte en Charente-Maritime située à 3 km au nord de la commune de Lagorce.

Les aquifères semi-profond et profond de l'Eocène supérieur, moyen et du Crétacé sont peu sensibles aux pollutions de surface car protégées par d'épaisses formations sablo-argileuses semi-perméables présentant un grand pouvoir épurateur. Seule la nappe phréatique se développant dans la moyenne terrasse est sensible aux pollutions de surface.

2.4. Captages pour l'eau potable et périmètres de protection

Le Syndicat intercommunal des eaux et de l'assainissement du canton de Guîtres est alimenté en eau potable par deux forages profonds captant l'aquifère de l'Eocène moyen.

Les captages sont situés dans les communes de :

- Bonzac
- Sablons

Leurs caractéristiques sont regroupées dans le tableau ci-après :

Commune	Lieudit	N° BSS	Prof. en m	Nappe	Année réalisation	Exploitant
BONZAC	Le Grand Palu	804-2-0078	278,5	Eocène	1976	ESG
SABLONS	Le Palais	780-6-0043	290	Eocène	1985	ESG

Les périmètres de protection réglementaires des forages d'eau ont été définis de la façon suivante :

- à BONZAC, par un périmètre immédiat (PI) et un périmètre rapproché (PR) qui ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral le 23 janvier 1992 ;
- à SABLONS par un périmètre immédiat (PI), un périmètre rapproché (PR) et un périmètre éloigné (PE) définis dans le rapport de l'hydrogéologue agréé soumis au comité directeur d'hygiène et approuvé le 29 septembre 1986.

Les arrêtés préfectoraux de ces périmètres sont fournis en annexe 2.

2.5. Contexte hydrologique

Le réseau hydrologique du secteur étudié est principalement constitué par :

- l'Isle en limite ouest des communes de Sablons et Saint-Denis de Pile, en limite est de Bonzac et en limite sud de Guîtres ;
- la Dronne en limite est de Lagorce ;
- le Lary qui traverse du nord au sud les communes de Lagorce et de Guîtres ;
- le Palais en limite sud de Sablons ;
- le Lavie qui traverse d'est en ouest la commune de St-Denis de Pile ;
- le Galostre qui traverse du nord au sud-est la commune de Maransin.

Le réseau secondaire du secteur étudié est constitué par des ruisseaux temporaires ou pérennes qui alimentent en rive droite le ruisseau du Lary et en rive gauche la rivière de l'Isle.

2.5.1. Débits

Deux stations de jaugeages sont suivies par le Service d'annonce des crues de la Dordogne à Périgueux. Elles sont situées à Abzac sur l'Isle et à Coutras sur la Dronne.

Les cotes maximales et minimales enregistrées sur des périodes de retour de 10 ans (décennales) et de 100 ans (centennales) sont les suivantes :

	Cotes maximales (m NGF)		Cotes minimales (m NGF)	
	sur 10 ans	sur 100 ans	sur 10 ans	sur 100 ans
Isle à Abzac	+ 9,5	+ 10,2	+ 5,7	+ 5,8
Dronne à Coutras	+ 9	+ 9,9	+ 5,9	+ 5,8

Les terrains dont l'altitude est inférieure à la cote + 10 m NGF ont été reportés sur la figure 3 ; ils seront supposés inondables dans le cadre de cette étude.

La rivière du Lary, du Palais, de Lavie et le ruisseau de Galostre ne font l'objet d'aucun suivi hydrographique.

Des débordements plus ou moins étendus dans le lit majeur ont justifié l'élaboration d'un PERI (Plan d'Exposition aux Risques Inondations) en cours d'élaboration par les services de la D.D.E. La limite du champ d'inondation correspond aux limites maximales de la crue centennale de décembre 1944 dont les contours sont reportés sur la figure 3.

L'Isle, affluent de la Dordogne, présente une période d'étiage située entre août et septembre. La période des hautes eaux s'étale de décembre à mars.

2.5.2. Qualité des eaux

D'après la carte de la qualité des eaux superficielles du département de la Gironde éditée en 1992, la qualité des eaux est la suivante :

- qualité bonne (1B) – sur le tronçon de l'Isle concerné par l'étude. Toutefois la relative richesse en phosphates a tendance à eutrophiser le milieu
 - sur la Dronne en amont de l'UCVA et Vadronne
 - sur le Lary
 - sur le Palais en amont d'Abzac
- qualité passable (2) – sur le tronçon de la Dronne en aval de l'UCVA
 - sur le Palais en aval d'Abzac
 - sur le tronçon du Lavie concerné par l'étude

Les paramètres déclassants sur la Dronne en amont de Coutras sont l'oxygène dissous et les nitrates.

La grille d'appréciation de la qualité générale de l'eau figure en annexe 1.

2.6. Réseaux d'eaux usées existants

Actuellement, seules les communes de Guitres et de Saint Denis de Pile sont équipées d'un réseau de collecte des eaux usées et d'une station de traitement des effluents essentiellement domestiques.

2.6.1. Commune de Guitres

a) Réseau de collecte

- section du bourg dans sa quasi-totalité
- nombre d'abonnés raccordés : 800 + la cave coopérative
- travaux futurs : raccordement de 6 abonnés de la place du marché dans le bourg (75 m de réseau gravitaire en Ø 200 PVC)

Raccordement du camping municipal (50 m de réseau gravitaire Ø 200, un poste de refoulement, 650 m de canalisations de refoulement Ø 90).

Descriptif technique :

- 7 500 m de réseau gravitaire en Ø 200
- 1 360 m de refoulement (4 postes de refoulement)

b) Station d'épuration

- capacité : 1 800 équivalents/habitants (ancienne norme)
- lieu de rejet : l'Isle
- filière :
 - deux bassins d'aération à turbine fixe,
 - un décanteur statique,
 - absence de traitement des boues

⇒ Ouvrage vétuste et difficile d'exploitation, en surcharge permanente. Sa capacité est limitée en cas d'extension du réseau. Station proche des habitations.

⇒ La commune envisage un nouvel ouvrage construit sur la commune de SABLONS qui devrait être équipée d'un réseau d'assainissement. Dans ce cas, le réseau de GUITRES serait dévié par refoulement en traversant l'Isle.

⇒ L'étude du schéma prendra en compte l'ensemble de ces constats et de ces projets.

2.6.2. Commune de Saint-Denis de Pile

a) Réseau de collecte

- secteur du bourg quasi desservi
- nombre d'abonnés raccordés : 400
- travaux futurs : (projet de construction d'HLM derrière la mairie)

⇒ pose de 220 m de canalisations gravitaires Ø 200 pour un raccordement de 13 abonnés (anciennes maisons entre la mairie et la future implantation des HLM)

Descriptif technique :

- environ 5 000 m de réseau gravitaire en Ø 200
- 870 m de refoulement (3 postes de refoulement)

b) Station d'épuration

- capacité : 5 000 équivalents/habitants (charcuterie industrielle comprise)
- lieu de rejet : l'Isle
- filière :
 - récente (1992)
 - bassin de contact, bassin d'aération, clarificateur, traitement des boues et de leurs odeurs

2.6.3. Commune de Maransin

La commune ne possède aucun réseau de collecte d'eaux usées ni aucun système d'assainissement collectif et/ou semi-collectif.

Les eaux pluviales sont collectées par un réseau dans le centre bourg qui recueille aussi des eaux usées domestiques parasites.

3. Aptitude des sols à l'assainissement autonome

3.1. Contenu des reconnaissances

Les informations recueillies dans le cadre de l'analyse de l'existant ont permis d'optimiser la répartition des investigations de terrain en fonction de la densité de l'habitat, du contexte géologique, hydrogéologique, etc.

Les représentants de la commune ont également été consultés afin de parfaire la connaissance du terrain : importance de chaque écart, zones d'extension de l'habitat, terrains favorables à l'implantation d'ouvrages d'assainissement collectif...

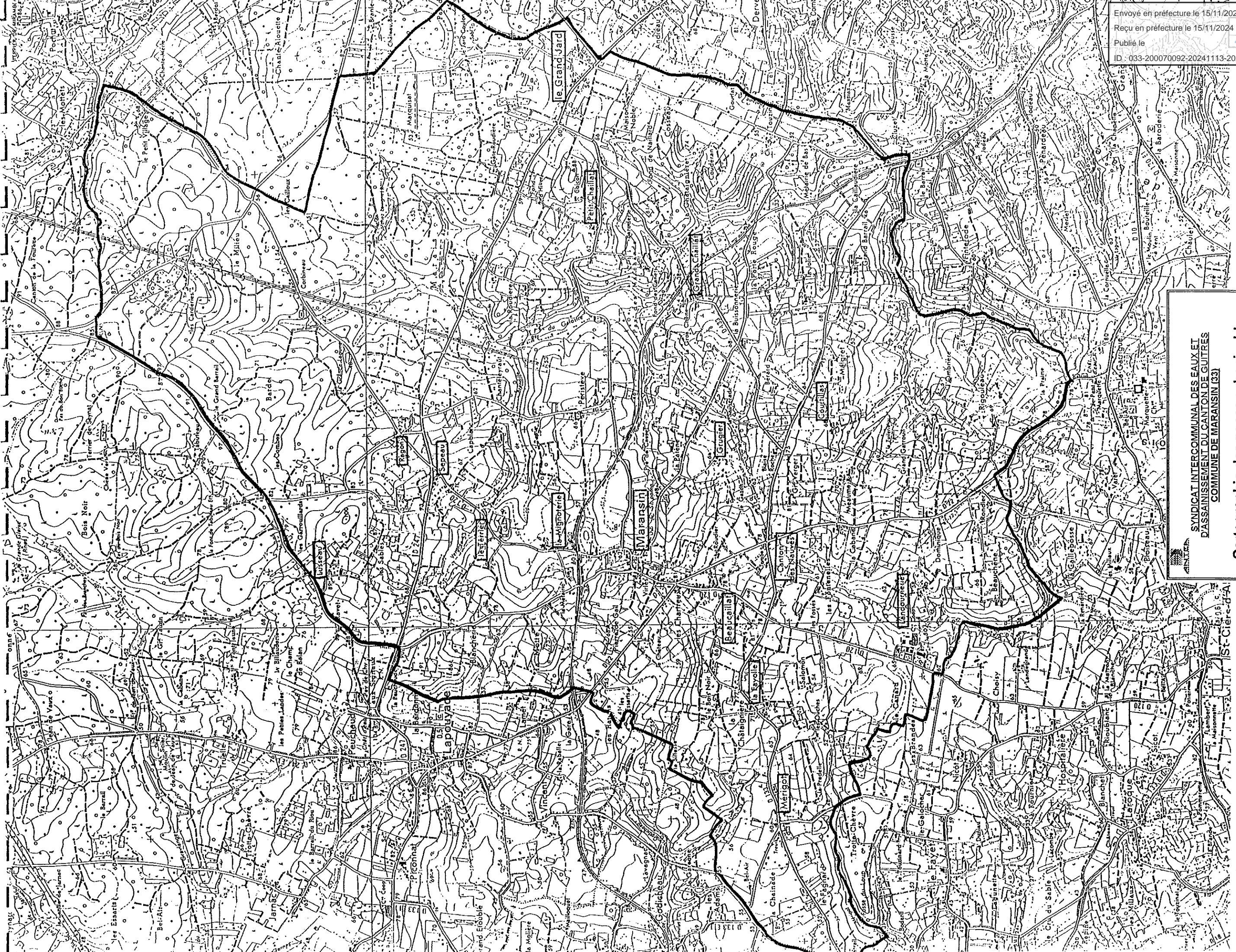
Les lieux-dits devant faire l'objet d'une étude de terrain sont reportés sur la figure 3.


Les reconnaissances de terrain ont comporté :

- inventaire sélectif des puits et mesures de niveau
- réalisation de 105 sondages à la tarière mécanique, jusqu'au refus ou jusqu'à 1,50 m de profondeur, levé des coupes lithologiques (cf. annexe 3)
- réalisation de 19 mesures de perméabilité (méthode "Fortet")

L'utilisation de la tarière mécanique assure une bonne qualité du sondage, en particulier en ce qui concerne l'observation des refus sur le substratum rocheux. La tarière mécanique permet en effet de traverser les terrains graveleux ou calcaires altérés.

Les tests de perméabilité sont destinés à caractériser, du point de vue de l'aptitude à l'assainissement autonome, les types de sols rencontrés lors des sondages. Ils sont répartis en fonction des unités de sols observées. L'interprétation, en terme d'aptitude à l'assainissement, des levés lithologiques des sondages, s'appuie sur les résultats des tests.





**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX ET
D'ASSAINISSEMENT DU CANTON DE GUITRES**
COMMUNE DE MARANSIN (33)

**Cartographie des zones urbanisables
et des zones inondables**
(d'après carte des hauteurs d'eau d'une crue type 1944
"Plan d'expositions aux risques")

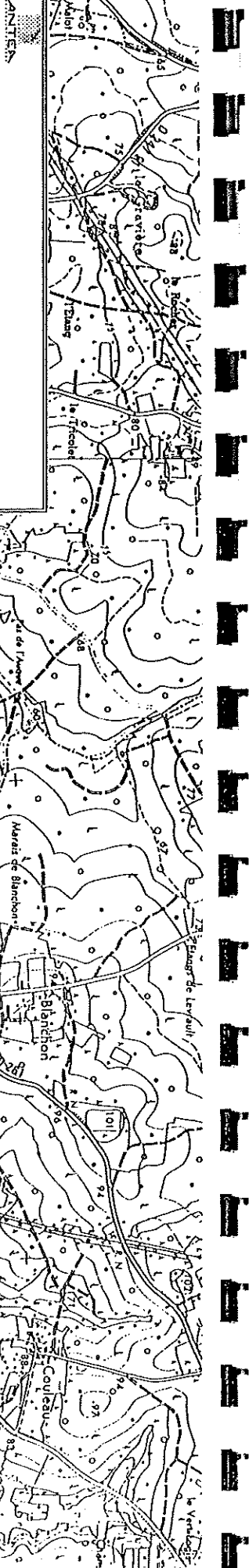
Echelle 1/25.000

Les valeurs sont reproduites dans le tableau ci-après et sur la figure 4.

N° du puits	Lieu-dit	Niveau (m/sol)	Profondeur totale (m)	Cote piézométrique en m NGF
19,	Grand Jard	2,3	5,3	+ 59,9
20	Grand Jard	1,8	6,2	+ 60,9
21	Petit Chaillat	1,7	14,7	+ 64,5
22	Grand Chaillat	1,6	3,8	+ 44,3
23	Grugier	9,9	14	+ 69,6
24	Sepeau	0,8	4,6	+ 67
25	Ravet	1,8	19	+ 83,9
26	Lusseau	1,2	5,5	+ 87,4
27	Ragon 1	5,2	6,5	+ 67,1
28	Ragon 2	sec	14,5	sec
29	Mignoterie	2,9	14,8	+ 57,8
30	Maransin	2	5,6	+ 61,1
31	Maransin	4,3	7,9	+ 76,6
32	Maransin	0,9	6,5	+ 69,3
33	Mérigot	8,5	12	+ 52,1

L'ensemble des puits est situé sur le plateau constitué de formations tertiaires. Ils ont une profondeur variant entre 5 et 15 m et captent des petites nappes superficielles contenues dans les formations détritiques tertiaires datées de l'Oligocène inférieur et de l'Eocène supérieur.

Compte tenu des cotes piézométriques mesurées entre + 45 et + 85 m NGF, il s'agit de petites nappes superficielles d'extension limitée et dont l'alimentation est fonction de la pluviométrie locale. Elles sont peu profondes mais présentent des caractéristiques hydrodynamiques peu favorables pour une utilisation importante.



SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX ET
D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE
MARANSIN (33)

Relevé piézométrique

Légende

- Ruisseau permanent
- Ruisseau temporaire
- Limite de bassin versant principal
- Limite de bassin versant secondaire
- P21 N° de puits
- +64.5 Cote piézométrique en m. NGF
(janvier 1997)

Echelle 1/25.000

D'autre part, il a été observé des venues d'eau ou la présence d'humidité entre 0,6 et 1,0 m de profondeur dans les sondages de reconnaissance au niveau des lieux-dits Landournerie, Mérigot, Chataignière, Courtillas, Grugier, Maransin nord, Sepeau, Grand Chaillat, Grand Jard, Ragon et Lusseau.

Enfin, l'observation de niveaux hydromorphes vers 0,80 m de profondeur dans le secteur sud de la commune (secteurs de Courtillas, Grugier, Nauves, Chataignière et Mérigot) est liée à la présence d'horizons argileux à la base.

Ainsi, la commune de Maransin dont l'habitat est très dispersé et essentiellement situé aux sommets du plateau présente des petites nappes perchées superficielles dans les formations détritiques tertiaires dont le niveau est situé entre 2 et 10 mètres de profondeur (période de moyennes eaux).

Des arrivées d'eau entre 0,6 et 1 m de profondeur ont été notées sur l'ensemble des secteurs étudiés sauf au sud du bourg de Maransin, à Petit Chaillat et aux Terriers, ce qui signifie que les intercalations sableuses de type discontinu sont aquifères.

La présence de niveaux hydromorphes se retrouve systématiquement dans le secteur situé au sud du bourg de Maransin.

3.4. Unités de sols rencontrées

Les faciès lithologiques rencontrés ont été décrits dans le but de déterminer l'aptitude des sols à l'assainissement autonome. La classification est donc principalement fonction de la texture des sols et de leur perméabilité.

Les horizons importants, du point de vue du géoassainissement, se situent entre 0,5 et 1 m de profondeur.

Sur la commune de Maransin, les unités de sols rencontrées sont (cf. annexe 3) :

Faciès favorables à l'assainissement autonome

Il s'agit de sols dont les caractéristiques (essentiellement granulométriques) permettent d'assurer la fonction d'épuration et de dispersion de l'effluent.

- Sables
- Graves sableuses

Ces faciès correspondent aux intercalations sableuses et aux petits niveaux de graviers que l'on rencontre aux lieux-dits le Grand Jard, le Grand Chaillat, Lusseau (sud) et Ragon. La perméabilité mesurée est supérieure à 100 mm/h.

Faciès moyennement favorables à l'assainissement autonome

Il s'agit de sols suffisamment perméables pour assurer la dispersion des effluents traités mais non leur épuration, qui nécessitera l'apport de matériau filtrant (filtre à sable, terte).

Sable argileux : il s'agit d'un mélange de sable et d'argile à dominante sableuse, observé très rarement, constituant des niveaux centimétriques répartis aléatoirement dans les formations superficielles aussi bien en surface qu'en profondeur. La perméabilité mesurée est de l'ordre de 50 mm/h. Elle est susceptible de variations importantes suivant la teneur en argile.

Grave argileuse : ce faciès n'est pas présent dans la zone d'étude.

Faciès peu favorables à l'assainissement autonome

Il s'agit de sols très peu perméables, inaptés aux fonctions d'épuration et de dispersion nécessaires au géoassainissement. Les filières d'assainissement autonomes à mettre en place nécessitent l'apport de matériau filtrant mais également le drainage des effluents vers un exutoire approprié.

Argile sableuse : ce faciès a été rencontré fréquemment dans les sondages réalisés au centre et au sud-est du territoire de la commune (Grugier, Sepeau, Lusseau sud, Maransin nord, la Fayolle et Méricot). Ils se caractérisent par une proportion importante d'argile et donc une perméabilité faible à très faible, variant localement de 50 à moins de 10 mm/h.

Argile compacte : ces faciès sont très fréquents sur le secteur de l'étude. Leur perméabilité est très faible (< 10 mm/h), souvent nulle selon la méthode Fortet.

Ainsi, les terrains superficiels à l'affleurement sur le secteur d'étude sont constitués par :

- les sables, sables argileux et argiles sableuses datées de l'Eocène supérieur à l'affleurement de la vallée qui forment des types de sol à tendance perméable à moyennement perméable donnant des faciès favorables à moyennement favorables à l'assainissement autonome (secteurs Grand Jard, Petit Chaillat et Grand Chaillat) ;
- les sables argileux et argiles silteuses datées de l'Oligocène inférieur qui forment des types de sols à tendance moyennement ou peu perméable donnant des faciès :
 - * moyennement favorables à l'assainissement autonome (secteurs Grugier, Sepeau, Lusseau, Mignoterie),
 - * peu favorables à l'assainissement autonome (secteurs Mérigot, Fayolle, Beaucaillat, Landournerie, Maransin).

Les faciès hydromorphes sont fréquents au sud du territoire de la commune et correspondent à des faciès argileux peu perméables retenant l'humidité.

Des venues d'eau ou des traces évidentes d'humidité ont été détectées dans les sables argileux et argiles silteuses à la faveur de couches sous-jacentes imperméables, où de petits filets d'eau peuvent circuler.

Les mesures de perméabilité des sols rencontrés sont positionnées sur la carte hors texte dont les valeurs sont reportées dans le tableau ci-après.

N° du puits	Lieu-dit	Profondeur de la mesure (m)	K (10 ⁻⁵ m/s)	K (mm/h)
1	Grand Jard	0,6	3,7	134
2	Petit Chaillat	"	0,2	6
3	Grand Chaillat	"	1,5	53,6
4	Malgret	"	0,2	6
5	Grugier	"	0,2	6
6	Grugier	"	0,2	6
7	Sepeau	"	0,2	6
8	Lusseau	"	1,5	53,6
9	Ravet	"	0,9	33,5

N° du puits	Lieu-dit	Profondeur de la mesure (m)	K (10 ⁻⁵ m/s)	K (mm/h)
10	Mignoterie	"	0,2	6
11	Maransin	"	1,3	46,9
12	Maransin	"	0,2	6
13	Maransin	"	0,2	6
14	Fayolle	"	0,2	6
15	Mérigot	"	0,2	6
16	Mérigot	"	0,2	6
17	Beucaillat	"	0,2	6
18	Poteau	"	0,2	6
19	Landournerie	"	0,2	6

On peut en conclure que les mesures reflètent une tendance à de faibles mesures constatées sur le terrain. La valeur moyenne est de 21 mm/h avec seulement 25 % des mesures supérieures à la moyenne. Ceci confirme bien les observations lithologiques et pédologiques des sols à tendance argileuse.

3.5. Résultat des enquêtes

3.5.1. Enquête sur l’assainissement autonome existant

L’envoi d’un questionnaire à l’ensemble de la population, par l’intermédiaire de la Municipalité de MARANSIN, ainsi qu’une enquête sur place lors de l’analyse de l’habitat ont permis de connaître les types d’installations existantes sur l’ensemble du territoire de la Commune.

En parallèle, les caractéristiques du terrain des habitations ainsi que le devenir des eaux pluviales ont été pris en compte dans cette enquête.

Le modèle du questionnaire envoyé aux 300 résidences principales et secondaires et les résultats sont rassemblés en annexe 4.

Taux de réponse :

Le taux de réponses est de 34 % (94 réponses au questionnaire et 8 visites sur place)

Sur les 194 questionnaires, 86 ont pu être exploités.

Au total, 31 % des filières d'assainissement autonome ont pu être déterminées
(86 + 8 ÷ 300)

Les habitations :

On trouve en moyenne 5 pièces principales par habitation et 2,75 personnes vivant en permanence dans le logement. 92 % d'entre elles sont des résidences principales.

Les terrains :

Les parcelles sont, pour la grande majorité supérieures à 300 m² sauf dans le secteur du Bourg qui regroupe le plus grand nombre de logements ne disposant pas d'une surface suffisante pour une mise en œuvre d'un dispositif d'assainissement autonome.

La nature des sols est, d'après les réponses, argileuse à argilo sableuse. La perméabilité est donc faible dans la très grande majorité des cas.

Sur les 94 réponses, nous avons comptabilisé 45 puits ce qui représente approximativement un taux de 50 %.

Les équipements :

Le tableau en annexe 4 indique le nombre et les types de dispositifs de traitement des eaux vannes et ménagères recensés dans les différents secteurs d'habitation.

Au niveau communal, les résultats se résument ainsi :

Il existe environ 27 % de fosses septiques toutes eaux.

Devenir des eaux vannes :

- 28 % de fosses étanches
- 34 % de fosses septiques et de tranchées d'infiltration
- 15 % de fosses septiques avec rejet dans un fossé ou un caniveau
- 15 % de fosses septiques avec rejet dans un puits perdu

Une habitation rejette ses eaux vannes directement dans le fossé et 4 dans un puits perdu.

Devenir des eaux ménagères :

- 56 % des eaux ménagères rejoignent un bac dégraisseur,
- 26 % de fosses septiques + tranchée d'infiltration
- 4,5 % de fosses septiques + rejet dans le fossé ou dans le caniveau
- 7 % de fosses septiques + rejet dans un puits perdu
- 29 % des eaux ménagères sont rejetées dans les fossés après passage ou non dans un bac dégraisseur.
- 10 % sont rejetées dans un puits perdu.

La faible perméabilité des sols explique la présence d'équipement facilitant l'évacuation des eaux usées partiellement traitées dans les fossés ou dans le réseau pluvial (30 % de fosses septiques + rejet fossé ou puits perdu pour les eaux vannes et 29 % de rejet dans les fossés pour les eaux ménagères).

Cette situation n'est pas spécifique à la Commune de MARANSIN. Il est fréquent, en milieu rural, de rencontrer des fossés utilisés comme exutoire des effluents domestiques.

Pour 85 % des personnes interrogées, le dispositif d'assainissement individuel fonctionne bien. Les principaux problèmes évoqués sont dus à des colmatages des drains et une mauvaise infiltration des eaux (nature argileuse du sol)

Au total, ce sont environ 85 % des équipements d'assainissement autonome qu'il faudrait réhabiliter, 30 % de ces équipements sont récents (date d'installation inférieur à 10 ans)

Ce taux de réhabilitation est différent selon les secteurs rencontrés.

En effet, l'ancienneté de l'habitation, l'absence de fosse toutes eaux, et une nature de sol argileuse (mise en place d'un épandage dans un filtre à sable drainé ou non drainé, surélevé ou enterré) peuvent augmenter le coût des travaux de mise en conformité d'un assainissement autonome et donc élever la valeur du taux de réhabilitation.

Les résultats, pour les différentes zones d'habitations de la Commune de MARANSIN, sont indiqués dans le tableau suivant :

ZONE	SECTEURS	TAUX DE REHABILITATION
NORD	Lusseau Ravet Le Grand Jard	90 %
OUEST	Sépeau La Mignoterie le Bourg Le Roudier	85 %
EST	Petit Chaillat Grand Chaillat Grugier	85 %
SUD OUEST	Beucaillat La Fayolle Mérigot	80 %
SUD EST	Landournerie Maigret Méaume	85 %

Ces taux de réhabilitation seront utilisés dans l'étude technico-économique des solutions d'assainissement.

- Les Eaux pluviales :

Dans le bourg, les eaux pluviales sont évacuées par des caniveaux puis par le réseau pluvial (diamètres : 300 à 400 mm) qui aboutit à des fossés au niveau de la salle des fêtes, du cimetière et de la voie communale N° 101.

Ce réseau pluvial sert également d'exutoire aux eaux vannes et ménagères après passage par une fosse septique ou un bac dégraisseur. Ces rejets directs ou indirects sont le siège de mauvaises odeurs notamment en période estivale.

Dans les autres secteurs d'habitations, les eaux pluviales transitent par des fossés, busés à certains endroits avant de rejoindre les ruisseaux du Galostre, de La fontaine, de la Brandille et de Méricot.

Très localement, les eaux ménagères sont parfois évacuées par ces fossés après passage ou non par un bac dégraisseur ou une fosse septique.

Après analyse des réponses au questionnaire, nous avons recensé quelques problèmes mineurs d'écoulement et d'évacuation des eaux de pluie dus à :

- Une nature argileuse des sols
- Un mauvais calibrage du fossé
- Une topographie défavorable des parcelles (maison en contrebas de la route)

3.5.2. Enquêtes sur l'assainissement des chais viticoles :

En étroite collaboration avec les services de la Mairie de MARANSIN, nous avons recensé 56 exploitations viticoles dont 24 qui vinifient leur production sur place. Les 32 exploitations restantes vendent leur récolte à la cave coopérative de MARANSIN.

Le tableau suivant récapitule l'ensemble des données disponibles dans les déclarations de récolte 1996 :

N°	NOM	Surfaces (Ha)	Production théorique (60 hl/ha)	Production 1996 (hl)
1	Gâte Roudière	4,42	265,2	244,40
2	Le Bourg	1,63	97,8	98,5
3	Canton des Nauves	0,08	4,8	5
4	Sépeau	0,19	11,4	1,5
5	Le Terrier	1,71	102,6	119
6	Le Roudier	11,47	688,2	769
7	Lusseau	0,19	11,4	10
8	Lusseau	0,59	35,4	36

N°	NOM	Surfaces (Ha)	Production théorique (60 hl/ha)	Production 1996 (hl)
9	Rigouleau	0,28	16,8	3,2
10	Méaume	30,89	1853,4	1755
11	La Sauzerade	16,68	1000,8	1029
12	Canton des Nauves	2,88	172,8	180
13	Cosseau	0,53	31,8	55
14	Cosseau	2,46	147,6	146
15	Landournerie	1,06	63,6	63
16	Lusseau	6,01	360,6	6,5
17	Beauchêne	14,61	876,6	878
18	Grugier	0,31	18,6	5,5
19	Maison noble	19,71	1182,6	1511,13
20	80 Journeaux	2	120	70
21	80 Journeaux	0,93	55,8	46
22	Sépeau	3,7	222	236
23	Bois Noir	23,05	1383	1470,01
24	Le Grand Barrail	21,05	1263	1302,90

17 exploitations ont une production inférieure à 500 hl dont 6 qui vinifient pour leur consommation courante.

Globalement, les effluents vinicoles et les sous produits de la vinification (hors lies et bourbes) sont rejetés dans le milieu naturel après passage ou non pas une fosse de décantation.

3.5.3. Enquête sur l'assainissement des exploitations agricoles

En étroite relation avec les services de la mairie, nous avons recensé 31 éleveurs :

- La plupart d'entre eux ont aussi une activité viticole
- 8 propriétaires possèdent un troupeau de moins de 10 bêtes
- 11 possèdent un troupeau de 10 à 15 bêtes
- 7 possèdent un troupeau de 15 à 25 bêtes
- 5 possèdent un troupeau de plus de 25 bêtes :
 - * 1 de 27
 - * 1 de 29
 - * 1 de 38
 - * 1 de 47
 - * 1 de 61

3.5.4. Enquête sur l'assainissement des artisans et des commerçants

Nous nous sommes intéressés aux activités susceptibles de rejeter une pollution à base de matières grasses ou d'hydrocarbures. Les résultats de cette enquête effectuée sur place sont :

- Garage Automobile et station service (Le Roudier près du Bourg) :
 - Les huiles et les liquides de nettoyage sont stockés dans une fosse de 12 m³ régulièrement vidangée par une société agréée par l'Etat.
- Boucherie (Le Bourg) : Les eaux issues de la boucherie sont canalisées jusqu'à un fossé situé en limite de propriété.
- Bar : Les eaux des lavabos et de la cuisine sont rejetées et évacuées dans le réseau pluvial.
- Boulangerie : Les eaux passent par un bac dégraisseur avant de rejoindre le réseau pluvial

3.6. Carte d'aptitude des sols à l'assainissement

3.6.1. Filières d'assainissement autonome

- Le géoassainissement doit assurer deux fonctions :
- **épuration** des effluents (après traitement primaire dans une fosse toutes eaux)
 - **dispersion** ou évacuation de l'effluent traité

La fonction d'épuration nécessite une épaisseur de sol hors d'eau suffisante (environ 1 m) pour assurer une autoépuration correcte, ainsi qu'une perméabilité suffisante pour assurer la percolation de l'effluent à travers le sol, ce qui va permettre son épuration.

La fonction de dispersion nécessite une capacité d'absorption et donc une perméabilité suffisante.

Le tableau suivant rappelle les filières à mettre en oeuvre en fonction de la nature et de l'épaisseur de sol disponible (cf. annexe 8) :

Choix des filières d'assainissement autonome

	<i>Terrain perméable</i>	<i>Terrain moyennement perméable</i>	<i>Terrain peu perméable</i>
<i>Filière à mettre en oeuvre</i>	<p>Le sol en place assure la fonction d'épuration et de dispersion :</p> <p>Drains Horizontaux</p> <p>(surface nécessaire : 150 m2 environ)</p>	<p>L'épuration de l'effluent est assurée par un massif sableux rapporté, le terrain naturel assure la fonction de dispersion :</p> <p>Filtre Sable Vertical Non Drainé</p> <p>(surface nécessaire : 25 m2 environ)</p>	<p>Le terrain naturel ne peut assurer la dispersion, l'effluent épuré doit être recueilli et dirigé vers un exutoire approprié :</p> <p>Filtre Sable Vertical Drainé</p> <p>(surface nécessaire : 25 m2 environ)</p>

Cas du Tertre Filtrant

Dans le cas où l'épaisseur de sol disponible est insuffisante :

Substratum rocheux impossible à décaisser à moins de 1 m, présence d'eau ou d'humidité à faible profondeur,

le système de géoépuration doit être installé au-dessus du sol :

- Tertre Filtrant Non Drainé (dans le cas de sols suffisamment perméables)
- Tertre Filtrant Drainé (dans le cas de sols très peu perméables)

Remarque : Suivant l'épaisseur de sol, la profondeur de la nappe phréatique, le tertre peut être partiellement enterré. Tous les cas de figure entre un tertre d'une hauteur maximale de 1 m et un filtre à sable peuvent se rencontrer.

3.6.2. Carte de synthèse

La carte hors texte indique, sur l'ensemble de la commune, les filières d'assainissement autonome préconisées pour chaque zone habitée, en fonction de la nature des sols, de leur épaisseur, de la présence d'humidité, etc.

Les points de sondages et de mesure de la perméabilité figurent sur la carte hors texte. Un symbole leur a été affecté en fonction de la perméabilité estimée ou mesurée du sol, de la présence d'eau et de l'épaisseur du sol.

Le zonage a été réalisé par extrapolation en fonction des critères topographiques et géologiques, ainsi que des observations de terrain.

La nature des terrains recouvrant le territoire de la commune de Maransin est uniforme (argile sableuse, argile silteuse, argile compacte et sable plus ou moins argileux).

Les sols rencontrés sont assez homogènes (argile et argile silteuse). Leur profondeur est partout supérieure à 1,5 m et leur perméabilité est souvent faible (< 10 mm/h) et parfois moyenne à forte (25 % des valeurs mesurées comprises entre 30 et 100 mm/h), avec une moyenne de 21 mm/h à 0,6 m de profondeur.

Ainsi, la nature des terrains à tendance essentiellement argileuse, c'est-à-dire très peu perméable ou la présence d'humidité ou de traces d'hydromorphie à faible profondeur ne permettant pratiquement pas d'assurer la fonction d'épuration des effluents après le traitement primaire. Il n'y a donc que très peu de possibilité d'installation de drains horizontaux sur le territoire de la commune de Maransin (à Grand Jard et Ragon nord).

Selon qu'il y a ou non présence d'eau à moins de 1,1 m de profondeur, la filière préconisée est le filtre à sable vertical ou tertre filtrant.

Selon la perméabilité des terrains à plus de 1,10 m de profondeur, les filtres à sables verticaux et les tertres filtrants seront drainés (terrains sous-jacents peu perméables) ou non drainés (terrains sous-jacents perméables). Les tertres pourront être seulement partiellement enfouis suivant la profondeur des arrivées d'eau.

L'épaisseur des sols non humides est variable et dépend fortement de la lithologie locale. Ainsi, sur les zones où le tertre filtrant est recommandé, ainsi qu'en bordure de ces zones, une étude à la parcelle permettra de dimensionner le système en précisant la profondeur des traces d'humidité et donc la hauteur du tertre au dessus du sol.

Cette "étude à la parcelle" peut dans le cas de Maransin se limiter à un sondage ou une simple fosse, sans étude de perméabilité, elle vise seulement à préciser la profondeur des arrivées d'eau.

Sur la carte d'aptitude à l'assainissement autonome de Maransin (planche hors texte), on peut principalement noter que les secteurs :

- à drains horizontaux sont localisés au niveau de lieux-dits :

Grand Jard (nord-est)
Ragon (nord)

- à filtre à sable vertical sont situés au niveau des lieux-dits :

Lusseau (nord-est)
les Terriers
Petit Chaillat
Maransin
Canton (sud)
Grugier (nord)

- à tertre filtrant correspondant à des filtres à sables plus ou moins surélevés sont localisés :

Lusseau (ouest et sud)
Ragon (sud)
Sépeau
Grand Jard (ouest et sud)
Grand Chaillat

Grugier
Courtillas
Canton (nord)
Landournerie
Mérigot
Fayolle
Maransin (est).



4. Les contraintes de l'habitat

4.1. Généralités

Il est possible de découper le territoire de la Commune de MARANSIN en 5 zones (voir carte 1/25 000 en annexe 5)) :

- ♦ Une zone Nord délimitée par les Communes de LAPOUYADE, CERCOUX (Département de la Charente-Maritime), de BAYAS et par la route départementale N° 247 de GUITRES à LAPOUYADE.

Cette zone comprend les secteurs d'habitations de :

- Lusseau
- Ravet
- Ragon
- Le Grand Jard

- ♦ Une zone Ouest comprenant les secteurs :

- Sépeau
- Le Terrier
- La Métairie
- La Mignoterie
- Le Bourg
- Le Roudier

- ♦ Une zone Est traversée du sud au Nord par la route départementale N° 133 de SAINT GENES DE BLAYE à LAGORCE. On y trouve les secteurs de :

- Le Petit Chaillat
- Le Grand Chaillat
- Grugier

- ♦ Une zone Sud-Ouest comprenant 3 secteurs organisés de part et d'autre de la route départementale N° 133 :

- Beaucaillat
- Fayolle - La Chataignière
- Mérigot

- ♦ Une zone Sud-Est délimitée par la route départementale N° 120, la route départementale N° 133, la voie communale N° 3, les Communes de SAINT MARTIN DU BOIS et de SAINT MARTIN EN LAYE.

Cette zone comprend les secteurs suivants :

- Landournerie
- Champ de Méaume
- Malgret

Les contraintes de l'habitat ont été définies à partir d'une étude des plans cadastraux et d'un examen visuel des parcelles des habitations. Les résultats de cette analyse figurent sur les planches 1 à 9 en annexe 5.

Cette approche est indispensable pour savoir si une parcelle peut recevoir un assainissement autonome réglementaire tel que défini par l'Arrêté du 6 Mai 1996 et le DTU 64-1.

Les deux principaux paramètres examinés qui conditionnent la faisabilité d'une mise en œuvre d'un assainissement individuel sont :

- Les surfaces parcellaires non bâties : celles-ci doivent être au moins de 200 m² pour que la mise en place d'une filière soit réalisable. Dans le cas contraire, l'installation d'un assainissement autonome sera difficile voire impossible. Un autre facteur susceptible de gêner cette mise en œuvre est l'occupation du sol : présence d'arbres, de puits, de potagers, de surfaces imperméabilisées (goudrons, terrasses...).
- Les pentes des terrains : si celles-ci sont supérieures à 15 %, l'assainissement autonome n'est pas réalisable.

Si elles sont comprises entre 10 et 15 %, l'assainissement autonome sera difficilement réalisable aussi bien d'un point de vue technique que financier.

4.2. Zone Nord

(voir planches 1 à 3 en annexe 5)

Principalement occupée par des bois et des prairies, cette zone est la moins peuplée de toute la Commune. L'habitat est relativement dispersé : nous n'avons relevé aucune contrainte de surface ou de pente dans ce secteur.

Le nombre de logements dans les différents lieux-dits sont :

- Lusseau	8
- Ravet	5
- Les Sables	2
- Ragon	5 dont une habitation en ruine
- Le Grand Jard	14 dont 2 habitations en ruine

TOTAL 34 logements

Seuls les secteurs du Grand jard et de Ravet sont classés en zone urbanisable dans le DARNU.

4.3. Zone Ouest

(Voir planches 3 et 4 en annexe 5)

4.3.1. Sépeau - Le Terrier - La Grande Mignoterie

Nous avons recensé 20 logements disposant tous d'une surface parcellaire suffisante pour une mise en œuvre d'un assainissement autonome. Le secteur de Sépeau est classé en zone urbanisable.

Les 20 logements sont répartis ainsi :

- 10 logements à Sépeau
- 5 logements au Terrier
- 5 logements à La grande Mignoterie

4.3.2. *Le Bourg, La Mignoterie, La Métairie et le Roudier*

(voir planche 4 en annexe 5)

Cet ensemble de 70 logements est orienté selon un axe Nord-Sud traversé par les routes départementales N° 22, 120 et 133.

Les habitations sont principalement concentrées dans le Bourg de part et d'autre de l'église. Elles sont pour la plupart anciennes sauf celles situées au sud de ce secteur au lieu-dit Virelès Ouest.

Ce secteur classé en zone urbanisable rassemble le plus grand nombre de logements ayant des superficies trop faibles pour la réalisation d'un assainissement autonome. Ces contraintes ont été observées dans le bourg près de l'église, au lieu-dit Virelès-Est et au sud de Virelès-Ouest. A la Mignoterie, nous avons recensé une habitation située près de la voie ferrée n'ayant pas une surface parcellaire suffisante.

Sur les 70 logements, 7 ont des contraintes liées à l'occupation du sol : arbres, potagers et surfaces imperméabilisées.

Quant à la topographie des parcelles, les pentes ne sont pas un obstacle à la mise en œuvre de l'assainissement autonome bien que le bourg soit situé sur une ligne de crête.

La répartition des 70 logements est la suivante :

- | | |
|--|--------------|
| - La Mignoterie | 5 logements |
| - La métairie | 5 logements |
| - Le Bourg, Le Roudier, Le Gail, Virelès | 60 logements |

Le Bourg, Virelès, Le Gail et une partie du Roudier sont définis en zone urbanisable.

4.4. Zone Est

(voir planches 4 et 5 en annexe 5)

Nous avons recensé 68 logements dont la répartition est la suivante :

- Le Grand Barrail, La Jolie	9 logements
- Cousin, Brard	5 logements
- Grugier	11 logements
- Au Noyer, Aux Plantes	5 logements
- Le Grand Chaillat	9 logements
- Le Petit Chaillat	9 logements
- La Font des Canettes	1 logement
- La Sauzerade, Le Petit Jolie	7 logements
- Maison Noble, Dermeau, Touzin, Coudéran	12 logements

L'implantation d'un assainissement autonome sera possible pour toutes ces habitations. Il n'existe aucune contrainte liée aux superficies ou aux pentes dans cette zone. Nous n'avons relevé qu'un problème d'occupation de terrain au Petit Chaillat qui n'interdit pas la mise en œuvre d'un assainissement individuel.

4.5. Zone Sud-Est

(voir planches 4, 6 et 7 en annexe 5)

Cette zone comprend les secteurs suivants :

- Landournerie
- Malgret
- les Champs de Méaume
- Roudier
- Rigouleau

Sur l'ensemble de cette zone, nous n'avons relevé qu'une seule habitation présentant un terrain inférieur à 300 m² au lieu-dit " La Petite Landournerie "

7 logements ont des terrains occupés par, soit des arbres, des potagers ou des surfaces imperméabilisées qui n'empêcheront pas l'installation d'un assainissement individuel mais gêneront sa mise en œuvre.

Les habitations restantes sont dispersées et n'ont pas révélé de contraintes particulières.

Nous retiendrons que la cave coopérative de MARANSIN est située au lieu-dit " La Landournerie ".

Le nombre de logements par lieu-dit est le suivant :

- Landournerie	14 habitations
- Cabane	6 habitations
- Au Poteau, Champ de Méaume	12 habitations
- Le Grand Verger	5 habitations dont 1 en ruine
- Méaume	1 exploitation viticole et 3 logements
- Le Grand Garrouilh	5 habitations
- Rigouleau	7 habitations
- Roudier, Beauchêne	6 habitations
- Malgret	3 habitations
- Courtillas	5 habitations
- Cousin, Brard	<u>5 habitations</u>
TOTAL	71 habitations

Les secteurs de Champ de Méaume, La petite Landournerie sont définis en zone urbanisable. Le lieu-dit Malgret pourrait être classé urbanisable dans la révision du DARNU.

4.6. Zone Sud-Ouest

(voir planches 8 et 9 en annexe 5)

Cette zone comprend le secteur de Beaucaillat qui est en prolongement des secteurs du Roudier et de Virelès et est situé de part et d'autre de la Route Départementale N° 133. Cette route dessert également les secteurs de Fayolle, La Pradelle, Le Charreau et Le Fagnard avant de rejoindre la Commune de TIZAC DE LAPOUYADE.

L'habitat est constitué de logements récents et anciens en proportion comparable. Toutes les habitations disposent d'un terrain suffisant pour un assainissement autonome.

Au total, nous avons dénombré 67 habitations :

- Beaucaillat	24 logements
- La Fayolle	14 logements
- La Pradelle, Le Fagnard	29 logements

Ces 4 secteurs ont été définis en zone urbanisable dans le DARNU.

5. Analyse technico-économique des solutions

5.1. Solutions d'assainissement présentées

5.1.1. Options proposées :

Les conclusions des chapitres consacrés à la détermination des contraintes de l'habitat et l'analyse de l'aptitude des sols à l'assainissement autonome permettent de proposer des solutions d'assainissement dans les zones habitées de la Commune de MARANSIN.

Ces solutions sont basées sur les techniques suivantes :

☞ **Assainissement collectif :** Deux techniques sont proposées :

*pose d'un réseau de collecte et installation d'une station d'épuration

*Pose d'un réseau de collecte et installation d'une mini-filière de traitement dont le process s'inspire de l'assainissement autonome. On parle d'assainissement autonome regroupé ou semi-collectif.

☞ **Assainissement non collectif :**

*Réhabilitation des dispositifs d'assainissement autonome à l'échelle parcellaire définis par la carte d'aptitude des sols

5.2. Filières de traitement :

Dans le cas de l'assainissement autonome regroupé, la filière de traitement comporte un bac dégraisseur et une fosse septique toutes eaux suivis d'un filtre à sable vertical drainé. Cette technique relève de l'assainissement autonome à la différence près que les ouvrages sont sur-dimensionnés.

Dimensionnement d'une filière d'assainissement autonome regroupée :

- Fosse toutes eaux : Consommation de 150 litres d'eau par jour et par habitant
Temps de séjour de 2 jours
- Filtre à sable : Surface de 3 m² par équivalent habitant.

Cette technique a été choisie pour les avantages qu'elle procure :

- Rusticité du système : décantation dans une fosse enterrée et épuration dans un filtre à sable.

En cas de topographie favorable, le passage des effluents de la fosse vers le filtre peut être gravitaire (pose d'une chasse automatique) évitant ainsi la mise en place d'équipements électromécaniques coûteux aussi bien en investissement qu'en fonctionnement et en entretien.

- Les coûts globaux (investissement + fonctionnement) sont comparativement moins élevés que ceux d'une mini station d'épuration.
- Le fonctionnement et l'entretien sont simples et garantissent de bonne performance épuratoire.

Néanmoins, la mise en oeuvre de ce type de filière est délicate et l'entretien doit être suivi et régulier.

- ♦ Compte tenu du nombre peu élevé d'habitants présents sur la Commune de MARANSIN, ce process peut être également retenu dans le cas d'une filière de traitement collectif.
- ♦ L'assainissement autonome s'effectue dans une fosse toutes eaux (eaux vannes + eaux ménagères) précédée d'un bac dégraisseur et suivie d'un filtre à sable épurateur vertical, drainé ou non drainé, surélevé ou non surélevé.

Dans le cas d'un massif de sable surélevé, on parle de tertre filtrant.

L'épuration peut aussi être réalisé dans un sol en place (non reconstitué par apport de sable) dans des tranchées d'infiltration. Ce système est le plus simple dans les techniques de l'assainissement individuel.

Dans le cas où une habitation ne dispose pas d'un terrain suffisamment grand (supérieur à 300 m²) il est possible de préconiser un dispositif d'assainissement individuel plus compact. C'est-à-dire que l'épuration est réalisée dans un bac rempli d'un granulat particulier.

La surface occupée par cet ouvrage est de 3,5 m² et peut remplacer avantageusement un filtre à sable de 20 m².

5.1.3. Estimation des coûts :

Les coûts estimés (investissement et fonctionnement de chaque solution d'assainissement) sont récapitulés dans le tableau en annexe 6 (prix hors taxe fourniture et pose).

♦ Investissement :

- Réseau : Différenciation entre les coûts du mètre linéaire et du nombre de branchements.
- Traitement : Dans une première approche, nous avons retenu un coût de 3300 F par équivalent/habitant.
- Coûts en domaine privé : Différenciation d'un branchement au réseau simple (forfait 4000 F H.T.) d'un branchement nécessitant des travaux dans les maisons. La pose d'un poste de relèvement individuel est également mentionnée en cas de topographie défavorable.
- Assainissement autonome : Selon le sol, les filières sont techniquement et financièrement différentes :
 - Filtre à sable vertical non drainé : 35.000 F H.T.
 - Filtre à sable vertical drainé : 38.000 F H.T.
 - Tertre d'infiltration : 50.000 F H.T.

Ces prix tiennent compte des frais liés à la réhabilitation des filières (élimination des anciennes fosses, pose de canalisations,...) et à la remise en état des lieux (déplacement d'arbres, carrelage, bitume,...).

Le calcul du coût des travaux tient compte des équipements conformes existants n'étant pas à renouveler (fosses toutes eaux, bac dégraisseur,...) : le produit du pourcentage de réhabilitation par le nombre de maisons donne le nombre de maisons où l'assainissement autonome doit être réhabilité, nombre auquel est appliqué le coût de la filière correspondante.

♦ Fonctionnement, entretien annuel

Les coûts comprennent non seulement les coûts de l'entretien du réseau (canalisation, poste de refoulement et branchement) et du traitement (vidange des fosses, entretien et contrôle) mais aussi les coûts liés aux frais de facturation et aux frais généraux d'un service de gestion de l'assainissement.

5.2. Le Bourg et La Mignoterie

Nous avons recensé 70 logements dans les secteurs de La Mignoterie, le Roudier, le Gail, Virelès, la Métairie et le Bourg.

L'analyse des contraintes de l'habitat de Virelès et le Bourg a révélé des contraintes parcellaires dans le Bourg et Virelès. Seule une solution d'assainissement collectif est envisageable.

♦ Le réseau

Dans une première solution, nous proposons la pose d'un réseau dans les deux secteurs précités. Au total, 44 habitations pourraient être ainsi raccordées dont la salle des fêtes, la mairie et les écoles.

Le tracé provisoire de ce réseau est reporté carte 1 annexe 7 (traits rouges).

26 logements resteraient en assainissement non collectif : 14 filtres à sable drainés, 11 tertres filtrants et un filtre compact pour l'habitation ne disposant que peu de terrain près de la voie ferrée.

Dans une deuxième solution, nous proposons le raccordement supplémentaire des logements de la Mignoterie et du Nord du Bourg. Cette solution porte le nombre d'abonnés à 64 au lieu de 44. Dans ce cas, les 6 logements de Gail resteraient en assainissement autonome (filtre à sable drainé).

♦ Le traitement

La principale contrainte du milieu naturel rencontrée dans la Commune de MARANSIN est l'absence d'un ruisseau proche du Bourg susceptible de recevoir les eaux traitées par une station d'épuration.

Nous proposons néanmoins d'implanter une unité de traitement à l'est du Bourg près de la voie communale N° 9 à la hauteur d'un fossé qui pourrait servir d'exutoire aux eaux traitées. Ce fossé rejoint le ruisseau Le Galostre dans le secteur du Grand Chaillat 1500 m à l'aval du point de rejet.

Une autorisation de rejet sera donc obligatoire après enquête hydraulique.

Le process de traitement proposé repose sur les techniques de l'assainissement autonome :

- Filière : Bac dégraisseur, fosse septique et filtre à sable vertical drainé.

- Dimensionnement : Dans le cas où 44 logements seraient raccordés, il faudrait prévoir une capacité de 180 E.H :

* 42 logements	= 125 E.H.
* 1 salle des fêtes 100 personnes	= 20 E.H.
* 1 école de 70 élèves	= 17 E.H.
* 1 cantine	= 20 E.H.

Dans le cas de 64 abonnés, la capacité atteindrait 240 E.H. (60 E.H. supplémentaires à raison de 3 personnes par foyer).

♦ Bilan financier

Coût par logement	Solution collective 1	Solution collective 2
Investissement	58.000	70.000
Fonctionnement	900	1.300

Les coûts d'investissement de la première solution sont élevés du fait de la présence de voiries départementales.

5.3. Grugier - Champ de Méauume

Il serait techniquement possible de raccorder les 26 logements de ces 2 secteurs au réseau du Bourg en faisant l'hypothèse que ce dernier existe.

Tracé du réseau (voir carte 1 annexe 7).

Dans une seconde solution, nous proposons un assainissement individuel.

BILAN	GRUGIER		CHAMP DE MEAUME	
Coût par logement	Solution collective	Solution autonome	Solution collective	Solution autonome
Investissement	100.000	40.000	95.000	42.000
Fonctionnement	1.500	700	1.900	700

5.4. Beaucaillat - La Fayolle

Tout comme le secteur précédent, nous proposons une solution collective et autonome pour les 26 logements de ce secteur.

Tracé réseau (voir carte 2 annexe 7).

Bilan :

Coût par logement	Solution collective	Solution autonome
Investissement	90.000	40.000
Fonctionnement	1.100	700

5.5. La Pradelle - Mérigot

3 solutions sont proposées pour les 29 logements de ce secteur :

- Une solution collective est possible : Pose d'un réseau gravitaire et refoulement sur le réseau de Beaucaillat en supposant que ce dernier existe.

- Une solution semi-collective : Au lieu de refouler les effluents sur le réseau de Beaucaillat, les eaux sont traitées dans une station de type semi-collective (fosse septique et filtre à sable) de capacité égale à 85 E.H. . Les eaux traitées seraient par la suite rejetées dans le ruisseau Le Mérigot.

- Une solution autonome.

Bilan :

Coût/Régt.	Solution Collective	Solution semi collective	Solution autonome
Investissement	84.000	74.000	40.000
Fonctionnement	1.300	750	700

5.6. Les secteurs restants

Pour les secteurs suivants, nous proposons une solution en assainissement autonome en raison de leur éloignement par rapport au Bourg et de l'absence de contraintes à l'habitat :

- Landournerie
- Malgret
- Le Petit Chaillat
- Le Grand Chaillat
- Le Grand Jard
- Le Terrier
- Sépeau
- Magon
- Lusseau
- Ravet

Les bilans sont reportés dans le paragraphe suivant.

5.7. Bilan

Le tableau ci-après récapitule le bilan de l'ensemble des solutions proposées sur les différents secteurs d'études de la Commune.

Globalement, les solutions relatives à l'assainissement collectif sont plus onéreuses que celles relatives à l'assainissement autonome en terme d'investissement et de fonctionnement.

Le coût moyen d'un assainissement autonome, toutes filières confondues, est aux environs de 40.000 F H.T. (pose et fourniture comprises). Quant à la solution collective pour le secteur du Bourg comprenant 44 abonnés, le coût par abonné revient approximativement à 60.000 F H.T.

Nous avons étudié le financement de cette solution d'assainissement collectif dont les résultats sont rapportés dans les tableaux ci-après.

En tenant compte des subventions du conseil Général et de l'Agence de l'Eau basées sur des données actuelles, la Collectivité aurait à emprunter environ un million de francs contre un peu moins de 3 millions de francs d'investissement (prix hors taxes).

En empruntant à un taux de 7 % sur 15 ans, les annuités s'élèvent à 115.000 F.

Les 44 abonnés consommant 4840 m³ d'eau par an (consommation annuelle par abonné de 110 m³), l'impact sur le prix du mètre cube d'eau serait d'environ 24 F.

Cette simulation ne tient pas compte des frais liés à l'entretien et au renouvellement des ouvrages.

Si on réalise cette même simulation pour 64 abonnés, l'augmentation du prix du mètre cube serait de 26 F.

PREMIER BILAN DES SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT PROPOSEES

LIEU - DIT	Coût par logements		
	Solution	Investissements	Entretien annuel
LE BOURG	Collective Variante 1	57 621	908
LA MIGNOTERIE	Collective Variante 2	70 094	1 264
BEAUCAILLAT	Collective	89 435	1 082
LA FAYOLLE	Autonome	40 000	700
LA PRADELLE	Collective	83 795	1 260
MERIGOT	Semicollective	73 397	752
	Autonome	40 000	700
CHAMPS DE MEAUME	Collective	95 380	1 888
	Autonome	42 500	700
GRUGIER	Collective	97 520	1 540
AU NOYER	Autonome	40 460	700
LANDOURNERIE	Autonome	42 778	700
MALGRET	Autonome	42 500	700
LE CHAILLAT (PETIT ET GRAND)	Autonome	38 420	700
LE GRAND JARD	Autonome	31 875	700
SEPEAU	Autonome	42 500	700
LE TERRIER	Autonome	32 300	700
RAGON	Autonome	33 750	700
LUSSEAU - RAVET	Autonome	36 818	700

Commune de MARANSIN

BILAN DES INVESTISSEMENTS

IMPACT SUR LE PRIX DU METRE CUBE D'EAU

Solution Le Bourg = 44 abonnés

Investissements		Subventions	
Station	594 000	Conseil Général Agence de l'Eau	75%
Réseau	2 280 795	Conseil Général Agence de l'Eau	50%
Total	2 874 795		5425 F.H.T./ab

Total subventions		Somme à emprunter
Station	445 500	148 500
Réseau	1 379 098	901 698
Total	1 824 598	1 050 198

Emprunts	à 7 % sur 15 ans
1 050 198	10.90%
Annuités	114 472

Nombre d'abonnés raccordés	44
Consommation (m3) par abonnés et par an	110
Consommation totale annuelle des abonnés en m3	4 840

IMPACT sur le PRIX du mètre cube d'EAU	23.65 F
--	---------

Solution Le Bourg = 64 abonnés

Investissements		Subventions	
Station	792 000	Conseil Général Agence de l'Eau	75%
Réseau	3 646 765	Conseil Général Agence de l'Eau	50%
Total	4 438 765		5425 F.H.T./ab

Total subventions		Somme à emprunter
Station	594 000	198 000
Réseau	2 170 583	1 476 183
Total	2 764 583	1 674 183

Emprunts	à 7 % sur 15 ans
1 674 183	10.90%
Annuités	182 486

Nombre d'abonnés raccordés	64
Consommation (m3) par abonnés et par an	110
Consommation totale annuelle des abonnés en m3	7 040

IMPACT sur le PRIX du mètre cube d'EAU	25.92 F
--	---------

Annexe 1

Grille de la qualité des cours d'eaux en Gironde de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne

• Grille utilisée pour estimer la qualité bactériologique

Code	4 à 9 prélèvements	AB			
	Plus de 10 prélèvements	A	B		
B	Coliformes totaux	90 % < 500 95 % < 10 000	95 % < 10 000	5 à 33 % < 10 000	Plus de 33 % > 10 000
	Coliformes fécaux	80 % < 100 95 % < 2 000	95 % < 2 000	5 à 33 % < 2 000	Plus de 33 % > 2 000
	Streptocoques fécaux	90 % < 100			

• Grille utilisée pour la qualité hydrobiologique

Code	Paramètre	1A Excellente	1B Bonne	2 Passable	3 Médiocre	4 Mauvaise
I	IBG	20 à 17	16 à 13	12 à 9	8 à 5	< 5

• Grille utilisée pour les niveaux de contamination des bryophytes par les métaux

Code	Paramètre	M0 Situation normale	M1 Pollution modérée	M2 Pollution certaine	M3 Pollution importante	M4 Pollution très importante
M	Facteur de pollution	< 2	2 à 5	5 à 18	18 à 54	> 54

• Grille utilisée pour le Phosphore

Code	Paramètre	P0 Situation normale	P1 Pollution modérée	P2 Pollution notée	P3 Pollution importante	P4 Pollution très importante
P	PO ₄	< 0.2	0.2 à 0.5	0.5 à 1	1 à 5	> 5
	P Total	< 0.1	0.1 à 0.25	0.25 à 0.5	0.5 à 2.5	> 2.5

• Grille utilisée pour les Nitrates

Code	Paramètre	N0 Situation normale	N1 Pollution modérée	N2 Pollution notée	N3 Pollution importante	N4 Pollution très importante
N	NO ₃ mg/l	< 5	5 à 25	25 à 50	50 à 100	> 100

• Grille utilisée pour estimer la qualité générale de l'eau

	Groupes de paramètres	1A Excellente	1B Bonne	2 Passable	3 Médiocre	4 Mauvaise
	Conductivité S/cm	≤ 400	400 à 750	750 à 1500	1500 à 3000	> 3000
	Chlorures mg/l	≤ 100	100 à 200	200 à 400	400 à 1000	> 1000
	Température °C	≤ 20	20 à 22	22 à 25	25 à 30	> 30
	ORP	6.5 à 8.5	.	6 à 6.5 ou 8.5 à 9	5.5 à 6 ou 9 à 9.5	< 5.5 ou > 9.5
MES	Mat. en suspension mg/l	≤ 30	.	.	30 à 70	> 70
A	NH ₄ mg/l	≤ 0.1	0.1 à 0.5	0.5 à 2	2 à 8	> 8
	N K mg/l	≤ 1	1 à 2	2 à 3	> 3	.
T	Fe mg/l	≤ 0.5	0.5 à 1	1 à 1.5	> 1.5	.
	Mn mg/l	≤ 0.1	0.1 à 0.25	0.25 à 0.5	> 0.5	.
	Cu mg/l	≤ 0.02	0.02 à 0.05	0.05 à 1	> 1	.
	Zn mg/l	≤ 0.5	0.5 à 1	1 à 5	> 5	.
	As mg/l	≤ 0.01	.	0.01 à 0.05	> 0.05	.
	Cd mg/l	≤ 0.001	.	.	> 0.001	.
	Cr mg/l	≤ 0.05	.	.	> 0.05	.
	CN mg/l	≤ 0.05	.	.	> 0.05	.
	Pb mg/l	≤ 0.05	.	.	> 0.05	.
	Se mg/l	≤ 0.01	.	.	> 0.01	.
	Hg mg/l	≤ 0.0005	.	.	> 0.0005	.
	F mg/l	≤ 0.7	0.7 à 1.7	.	> 1.7	.
	Pnénols mg/l	0	0 à 0.01	0.01 à 0.05	0.05 à 0.5	> 0.5
	Détergents mg/l	≤ 0.2	.	0.2 à 0.5	> 0.5	.
OX	O ₂ Dissous mg/l	> 7	5 à 7	3 à 5	≤ 3	.
	% Saturation %	> 90	70 à 90	50 à 70	≤ 50	.
	DBO ₅ mg/l	≤ 3	3 à 5	5 à 10	10 à 25	> 25
	OCO mg/l	≤ 20	20 à 25	25 à 40	40 à 80	> 80
	Oxygénité à froid °C	≤ 3	3 à 5	5 à 8	> 8	.

Annexe 2

Périmètres de protection des captages AEP (arrêtés préfectoraux)



33

SERVICES DE L'ÉTAT auprès du
PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

Service : HYP.
Poste : 37 22

Le Préfet de la Région Aquitaine,
Préfet du Département de la Gironde,

Vu le décret n° 59.701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique,

Vu l'article 7 de la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiant le chapitre III du titre 1er du Livre 1 du Code de la Santé Publique et notamment l'article 20,

Vu le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles,

Vu l'arrêté du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives fixées par les articles 4, 5, 15, 16 et 17 du décret précité,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 19 Décembre 1991,

ARRÊTÉ

Article 1 - Est déclaré d'utilité publique, la création des périmètres de protection du forage de BONZAC appartenant au Syndicat des Eaux de GUITRES.

Le Grand Palais

Article 2 - Description du forage :

Ses coordonnées Lambert sont :

X = 399,69 ; Y = 302,98 ; Z = 10 NGF

Sa profondeur est de 278,50 m.

./.

Il est implanté en bordure de la rivière de l'Isle sur une zone inondable.

Article 3- Le périmètre de protection immédiate est limité à la parcelle n° 549 section B du plan cadastral.

La tête du forage devra être recouverte d'un capot métallique étanche fermé à clé afin d'éviter les risques d'infiltration des eaux météoriques ou de surface en particulier lors des crues de l'Isle.

L'accès aux installations ne sera autorisé qu'au personnel chargé de leur maintenance.

Toutes activités y sont interdites, en dehors de celles autorisées dans l'acte de déclaration d'utilité publique.

Le périmètre de protection immédiate sera confondu avec le périmètre de protection rapprochée.

Il n'apparaît pas nécessaire de définir de périmètre de protection éloignée compte tenu de l'éloignement des affleurements de l'éocène moyen.

Article 4- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Gironde, M. le Président du Syndicat des Eaux de GUITRES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 23 JAN. 1992
Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

B. PUYDUPIN

RECEVU
Préfecture de la Gironde
A. MARCHETTI

DOSSI

Bordeaux, le

S²LOW

RECTION DEPARTEMENTALE
FAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DE LA GIRONDE

Quartier de l'Hôtel de Ville
Terrasse du Maréchal Kœnig
B.P.922
33062 BORDEAUX CEDEX
Télex : DDASS BX 541 969F
Téléphone : (56) 93.81.81
Poste : 1360
Service : HYP.

nce à rappeler :

GD.AM

CONSEIL DEPARTEMENTAL D'HYGIENESéance du 25 Septembre 1986

OBJET : Périmètre de protection forage d'eau potable sur la commune de
SABLONS DE GUITRES.

L'article 3 du décret du 1er août 1961 portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre III du titre 1 du livre I du code de la santé publique relatif aux eaux potable stipule que :

" toute personne physique ou morale qui se propose de réaliser ou de modifier une adduction d'eau pour les besoins d'une collectivité, doit être autorisée par arrêté du Préfet, Commissaire de la République, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène. "

C'est pourquoi, je sou mets à votre avis la demande formulée par le Président du syndicat des eaux de GUITRES concernant l'établissement des périmètres de protection du forage de SABLONS DE GUITRES, au lieu dit "les Gravières".

L'enquête hydrogéologique a été réalisée par M. DUVERGE, hydrogéologue agréé. Les coordonnées lambert sont les suivantes :

X = 400,75 Z = + 8
Y = 304,60

La profondeur de ce forage est de 290 m. Ce dernier capte les formations sableuses attribuées aux assises de l'éocène moyen et inférieur.

La détermination des périmètres de protection se décompose ainsi

. Les périmètres de protection immédiat et rapproché :
compte tenu des caractéristiques du site et du captage, ces deux périmètres sont confondus et ils se limitent à un quadrilatère de 800 à 900 m² environ. Cette aire clôturée, suffit pour protéger l'orifice équipé de manière étanche et doit être la propriété de l'exploitant (art. 1 du décret n°-61/093 67-1023 du 15 décembre 1967). Toutes activités y sont interdites en dehors de celles autorisées par l'acte de déclaration d'utilité publique.

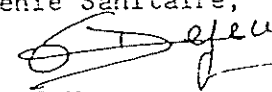
. Le périmètre de protection éloignée : sur une distance de 1,5 km, une étude d'interférence est nécessaire pour l'implantation de tout puits dont

./.

la profondeur serait supérieure à 60 mètres.

Je vous demande donc d'émettre un avis favorable pour l'établissement des périmètres de protection.

La Technicienne Supér
du Génie Sanitaire,



G. DEJEAN.

SABLONS DE GUITRES

de protection
d'eau potable
commune.

OBJET : Périmètre de protection forage d'eau potable sur la commune de
SABLONS DE GUITRES.

L'article 3 du décret du 1er août 1961 portant règlement d'administration publique pour l'application du chapitre III du titre I du livre I du code de la santé publique relatif aux eaux potables stipule que :

" toute personne physique ou morale qui se propose de réaliser ou de modifier une adduction d'eau pour les besoins d'une collectivité, doit être autorisée par arrêté du Préfet, Commissaire de la République, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène. "

C'est pourquoi, je soumetts à votre avis la demande formulée par le Président du syndicat des eaux de GUITRES concernant l'établissement des périmètres de protection du forage de SABLONS DE GUITRES, au lieu dit "les Gravières".

L'enquête hydrogéologique a été réalisée par M. DUVERGE, hydrogéologue agréé. Les coordonnées lambert sont les suivantes :

X = 400,75
Y = 304,60 Z = 0

La profondeur de ce forage est de 290 m. Ce dernier capte les formations sableuses attribuées aux assises de l'éocène moyen et inférieur.

La détermination des périmètres de protection se décompose ainsi

. Les périmètres de protection immédiat et rapproché :

compte tenu des caractéristiques du site et du captage, ces deux périmètres sont confondus et ils se limitent à un quadrilatère de 800 à 900 m² environ. Cette aire clôturée, suffit pour protéger l'orifice équipé de manière étanche et doit être la propriété de l'exploitant (art. 1 du décret n° 61/093 du 15 décembre 1967). Toutes activités y sont interdites en dehors de celles autorisées par l'acte de déclaration d'utilité publique.

. Le périmètre de protection éloignée : sur une distance de 1,5 km, une étude d'interférence est nécessaire pour l'implantation de tout puits dont

la profondeur serait supérieure à 60 mètres.

Je vous demande donc d'émettre un avis favorable pour l'établissement des périmètres de protection.

La Technicienne Supérieure
du Génie Sanitaire,

G. DEJEAN.

Le CDH approuve les
conclusions du rapporteur
et met un avis favorable
à l'établissement des périm-
ètres de protection de ce
forage.

Le Secrétaire du CDH,

Antoine PRAX

IER N° 24

ne de SABLONS DE GUITRES

périmètre de protection
forage d'eau potable
la commune.

Rapporteur : Mme DEJEAN

Le CDH approuve les
propositions du rapporteur
et met un avis favorable
à l'établissement des périm-
ètres de protection de ce
forage.

Le Secrétaire du CDH,

Antoine PRAX

OBJET : Périmètre de protection forage d'eau potable sur la commune de
SABLONS DE GUITRES.

L'article 3 du décret du 1er août 1961 portant règlement d'adminis-
tration publique pour l'application du chapitre III du titre I du livre I du code
de la santé publique relatif aux eaux potables stipule que :

" toute personne physique ou morale qui se propose de réaliser ou de modifier
une adduction d'eau pour les besoins d'une collectivité, doit être autorisée par
arrêté du Préfet, Commissaire de la République, après avis du Conseil Départemental
d'Hygiène. "

C'est pourquoi, je sou mets à votre avis la demande formulée par
le Président du syndicat des eaux de GUITRES concernant l'établissement des péri-
mètres de protection du forage de SABLONS DE GUITRES, au lieu dit "les Gravières".

L'enquête hydrogéologique a été réalisée par M. DUVERGE, hydro-
géologue agréé. Les coordonnées lambert sont les suivantes :

X = 400,75 Z = + 8
Y = 304,60

La profondeur de ce forage est de 290 m. Ce dernier capte les for-
mations sableuses attribuées aux assises de l'éocène moyen et inférieur.

La détermination des périmètres de protection se décompose ainsi

. Les périmètres de protection immédiat et rapproché :
compte tenu des caractéristiques du site et du captage, ces deux
périmètres sont confondus et ils se limitent à un quadrilatère de 800 à 900 m²
environ. Cette aire clôturée, suffit pour protéger l'orifice équipé de manière
étanche et doit être la propriété de l'exploitant (art. 1 du décret n° 61/093
du 15 décembre 1967). Toutes activités y sont interdites en dehors de celles auto-
risées par l'acte de déclaration d'utilité publique.

. Le périmètre de protection éloignée : sur une distance de 1,5 km,
une étude d'interférence est nécessaire pour l'implantation de tout puits dont

la profondeur serait supérieure à 60 mètres.

Je vous demande donc d'émettre un avis favorable pour l'établis-
sment des périmètres de protection.

La Technicienne Supérieure
du Génie Sanitaire,

G. DEJEAN.

Annexe 3

Tableau des résultats des sondages de reconnaissance

MARANSIN - Sondages de reconnaissance à la tarière

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

S²LOX

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

n° sond	prof. tot	0.2	0.4	0.6	0.8	1	1.2	1.4	1.6	refus	atv/enu	humid	hymo	environ	type sol	assin.
1	1.5	6	6	6	6	6	6	7	7					1	5	1
2	1.5	6	6	6	6	6	6	6	6					1	5	1
3	1.5	6	6	6	8	2	2	2	2				1	3	2	4
4	1.5	6	6	6	6	4	4	4	4			1		1	2	4
5	1.5	6	6	6	6	6	6	6	6			1.1		3	2	4
6	1.5	6	6	6	6	8	2	2	2			0.8		1	2	4
7	1.5	6	6	6	6	6	6	6	7			1.5		3	5	5
8	1.5	6	6	6	6	6	6	6	6			1.4		3	5	1
9	1.5	12	2	2	2	2	2	13	13					1	3	1
10	1.5	12	2	2	2	2	2	13	13					3	3	3
11	1.5	12	2	2	2	2	2	2	2					3	3	3
12	1.5	12	12	2	2	2	2	2	2					3	3	3
13	1.5	12	12	2	2	2	2	2	2					3	3	3
14	1.5	4	4	6	6	6	6	6	6			1		1	2	4
15	1.5	6	6	6	6	6	4	4	4			0.8		3	2	4
16	1.5	6	6	6	6	4	4	4	4			1.3		3	5	4
17	1.5	6	6	6	4	4	4	4	4			0.8		1	2	4
18	1.5	4	5	2	2	2	2	2	2				0.6	1	2	5
19	1.5	5	2	2	2	2	2	2	2			0.6	0.8	3	2	5
20	1.5	5	2	2	2	2	2	2	2				0.4	3	2	5
21	1.5	5	2	2	2	2	2	2	2				0.6	3	2	5
22	1.5	4	4	5	5	5	5	5	5					3	4	3
23	1.5	4	4	4	2	2	13	13	13				1	1	2	5
24	1.5	4	4	5	5	5	5	5	5					3	4	3
25	1.5	4	5	5	2	2	2	2	13				0.8	3	2	5
26	1.5	5	5	5	2	2	2	2	2				0.8	1	2	5
27	1.5	5	5	5	5	2	2	2	2				1	1	2	5
28	1.5	5	5	5	2	2	2	2	2				0.8	1	2	5
29	1.5	5	5	2	2	2	2	2	2				0.6	1	2	5
30	1.5	5	5	5	5	2	2	2	2				1	1	2	5
31	1.5	4	5	5	2	2	13	13	13			0.5		1	2	5
32	1.5	4	5	5	2	2	2	2	13			0.7		3	2	5
33	1.5	5	5	5	2	2	13	13	13			0.6		1	2	5
34	1.5	5	5	5	2	2	2	2	13			0.6		1	2	5
35	1.5	5	5	5	2	2	2	2	13			0.7		3	2	5
36	1.5	5	5	2	2	2	13	13	13					1	3	5
37	1.5	6	6	4	4	5	5	5	5			0.8		1	2	4
38	1.5	4	5	2	2	2	2	2	2					1	3	5

MARANSIN - Sondages de reconnaissance à la tarière

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

n° sond	prof. tot	0.2	0.4	0.6	0.8	1	1.2	1.4	1.6	refus	arr/enu	humid	hymo	environ	type sol	assain.
39	1.5	5	5	2	2	2	2	2	2					1	3	3
40	1.5	12	6	6	6	6	4	4	4			0.8		3	2	4
41	1.5	12	6	6	6	6	4	4	4			0.7		3	2	4
42	1.5	5	5	5	5	2	2	13	13			0.8		3	2	5
43	1.5	4	5	5	2	2	2	2	2					3	3	3
44	1.5	6	6	4	4	4	5	5	5			0.9		3	2	4
45	1.5	1	6	6	6	6	6	4	4			0.7		3	2	4
46	1.5	5	5	2	2	2	2	2	2				0.7	3	2	5
47	1.5	4	6	6	6	6	4	5	5			1		3	2	4
48	1.5	4	6	6	6	6	4	4	4			1.2		3	2	4
49	1.5	6	6	6	4	2	6	6	6					3	2	4
50	1.5	4	6	6	6	5	2	5	5			1.1		3	5	1
51	1.5	4	6	6	6	6	4	4	2			1.3		3	2	5
52	1.5	5	5	2	2	5	5	5	5			1.5		1	5	1
53	1.5	2	2	2	2	2	11	11	11					3	3	3
54	1.5	2	2	2	2	2	2	2	2					1	3	3
55	1.5	2	2	2	2	2	2	2	2					3	3	3
56	1.5	2	2	2	2	2	2	2	2					1	3	3
57	1.5	6	6	6	4	4	4	4	4			0.7		1	2	4
58	1.5	R	2	2	5	5	5	5	5			1.2		1	2	5
59	1.5	5	5	5	5	5	5	5	5			1		1	2	5
60	1.5	13	13	13	13	13	13	13	13					1	2	5
61	1.5	2	2	2	2	2	2	2	2					3	3	3
62	1.5	2	2	2	2	2	2	2	2					1	3	3
63	1.5	2	2	2	2	2	2	2	2				0.6	1	2	5
64	1.5	2	2	2	2	2	2	2	2					1	3	3
65	1.5	2	2	2	2	2	2	2	2					3	3	3
66	1.5	12	2	2	2	2	2	2	2					3	3	3
67	1.5	5	2	2	2	2	2	2	2					1	3	3
68	1.5	2	2	2	2	2	2	2	2					3	3	3
69	1.5	5	2	2	2	2	2	2	2					3	3	3
70	1.5	5	2	2	2	2	2	2	2					1	3	3
71	1.5	5	2	2	2	2	2	2	2				0.7	3	2	5
72	1.5	5	5	2	2	2	2	2	2				0.9	3	2	5
73	1.5	5	5	2	2	2	2	2	2					1	3	3
74	1.5	5	2	2	2	2	2	2	2				0.7	1	2	5
75	1.5	5	5	2	2	2	2	2	2				1	3	2	5
76	1.5	5	5	2	2	2	2	2	2				0.5	3	2	5
													0.8	1	2	5

MARANSIN - Sondages de reconnaissance à la tarière

n° sond	prof. tot	0.2	0.4	0.6	0.8	1	1.2	1.4	1.6	refus	ariv/eau	humid	hymo	environ	type sol	assain.
77	1.5	5	5	2	2	2	2	2	2					1	3	5
78	1.5	5	2	2	2	2	2	2	2					1	3	5
79	1.5	5	2	2	2	2	2	2	2				0.4	1	2	5
80	1.5	4	5	5	2	2	2	2	2				0.8	3	2	5
81	1.5	4	5	5	2	2	2	2	2				0.8	1	2	5
82	1.5	4	5	5	2	2	2	2	2				0.8	1	2	5
83	1.5	4	5	5	2	2	2	2	2				1	1	2	5
84	1.5	4	5	5	2	2	2	2	2				1	1	2	5
85	1.5	5	5	5	2	2	2	2	2				0.7	1	2	5
86	1.5	4	5	2	2	2	2	2	2				0.7	1	2	5
87	1.5	5	5	2	2	2	2	2	2				0.8	3	2	5
88	1.5	4	5	5	2	2	2	2	2				0.9	3	2	5
89	1.5	4	5	5	2	2	2	2	2				0.9	3	2	5
90	1.5	4	5	5	2	2	2	2	2				0.9	3	2	5
91	1.5	4	5	5	2	2	2	2	2				1	3	2	5
92	1.5	4	5	5	2	2	2	2	2				1	3	2	5
93	1.5	4	5	5	2	2	2	2	2				1	1	2	5
94	1.5	4	5	5	2	2	2	2	2				1	1	2	5
95	1.5	4	5	5	2	2	2	2	2				1	1	2	5
96	1.5	4	5	5	2	2	2	2	2				1	1	2	5
97	1.5	6	6	6	4	4	4	2	2			1.2		1	2	4
98	1.5	4	4	5	5	2	2	2	2				1	1	2	5
99	1.5	4	4	5	5	2	2	2	2				0.7	3	2	5
100	1.5	4	5	2	2	2	2	2	13				0.8	1	2	5
101	1.5	4	5	2	2	2	2	2	2				0.9	1	2	5
102	1.5	4	5	2	2	2	2	2	2				0.9	1	2	5
103	1.5	4	2	2	2	2	2	2	2				1	3	2	5
104	1.5	4	2	2	2	2	2	2	2				0.9	3	2	5
105	1.5	4	2	2	2	2	2	2	2				1	3	2	5

LEGENDE

prof tot =	profondeur totale du sondage (m)	code des faciès
0.2 =	faciès de 0 à 0,2m	0 = remblai
refus	refus tarière	1 = limon
ariv/eau =	profondeur des arrivées d'eau (m)	2 = argile compacte
humid =	profondeur des niveaux humides (m)	3 = limon argileux
hymo =	hydromorphie	4 = sable argileux
environ. =	1 présence de rû ou fossé à proximité	5 = argile sableuse
environ. =	2 sondage dans le lit majeur d'un ruisseau	6 = sable
environ. =	3 présence de cultures sur le terrain	7 = grave sableuse
type de sol =	1 refus < 1.1 m	8 = grave argileuse
type de sol =	2 humidité < 1.1 m	9 = argile à sablons calcaires
type de sol =	3 peu perméable	10 = calcaire altéré
type de sol =	4 moyennement perméable	11 = argile à rognonscalcaires
type de sol =	5 perméable	12 = terre noire argileuse
		13 = argile verte compacte

Annexe 4

Modèle du questionnaire d'enquête et résultats de l'enquête

COMMUNE DE MARANSIN

Questionnaire relatif à votre dispositif d'assainissement
à retourner ou à déposer sous huitaine en mairie

La non réponse de votre part entraînera une mauvaise évaluation et orientation du schéma d'assainissement de votre Commune.

NOM :

Prénom :

Adresse complète **en précisant bien le lieu-dit** :

Téléphone :

Propriétaire ☐

Locataire ☐

dans ce cas, indiquez les nom, prénom,
adresse et téléphone de votre propriétaire :

Résidence principale ☐

Résidence secondaire ☐

Nombre d'occupants permanents :

Nombre de pièces principales :

Votre terrain

• Indiquez, si vous le pouvez, le numéro cadastral de votre parcelle :

• Votre terrain non bâti :

- sa surface ☐ supérieure à 300 m² ☐ inférieure à 300 m²
- son occupation ☐ pelouse, herbe, arbustes ☐ arbres,
☐ potager ☐ autre, à préciser.....

• Sa nature ☐ sableux ☐ argileux ☐ rocheux

• Sa pente ☐ nulle ☐ faible ☐ moyenne ☐ forte

• L'eau s'infiltré-t-elle facilement ? ☐ oui
☐ non

• Y-a-t-il un puits ou un forage ? ☐ oui
☐ non

→ si oui, niveau d'eau par rapport au sol : en été :..... en hiver :.....

• Le niveau de ce terrain est-il, par rapport au rez-de-chaussée de la maison

- ☐ au-dessus ?
☐ au-dessous ?

Rejet des eaux usées domestiques (eaux provenant des cuisines, salles de bain, W-C...)

Mes eaux usées rejoignent mon dispositif d'assainissement autonome

• Mes eaux de W-C vont dans :

- une fosse étanche ☐
- une fosse septique avec infiltration dans le sol ☐
- une fosse septique avec rejet dans le fossé ☐
- une fosse septique avec rejet dans le caniveau ☐
- une fosse septique avec rejet dans un puits perdu ☐
- le fossé ☐
- un puits perdu ☐
- autre, à préciser :

• Mes eaux de cuisine et salle de bain vont dans :

- un bac dégraisseur ☐
- une fosse septique avec infiltration dans le sol ☐
- une fosse septique avec rejet dans le fossé ☐
- une fosse septique avec rejet dans le caniveau ☐
- une fosse septique avec rejet dans un puits perdu ☐
- le fossé ☐
- le caniveau ☐
- un puits perdu ☐
- autre, à préciser :

• Disposez-vous d'un assainissement autonome récent (inférieur à 10 ans) ?

- ☐ oui dans ce cas, précisez la date d'installation :
- ☐ non

• Etes-vous satisfait de votre assainissement autonome ?

- ☐ oui
- ☐ non, pourquoi ?

Rejet des eaux de pluie

• Mes eaux de pluie (toiture, terrasse, drains) vont dans :

- le réseau d'égout ☐
- le fossé ☐
- le caniveau ☐
- un puits ☐
- autre, à préciser :

• Avez-vous des problèmes particuliers d'écoulement de vos eaux de pluie ?

- ☐ non
- ☐ oui, de quel type ?



Résultats de l'enquête sur les équipements d'assainissement autonome existants

ZONES	Lieu-dit	Nombre de réponses	EQUIPEMENTS EAUX VANNES						EQUIPEMENTS EAUX MENAGERES						FSTE	
			FE	Fosse + infiltration dans sol	Fosse + rejet fossé ou caniveau	Fosse + rejet puits perdu	fossé	Puits perdu	Sans réponses	Bac Dégraisseur	Fosse + infiltration dans sol	Fosse + rejet fossé ou caniveau	Fosse + rejet puits perdu	fossé		Puits perdu
EST	BRARD	3	0	2	0	1	0	0	0	1	2	0	1	0	0	2
	DERVEAU	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
	GRUGIER	4	1	0	1	2	0	0	0	2	0	1	1	0	2	1
	LA PETITE JOLIE	2	2	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	0	1
	MAISON NOBLE	1	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0
	METAIRIE DE BAS	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
	NOYER	2	0	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0
	PETIT CHAILLAT	2	1	0	1	0	0	0	0	2	0	0	0	2	0	0
	LE BARRAIL	1	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
	LE GRAND JARD	6	2	2	1	0	0	1	6	0	0	0	0	0	0	0
NORD	LUSSEAU	1	0	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
	RAVET	3	0	1	0	1	0	0	1	3	1	0	0	1	0	0
	AU PÔTEAU	4	0	1	3	0	0	0	0	3	0	0	0	3	1	0
	BLANCHERIE	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
	CHANTELEYRAUT SUD	1	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1
	LA METAIRIE	2	1	1	0	0	0	0	0	1	0	1	0	1	0	0
	LA MIGNOTERIE	2	0	1	0	0	0	0	1	1	1	0	0	0	1	1
	LE BOURG	18	3	6	3	3	0	0	10	5	0	0	0	8	1	5
	LE CAP BLANC	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
	LE GAIL	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
SUD-EST	LE ROUDIER	7	3	2	1	1	0	0	0	1	1	0	0	2	2	1
	SEPEAU	2	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0
	CABANE	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
	COURTILLAS	1	0	1	0	0	0	0	1	1	1	0	0	0	0	1
	LE GRAND VERGER	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
	LES BOUGES	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	MEAUME	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	LANDOURNERIE	3	1	2	0	0	0	0	2	1	0	0	1	0	0	1
	RIGOULEAU	2	0	1	0	1	0	0	2	2	2	2	0	2	0	3
	BEAUCAILLAT	7	1	4	1	1	0	0	3	2	2	0	0	0	0	1
SUD-OUEST	LA FAYOLLE	3	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
	LE GRAND BARRAIL	1	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0
	MERIGOT	7	4	1	1	1	0	0	4	3	0	0	0	2	0	3
	TOTAL	94	26	33	14	14	1	4	2	52	23	4	6	29	9	23

ID : 033-200070092-20241113-20

Annexe 5


Une carte de situation à 1/25 000 et 6 planches des contraintes de l'habitat à 1/5 000



Plan de situation

1 / 25 000

Limite communale



Secteurs d'études

1

2

3

4

5

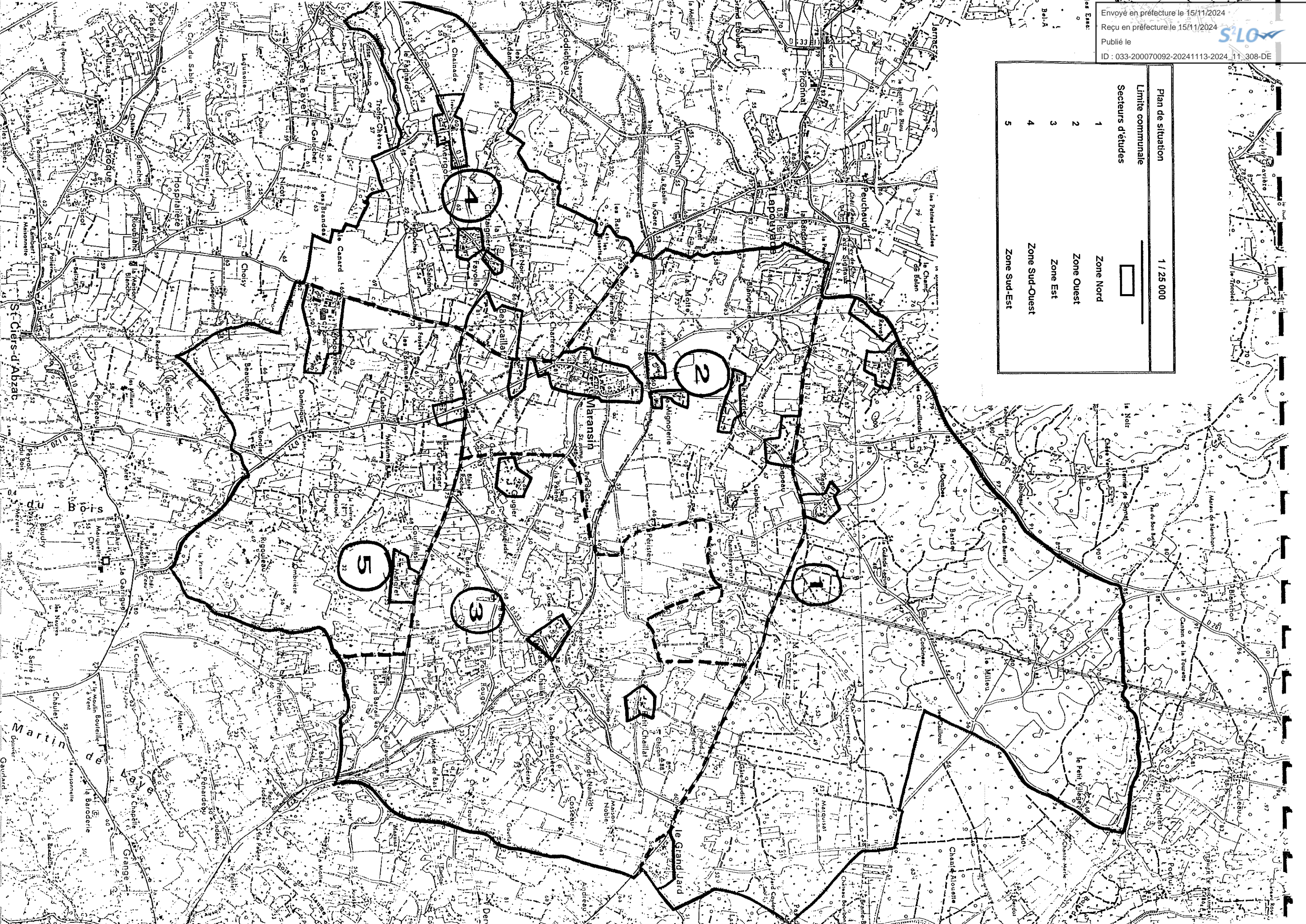
Zone Nord

Zone Ouest

Zone Est

Zone Sud-Ouest

Zone Sud-Est



Carte contraintes habitat

3

Echelle

1 / 5 000

Lieu-dit

Sépeau - Ragon - Terrier - Grande
Mignoterie

Hangar

H

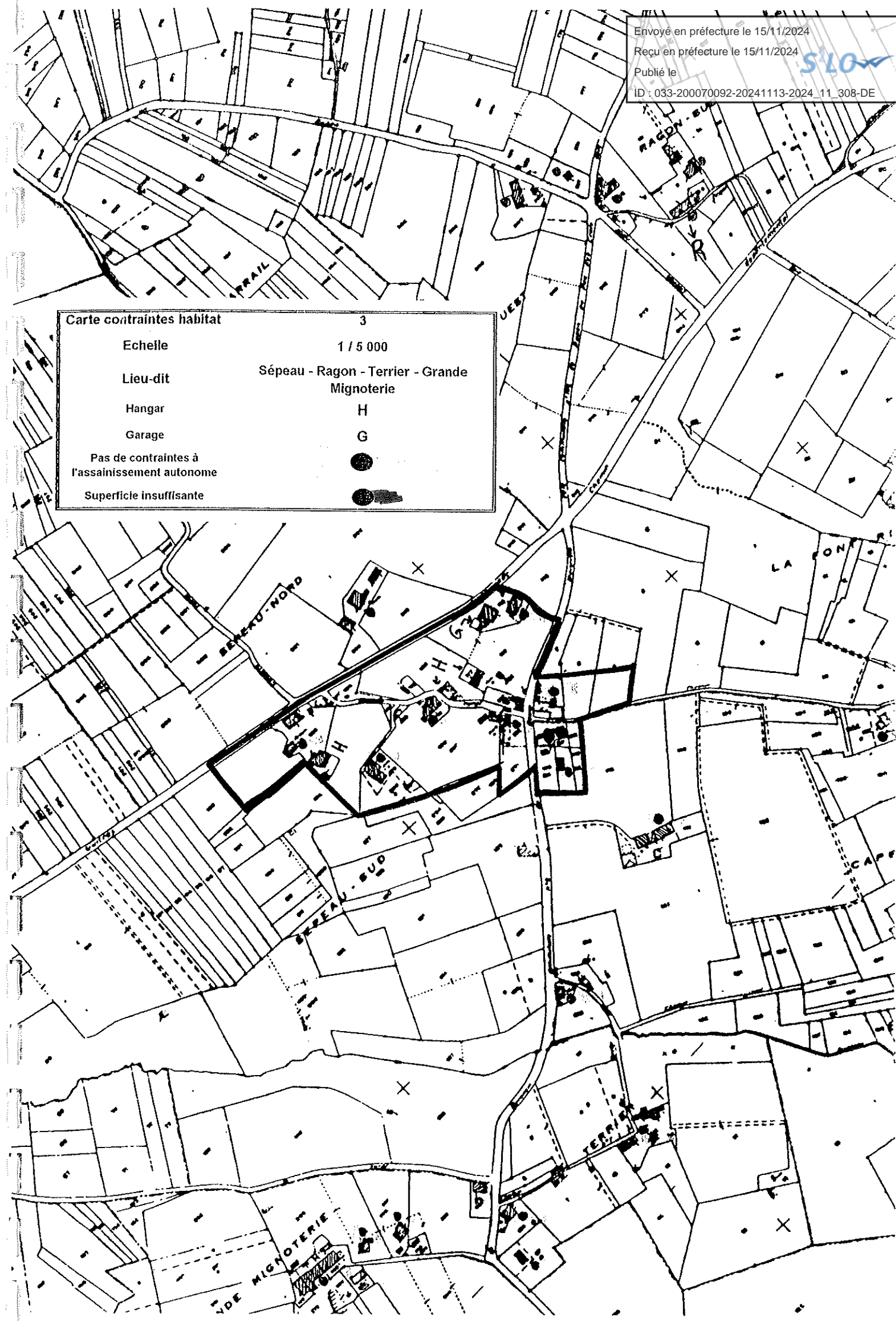
Garage

G

Pas de contraintes à
l'assainissement autonome



Superficie insuffisante



Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

S²LO

Publié le

2

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

Carte contraintes habitat

Echelle

Lieu-dit

Ruine

Pas de contraintes à
l'assainissement autonome

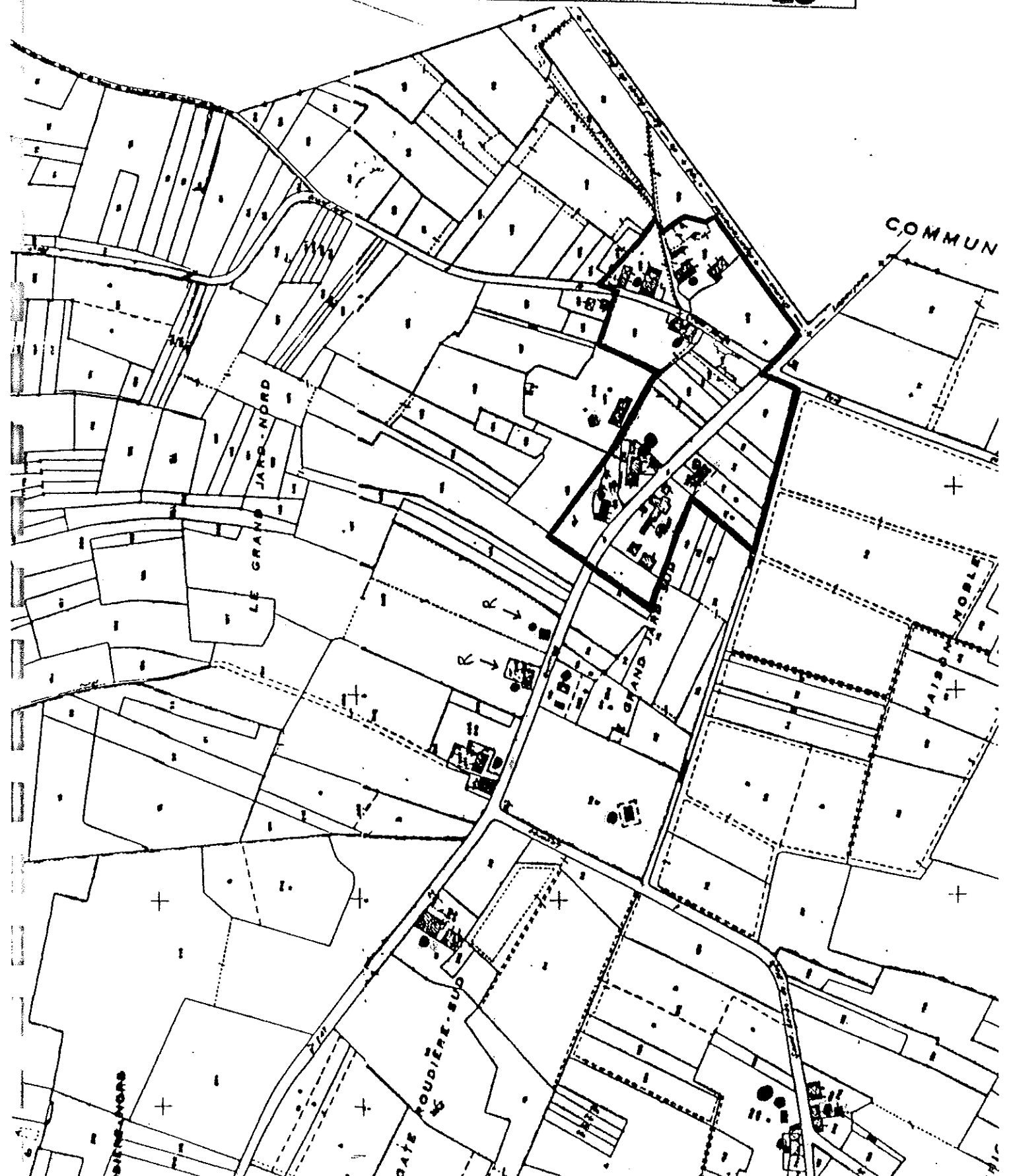
Superficie insuffisante

Le Grand Jard

R



Problème d'occupation du sol



1

Carte contraintes habitat

Echelle

1 / 5 000

Lieu-dit

Ravet - Lusseau - Les Sables

Ruine

R

Pas de contraintes à l'assainissement autonome

●

Superficie insuffisante

●

MMUNE

DE

LAPOUYADE

Envoyé en préfecture le 15/11/2024
 Reçu en préfecture le 15/11/2024
 Publié le
 ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

Carte contraintes habitat

5

Echelle

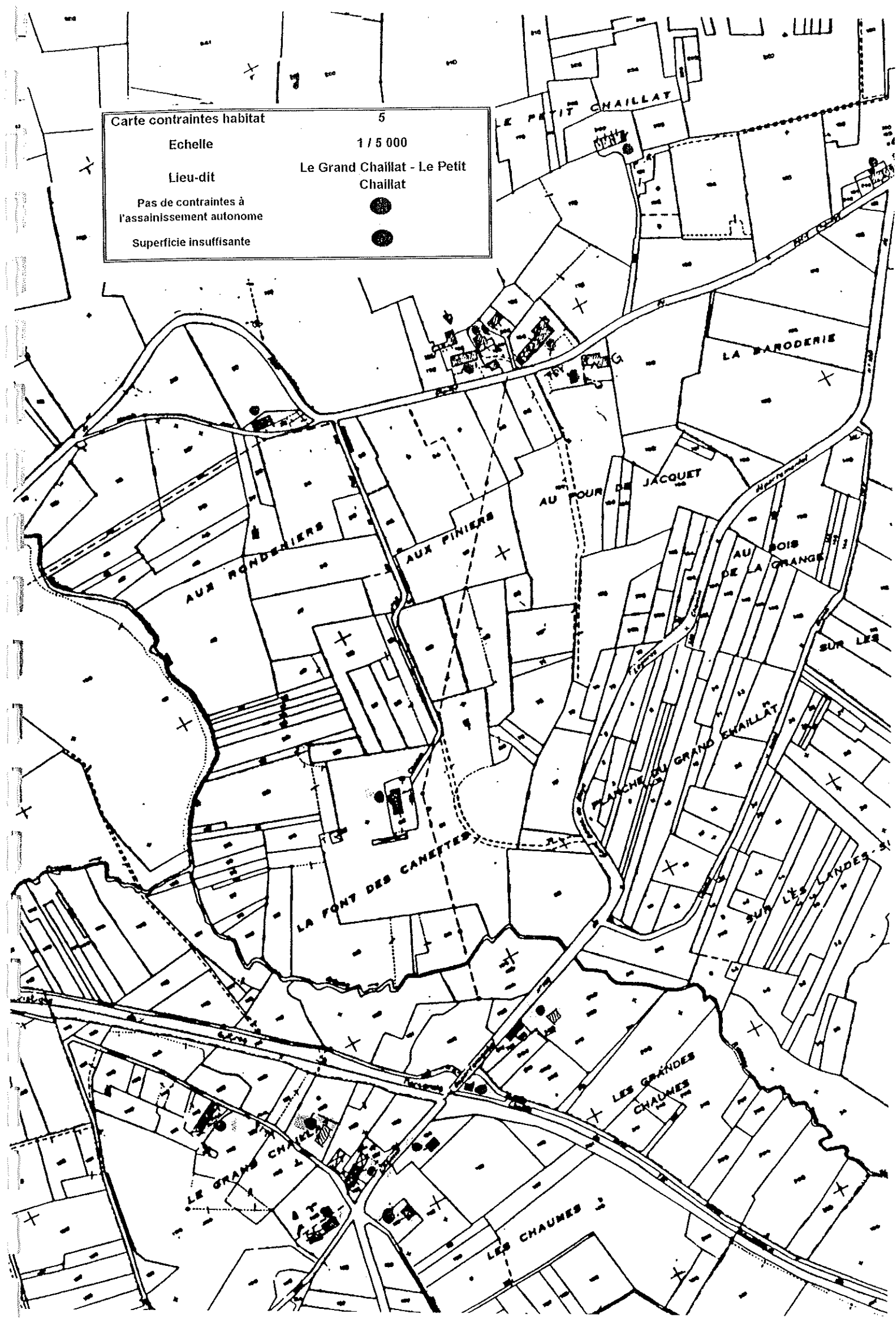
1 / 5 000

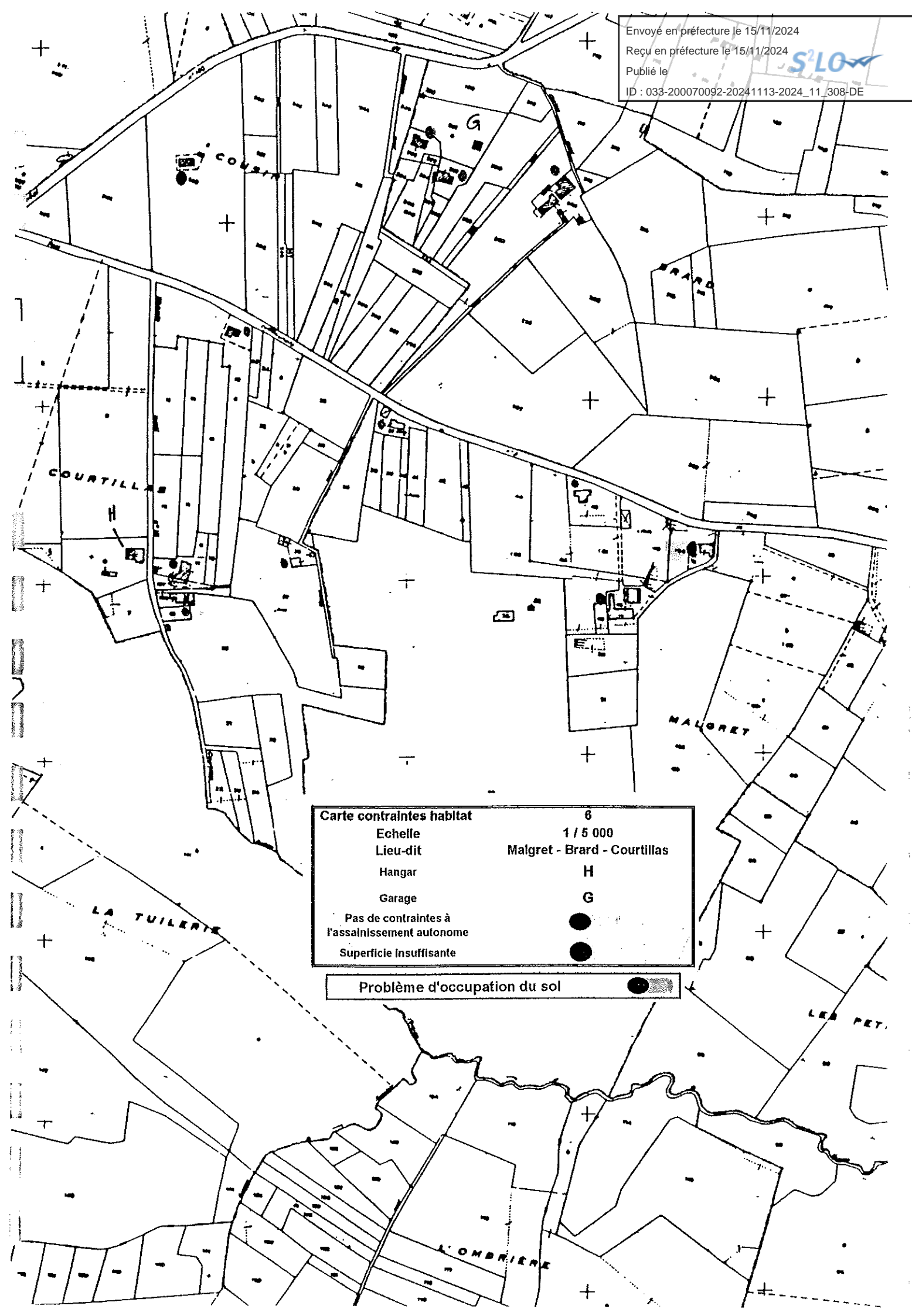
Lieu-dit

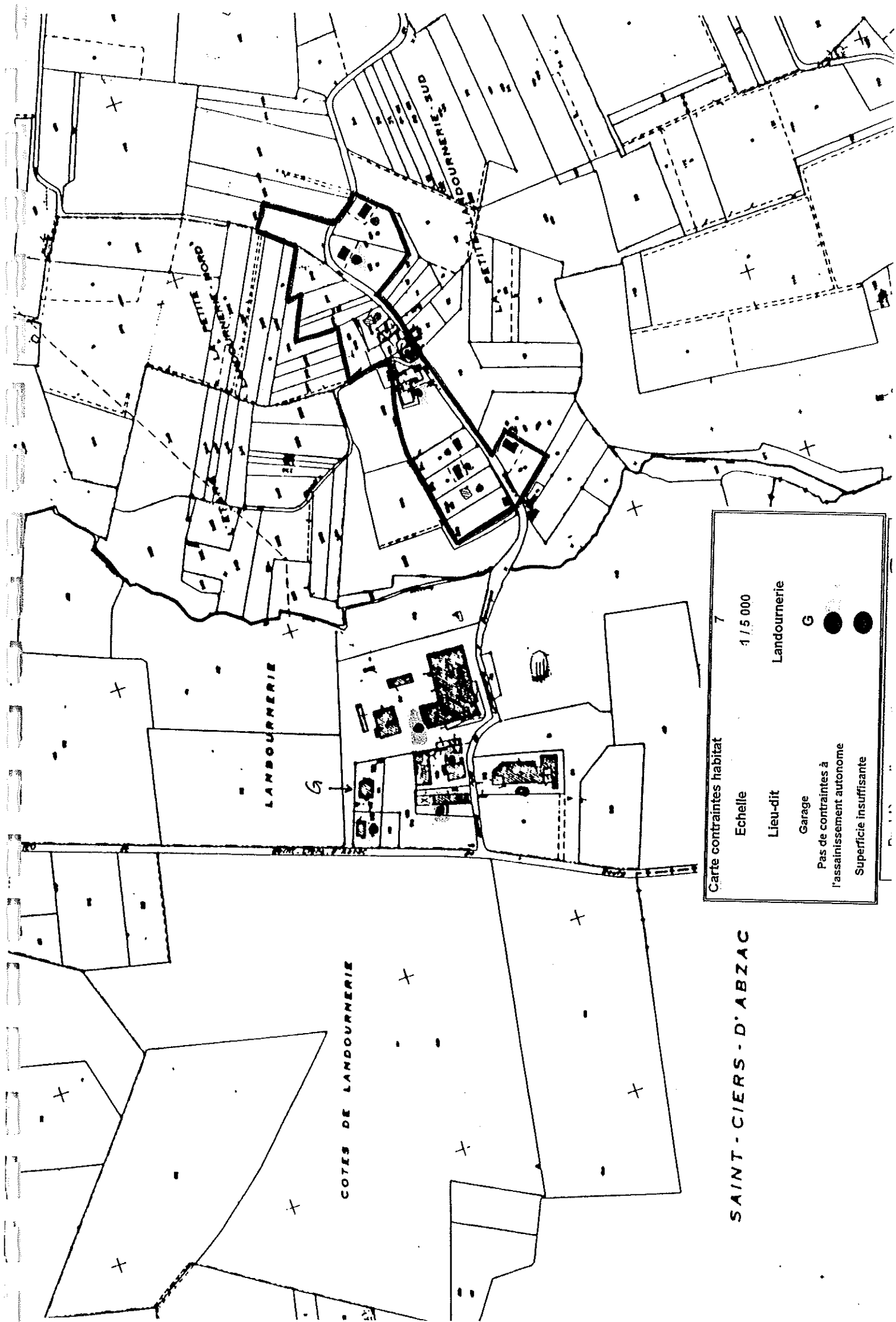
Le Grand Chaillat - Le Petit Chaillat

Pas de contraintes à l'assainissement autonome

Superficie insuffisante







Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE



Envoyé en préfecture le 15/11/2024

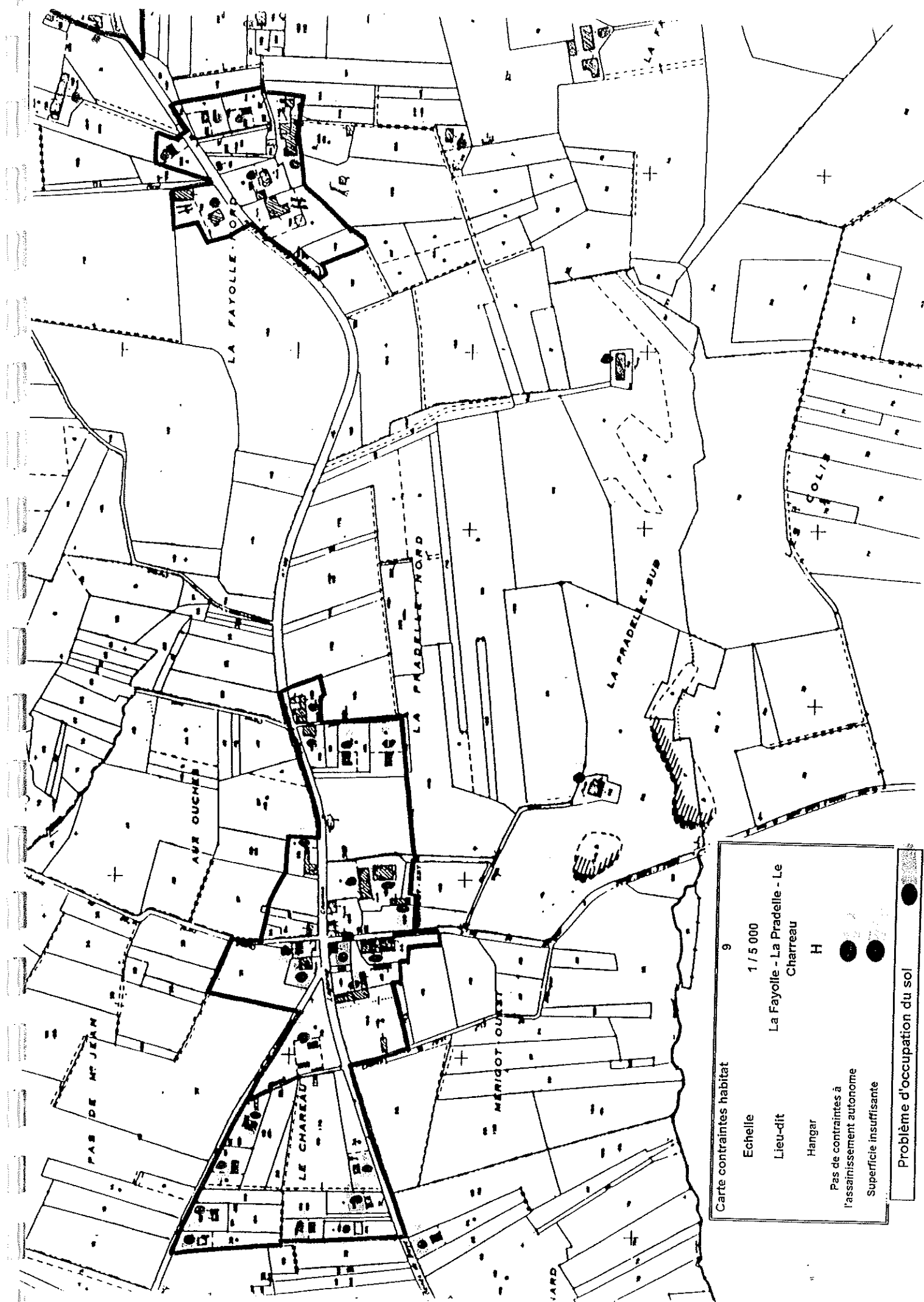
Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

510





Annexe 6

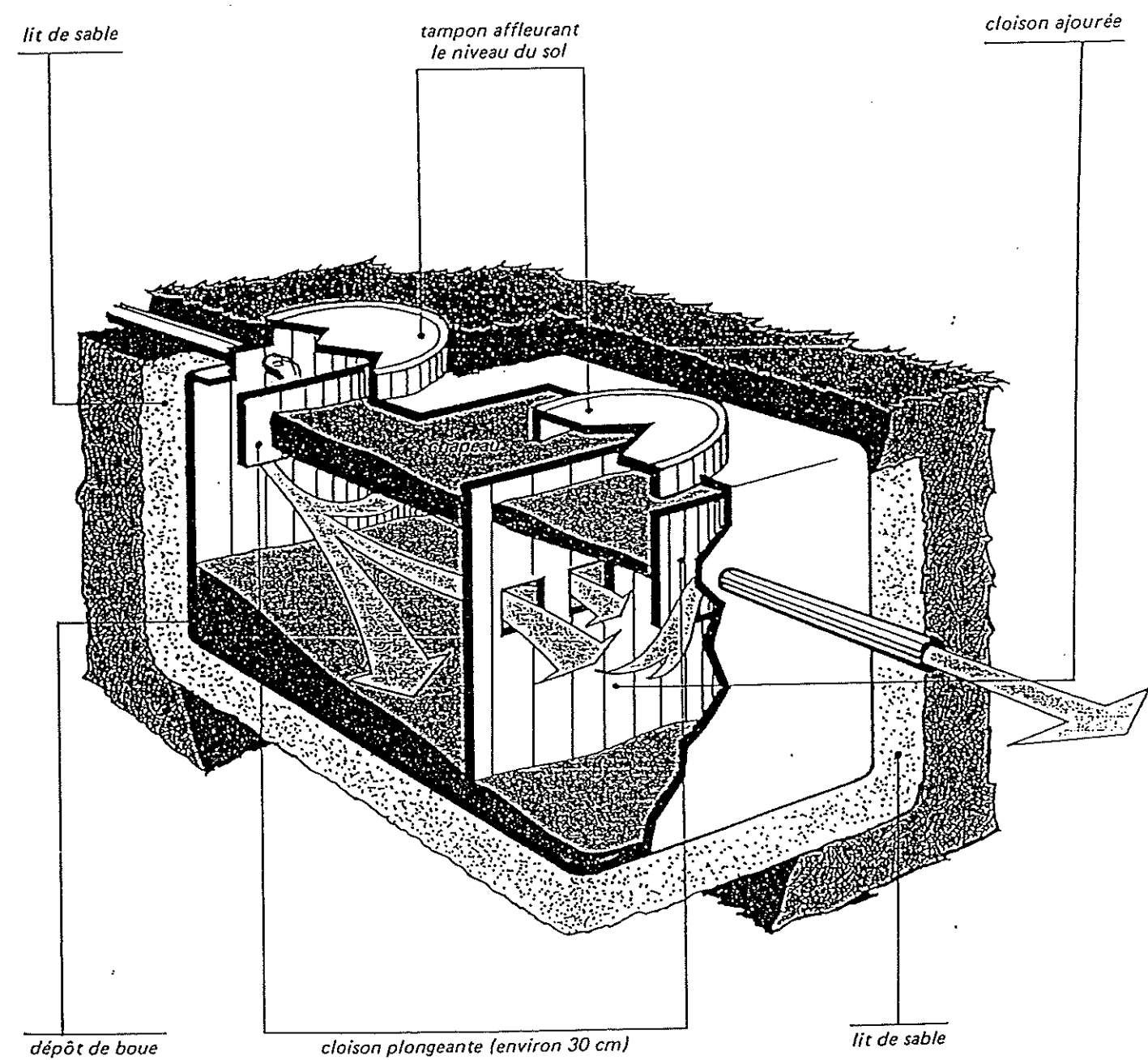
Fiches techniques "assainissement autonome"

FOSSE SEPTIQUE TOUTES EAUX

La fosse septique toutes eaux est dimensionnée pour assurer un prétraitement de l'ensemble des eaux usées issues de l'habitation, c'est-à-dire les eaux vannes (W.C.) et les eaux ménagères (cuisines, salles de bains...).

	Capacité recommandée	Capacité minimale des fosses
Logement comprenant jusqu'à 4 pièces principales (1)	3 m³	2 m³
Par pièce principale supplémentaire	0,5 m³	

(1) Les pièces principales comprennent les chambres et les pièces de séjour (nombre de chambres plus 2).



Description des filières d'assainissement

Les boues retenues par le clarificateur sont évacuées vers un système de rétention et d'accumulation (volume minimal de 1 m³).

Dispositifs de prétraitement

Fosse septique toutes eaux

La fosse septique toutes eaux reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques. Elle a deux fonctions essentielles :
- Rétention des matières solides,
- Dégradation par digestion anaérobie des boues déposées en fond de fosse et du chapeau formé par la rétention des matières solides flottantes.
Elle évacue les effluents septiques vers le dispositif de traitement.

Dimensionnement

Nombre de pièces principales*	Nombre de chambres	Volume minimal (m³)
Jusqu'à 5	Jusqu'à 3	3
6	4	4
7	5	5

* Nombre de chambres = 2.

1 pièce principale supplémentaire.

Autres dispositifs

Dégraisseur (facultatif)

Le dégraisseur n'est justifié que dans le cas où la fosse septique est éloignée de plus de 15-20 m du point de rejet des eaux usées ménagères. Il doit être placé le plus près possible de l'habitation en amont de la fosse.

Capacité

- Cuisine seules : 200 litres
- Eaux ménagères : 500 litres.

Remarque

Il est recommandé que dans le cas exceptionnel d'un traitement des eaux vannes et des eaux ménagères (cas de surverse). Il peut être intégré aux équipements de traitement préfabriqués, ou placé en amont du dispositif de traitement.

Dispositifs aérobies

Épuration biologique à boues activées

À l'instar de la fosse septique, un dispositif de traitement biologique à boues activées reçoit également l'ensemble des effluents domestiques. Il est installé dans le compartiment d'aération et le clarificateur. Les effluents doivent ensuite être dirigés vers le dispositif de rejet.

Dimensionnement

Nombre de pièces principales	Volume total minimal (m³)
Jusqu'à 6	2,5
> 6	étude particulière

Dispositif d'épuration biologique à cultures fixées

L'installation comporte un compartiment de prétraitement anaérobie suivi d'un compartiment de traitement aérobique. Le prétraitement anaérobie peut être assuré par une fosse septique toutes eaux.

Dimensionnement

Nombre de pièces principales	Volume total minimal (m³)
Jusqu'à 6	5
> 6	étude particulière

2.2

Dispositifs de traitement

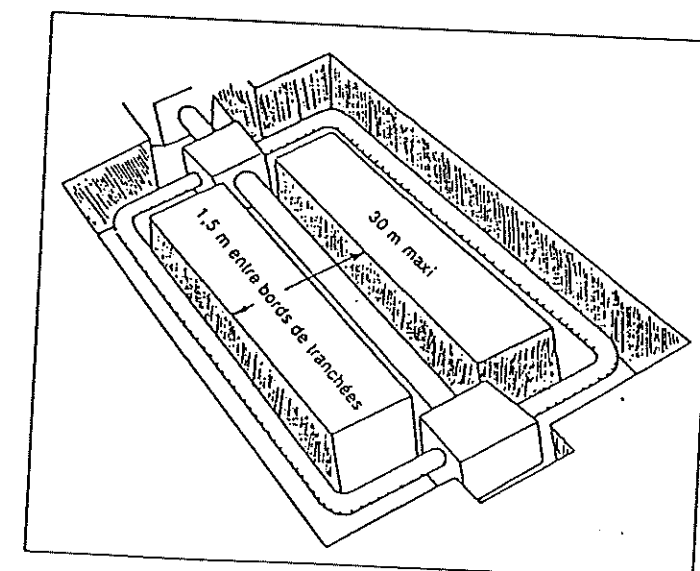
2.21 Épandage souterrain gravitaire par tranchées d'infiltration

Principe

Filière prioritaire de l'assainissement individuel, où le sol absorbe la totalité de l'effluent.

Les tranchées d'infiltration à faible profondeur reçoivent les effluents septiques.

Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant, à la fois en fond de tranchées et latéralement.



Dimensionnement

Longueur des tranchées filtrantes en fonction de la capacité d'infiltration des eaux par le sol :

- sol à dominante argileuse =
($K < 15 \text{ mm/h}$) – épandage souterrain non réalisable
- sol limoneux =
($15 < K < 30 \text{ mm/h}$) – 20 à 30 m de tranchées filtrantes/chambre
- sol à dominante sableuse =
($30 < K < 500 \text{ mm/h}$) – 15 m de tranchées filtrantes/chambre
- sol fissuré ou perméable en grand =
($K > 500 \text{ mm/h}$) – épandage souterrain non réalisable

Longueur maximale de chaque tranchée filtrante : 30 m.

2,22 Lit d'épandage

Principe

Dans le cas des sols à dominante sableuse où la réalisation des tranchées d'infiltration est difficile, l'épandage souterrain est réalisé dans une fouille unique à fond horizontal.

Remarques

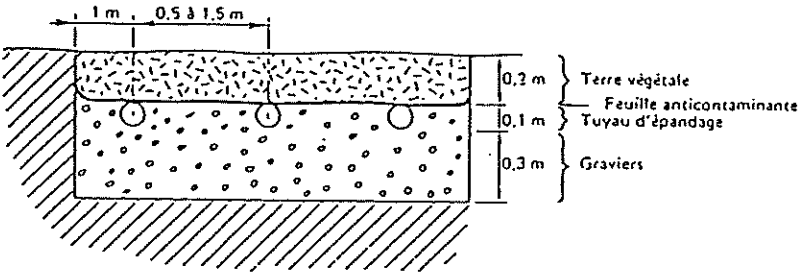
Attention à ne pas implanter un lit d'épandage dans une cuvette qui collecterait des eaux pluviales, ou à proximité d'une rupture de pente.

Dimensionnement

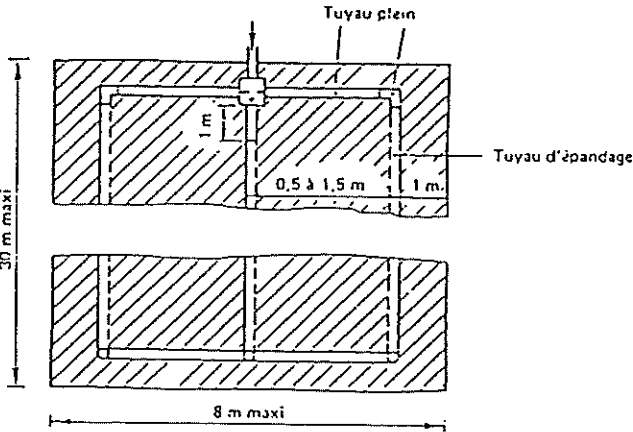
Sol à dominante sableuse =
($30 < K < 500 \text{ mm/h}$) 20 m²/chambre

- Longueur maximale : 30 m.
- Largeur maximale : 8 m.

Coupe transversale



Vue de dessus



LIT D'ÉPANDAGE

3 Filtre à sable vertical non drainé

Principe

Le filtre à sable vertical non drainé reçoit les effluents septiques. Un matériau d'apport granulaire se substituant au sol naturel est utilisé comme système épurateur et le sol naturel est le moyen d'évacuation.

Remarques

Dans le cas de mise en place de cette filière dans un milieu à terrain vulnérable (sol calcaire très fissuré par exemple), l'installation d'une feuille anticontaminante imperméable en fond de fouille est indispensable.

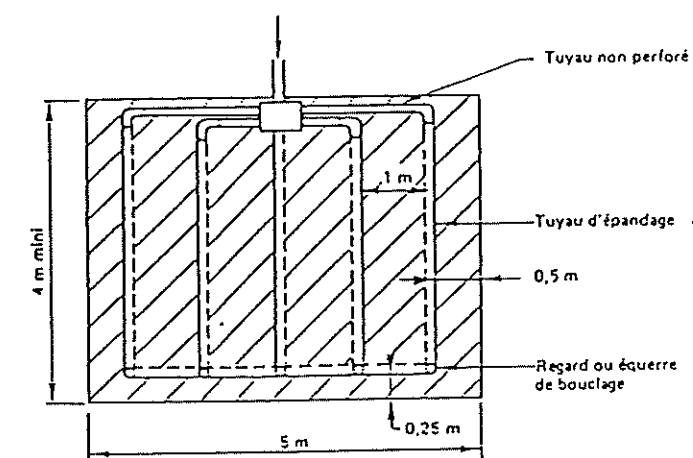
Dimensionnement minimal

Nombre de pièces principales	Nombre de chambres	Surface (m²)
4	2	20
5	3	25

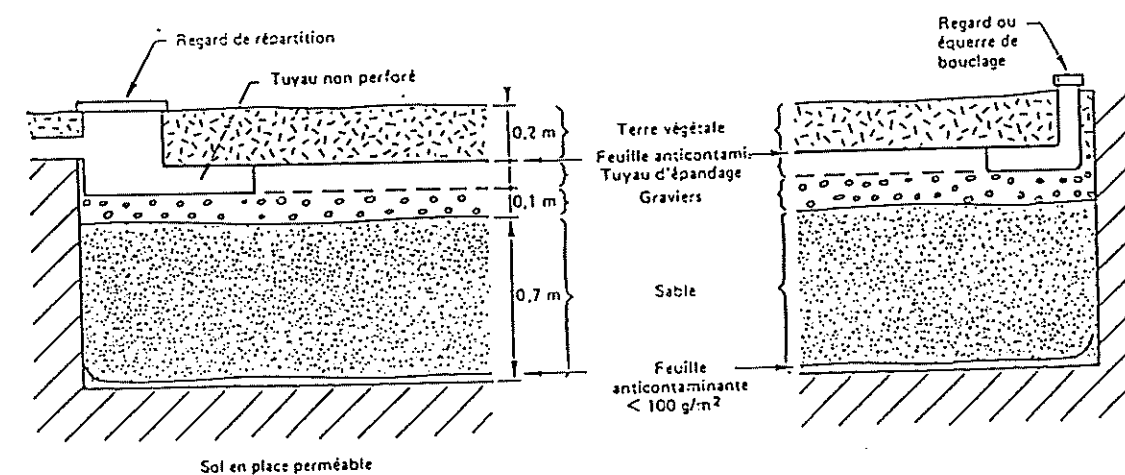
et 5 m²/chambre supplémentaire

- Largeur de filtre à sable vertical : 5 m
- Longueur minimale : 4 m.

Vue de dessus



Coupe longitudinale



2,24 Filtre à sable vertical drainé

Principe

Le filtre à sable vertical drainé reçoit les effluents septiques. Un matériau d'apport granulaire est utilisé comme système épurateur et le milieu superficiel ou souterrain (par puits d'infiltration) comme moyen d'évacuation.

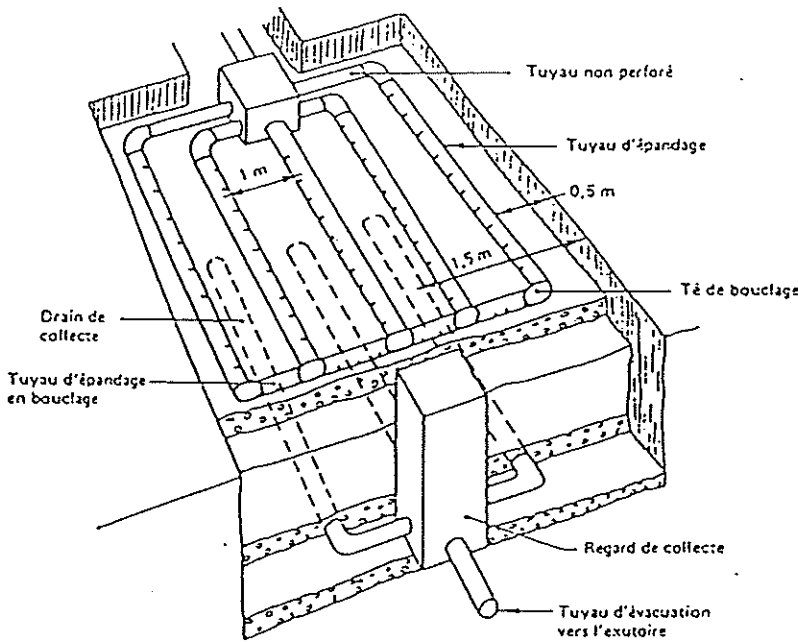
Remarques

- Dans le cas de mise en place de cette filière dans un milieu souterrain vulnérable (exemple nappe à protéger et sol très fissuré), l'installation d'un film imperméable est indispensable.
- La perte de charge est importante (1 m) : le dispositif nécessite un exutoire compatible (dénivelé important ou rejet en puits d'infiltration).

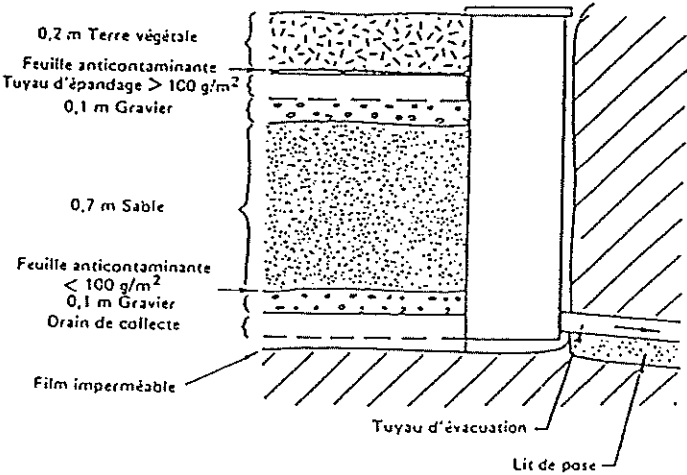
Dimensionnement minimal

Nombre de pièces principales	Nombre de chambres	Surface (m²)
4	2	20
5	3	25

- et 5 m²/chambre supplémentaire
- Largeur de filtre à sable vertical : 5 m
 - Longueur minimale : 4 m.



Coupe longitudinale



FILTRE À SABLE VERTICAL DRAINÉ

5 Filtre à sable horizontal

Principe

Le filtre à sable horizontal reçoit les effluents septiques. Le matériau d'apport granulaire est utilisé comme système purificateur et le milieu superficiel ou souterrain (par puits d'infiltration) comme moyen d'évacuation.

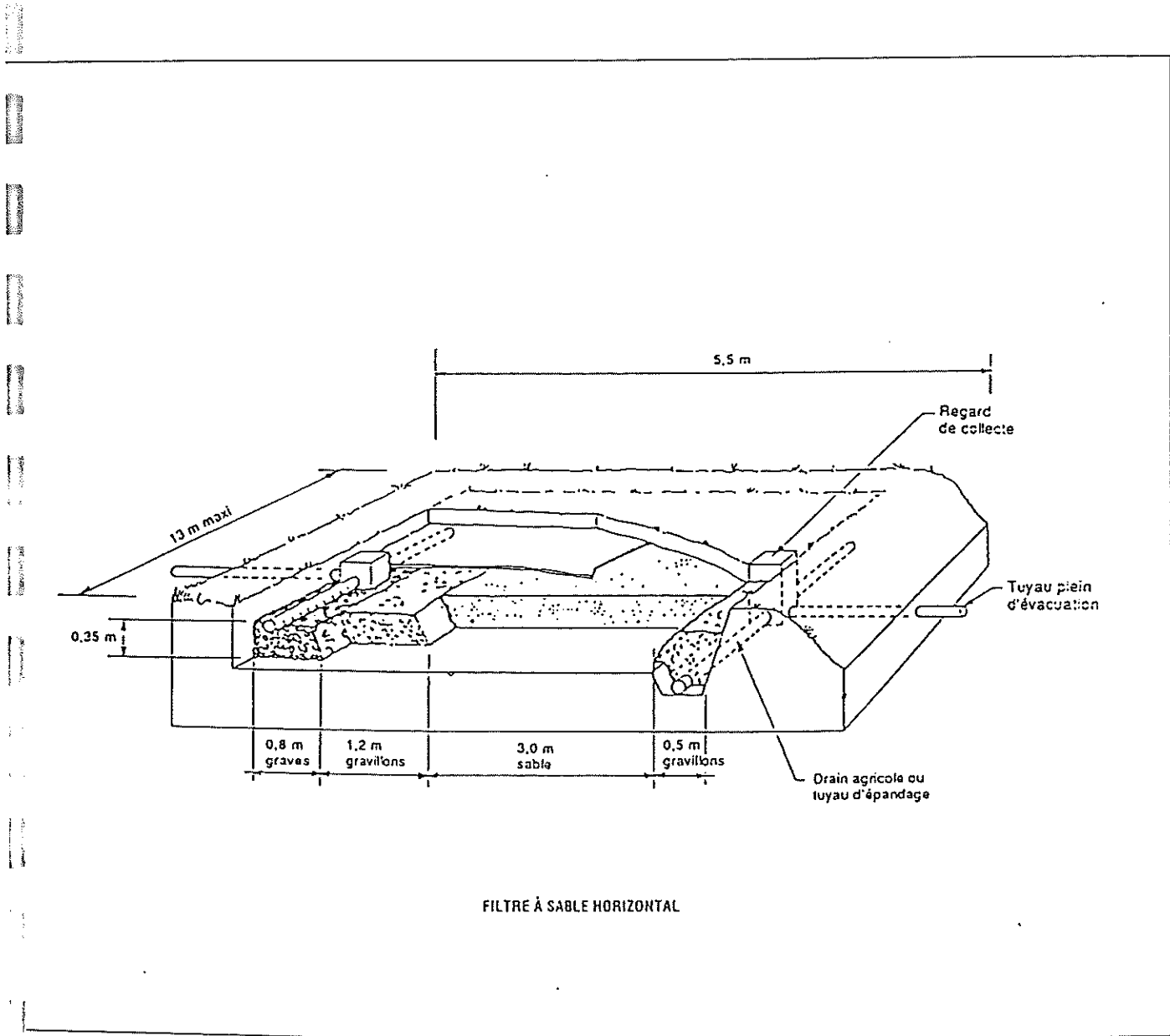
Caractéristiques

Solution adaptée aux cas de faible dénivellée entre la sortie d'eaux et l'exutoire.
Dans le cas de mise en place de cette filière dans un site vulnérable (exemple nappe à protéger et sol très fissuré), l'installation d'un film imperméable est indispensable.
Mise en œuvre nécessitant des précautions lors de la mise en place de bandes de matériaux.

Dimensionnement

Nombre de pièces principales	Nombre de chambres	Largeur du front de répartition
4	2	6 m
5	3	8 m
6	4	9 m

- La longueur du cheminement est constante : égale à 5,5 m.
- La largeur du front de répartition est de 1 m supplémentaire par chambre supplémentaire avec une limite de 13 m équivalente à 8 chambres.



2,26 Terte d'infiltration

Principe

Le terte d'infiltration reçoit les effluents septiques issus d'une habitation surélevée, ou d'une pompe de relevage. Il utilise un matériau d'apport granulaire comme système épurateur et le sol comme milieu dispersant.

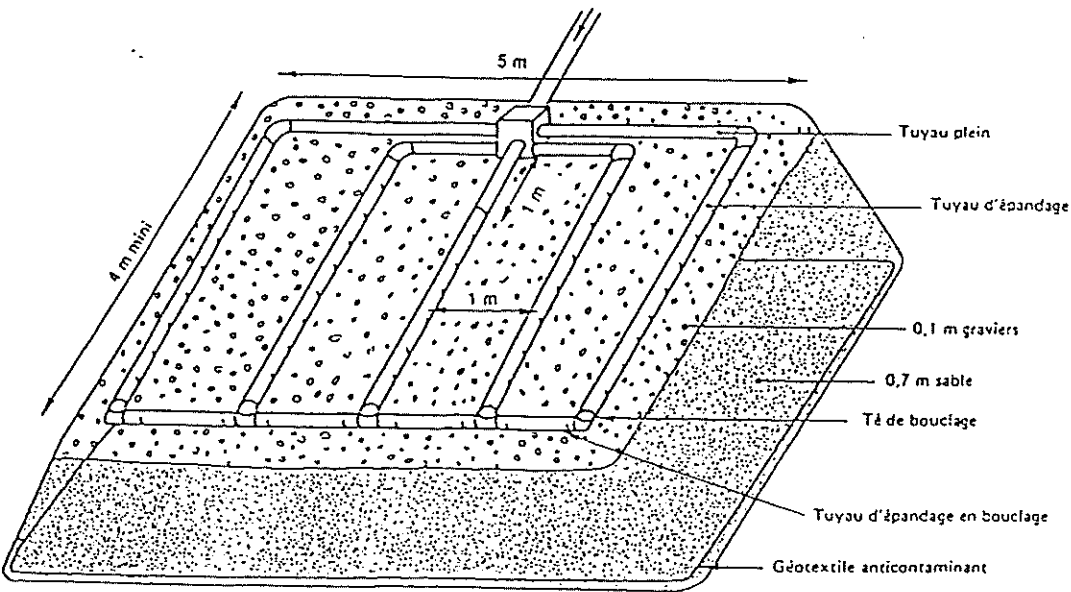
Cette filière introduit un relevage obligatoire des effluents septiques si l'habitation n'est pas surélevée.

Dimensionnement

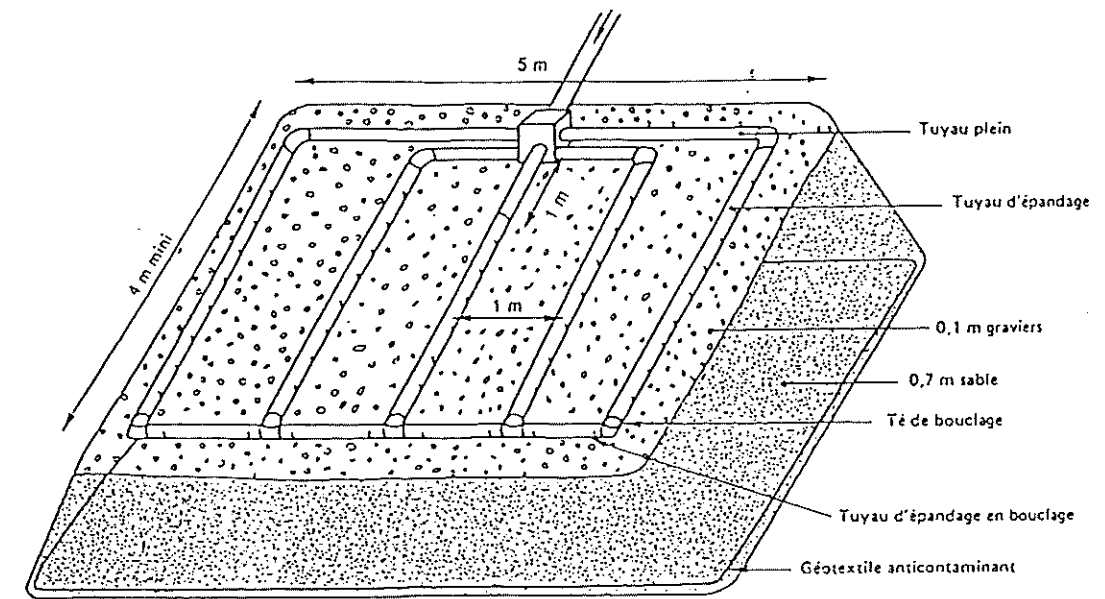
Nombre de pièces principales	Nombre de chambres	Surface minimale terte non drainé (en m² au sommet)	Surface minimale base du terte (en m²)	
			15 < K < 30	30 < K < 500
4	2	20	60	40
5	3	25	90	60
+ 1	+ 1	+ 5	+ 25	+ 20

Remarques

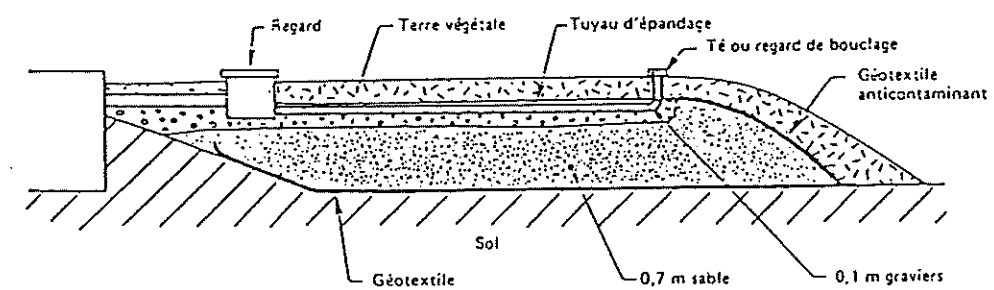
- Mise en œuvre délicate : imperméabilisation difficile des parois du terte.
- S'assurer de la perméabilité du sol à la base du terte.
- Utile comme palliatif pour des réhabilitations en zones inondables.



TERTRE D'INFILTRATION



Tertre d'infiltration hors sol



Tertre en terrain en pente

Entretien des dispositifs
d'assainissement autonome

l'entretien des dispositifs d'assainissement autonome est un élément prépondérant du bon fonctionnement des installations. Cet entretien porte essentiellement sur les dispositifs effectuant un traitement préalable des effluents, en particulier les fosses septiques toutes eaux, les bacs séparateurs et les dispositifs d'épuration biologiques à boues activées.

En effet, un effluent insuffisamment préparé risque de porter préjudice au système épurateur situé en aval : les risques de colmatage des épandages souterrains ou des fosses à sable sont alors à craindre.

Les modalités d'entretien des dispositifs (définies dans l'article 30-1 du Règlement Sanitaire Départemental-type) concernent en particulier les éléments donnés dans le tableau ci-après.

Toute opération de vidange ne peut être exécutée que par un entrepreneur autorisé par le Maire. Les justifications de ces opérations sont tenues à la disposition des autorités sanitaires.

Toute opération d'entretien sur un appareil comportant un dispositif électromécanique est consignée dans un carnet.

Équipement	Objectif de l'entretien	Action d'entretien	Périodicité
Fosse septique toutes eaux	Éviter tout entraînement ou tout débordement des boues et des flottants	Vidange	Réglementaire : au moins tous les 5 ans
Bac dégraisseur	Éviter toute obstruction, sortie de graisse ou de matières sédimentaires	Nettoyage, vidange, curage	Au moins tous les 4 mois
Dispositif d'épuration à boues actives	Déconcentration des boues produites	Vidange des pièges à boues	Au moins tous les 6 mois
Dispositif d'épuration à cultures fixées	Déconcentration des boues produites	Vidange des boues	Au moins tous les ans
Filtre bactérien percolateur	Assurer une bonne répartition des effluents	Nettoyage du dispositif de répartition Vérification horizontalité et ventilation	Selon colmatage



Annexe 7

Bordereau des prix utilisés pour l'étude technico-économique

BORDEREAU UTILISE DANS L'ETUDE TECHNICO-ECONOMIQUE

Commune
Lieu-dit
Solution

INVESTISSEMENTS

RESEAU		Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
	Gravitaire (200 mm)				
	Voie communale	ml	750		
	Voie départementale	ml	850		
	Refoulement (80 mm)	ml	240		
	Gravitaire + Refoulement				
	Voie communale	ml	860		
	Voie départementale	ml	960		
	Poste de refoulement				
	général	u	120 000		
	Traversée voie ferrée	Forfait	60 000		
	Branchement	u	5 000		

COUT EN DOMAINE PRIVE	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Branchement simple	u	4 000		
Branchement + travaux maison	u	10 000		
Pompe de relevage	u	10 000		

TRAITEMENT	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Semi-collectif	F HT / EH	3 500		
Station d'épuration	F HT / EH	1700		

ASSAINISSEMENT AUTONOME				
Taux de réhabilitation		X		
Filières	Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab
FTE + tranchées infiltration	25 000	a	a * X	25000 * aX
FTE + filtre sable non drainé	35 000	b	b * X	35000 * bX
FTE + filtre sable drainé	38 000	c	c * X	38000 * cX
FTE + terte filtrant	50 000	d	d * X	50000 * dX
FTE + filtre compact	45 000	e	e * X	60000 * eX

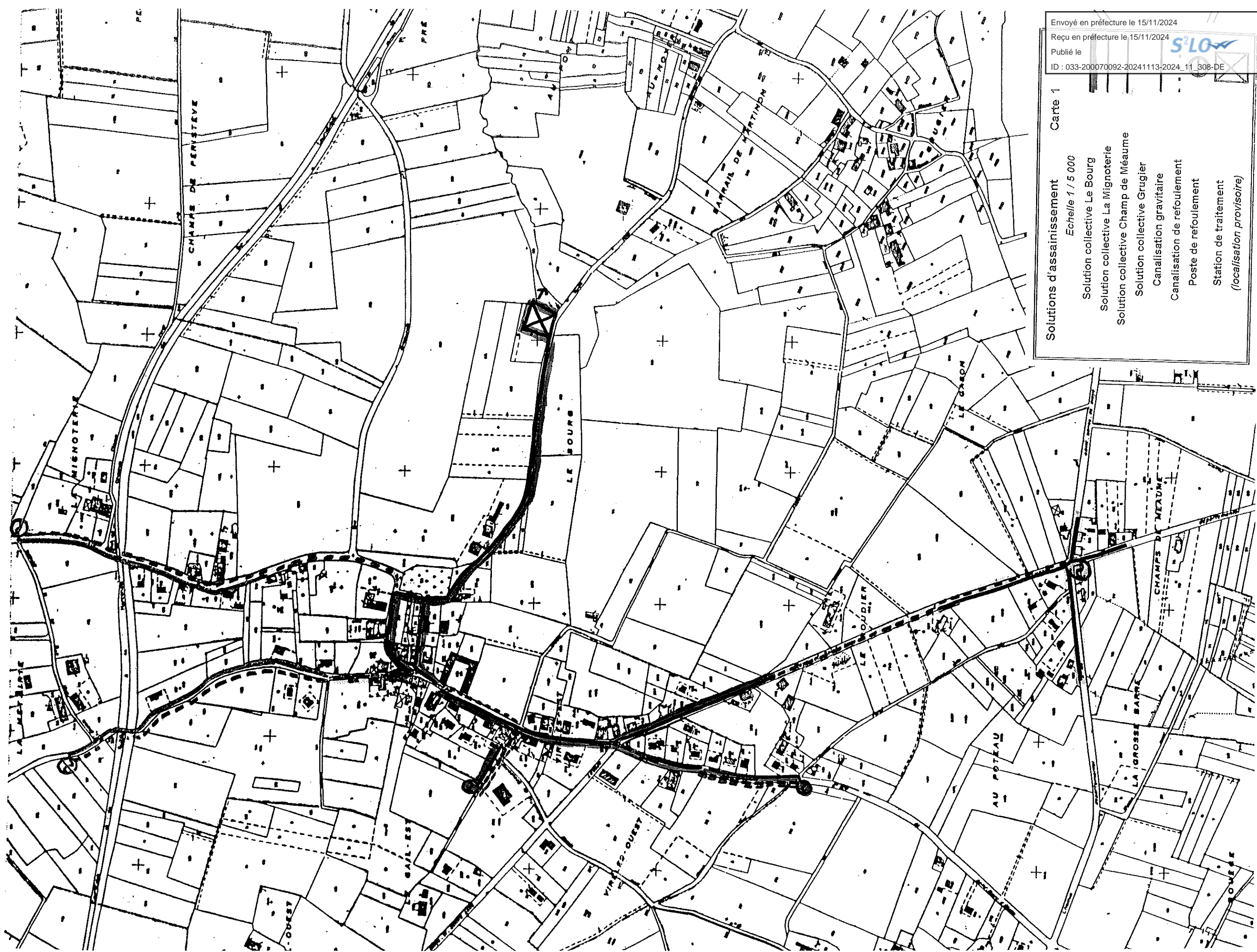
FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

RESEAU		Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
	Gravitaire	F HT / an / ml	2		
	Poste de refoulement	F HT / an / u	12 000		
	Branchement	F HT / an / br	15		
Traitement	Semi - collectif	F HT/an/EH	70		
	Station d'épuration	F HT/an/EH	80		
FRAIS	Frais de facturation	F HT / an / ab	30		
	Frais généraux	25%	Quantité appliquée au total des prestations d'entretien précédentes		

Assainissement autonome	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien	F HT / an	700		

Annexe 8

Cartes des solutions d'assainissement des différentes solutions de chacun des secteurs



Envoyé en préfecture le 15/11/2024
Reçu en préfecture le 15/11/2024
Publié le
ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

Solutions d'assainissement

Echelle 1 / 5 000

Solution collective Le Bourg

Solution collective La Mignoterie

Solution collective Champ de Méaume

Solution collective Grugier

Canalisation gravitaire

Canalisation de refoulement

Poste de refoulement

Station de traitement
(localisation provisoire)

Commune	MARANSIN
Lieu-dit	LE BOURG + LA MIGNOTERIE
Solution	COLLECTIVE Variante 1

Nombre total d'installations	70
Nombre d'installations raccordées	44
Nombre d'installations en assainissement autonome	26

INVESTISSEMENTS

RESEAU	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Gravitaire (200 mm)				
Voie communale	ml	750	700	525 000
Voie départementale	ml	850	750	637 500
Gravitaire + Refoulement				
Voie communale	ml	860	120	103 200
Voie départementale	ml	960	300	288 000
Refoulement (80 mm)	ml	240	40	9 600
Poste de refoulement				
général	u	120 000	1	120 000
15 abonnés	u	80 000	1	80 000
Branchement	u	5 000	44	220 000
Total				1 983 300
Divers, honoraires et imprévus				297 495
TOTAL RESEAU				2 280 795
Coût par installations				51 836
Coût par Equivalents-Habitants				17 279

STATION D'EPURATION	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Fosse 50 m3 + filtre 540 m2	F HT / EH	3300	180	594 000

CHARGES DE LA COLLECTIVITE = Total réseau + traitement	2 874 795
Coût par installations	65 336
Coût par Equivalents-Habitants	21 779

BRANCHEMENT EN DOMAINE PRIVE	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Branchement simple	u	4 000	41	164 000
Branchement + travaux maison	u	10 000	3	30 000
Pompe de relevage	u	10 000	4	40 000
TOTAL DOMAINE PRIVE				194 000

ASSAINISSEMENT AUTONOME				
Taux de réhabilitation		85%		
Fillères	Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab
FTE + filtre sable drainé	38 000	14	11.9	452 200
FTE + terre filtrant	50 000	11	9.35	467 500
FTE + filtre vertical compact	45 000	1	1	45 000
TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME				964 700

TOTAL INVESTISSEMENT	4 033 495
Coût par installations	57 621
Coût par Equivalents-Habitants	19 207

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

RESEAU	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Gravitaire	F HT / an / ml	2	1 870	3 740
Poste de relevage	F HT / an / u	20 000	1	20 000
Branchement	F HT / an / br	15	44	660
ENTRETIEN STATION EPURATION	F HT/EH/an	80	132	10 560
FRAIS				
Frais de facturation	F HT / an / ab	30	44	1 320
Frais généraux	%	25		9 070
TOTAL				45 350

Assainissement autonome	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien	F HT / an	700	26	18 200

TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN	63 550
Coût par installations	908
Coût par Equivalents-Habitants	303

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE





Nombre total d'installations	70
Nombre d'installations raccordées	64
Nombre d'installations en assainissement autonome	6

INVESTISSEMENTS

RESEAU	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Gravitaire (200 mm)				
Voie communale	ml	750	700	525 000
Voie départementale	ml	850	750	637 500
Gravitaire + Refoulement				
Voie communale	ml	860	570	490 200
Voie départementale	ml	960	580	556 800
Refoulement (80 mm)	ml	240	340	81 600
Poste de refoulement				
général	u	120 000	3	360 000
15 abonnés	u	80 000	1	80 000
Passage voie ferrée	Forfait	60 000	2	120 000
Branchement	u	5 000	64	320 000
Total				3 171 100
Divers, honoraires et imprévus				475 665
TOTAL RESEAU				3 646 765
Coût par installations				56 981
Coût par Equivalents-Habitants				18 994

STATION D'EPURATION	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
2 Fosses 35 m3 + filtre 720 m2	F HT / EH	3300	240	792 000

CHARGES DE LA COLLECTIVITE = Total réseau + traitement	4 438 765
Coût par installations	69 356
Coût par Equivalents-Habitants	23 119

BRANCHEMENT EN DOMAINE PRIVE	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Branchement simple	u	4 000	61	244 000
Branchement + travaux maison	u	10 000	3	30 000
Pompe de relevage	u	10 000	4	40 000
TOTAL DOMAINE PRIVE				274 000

ASSAINISSEMENT AUTONOME				
Taux de réhabilitation		85%		
Filières	Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab
FTE + filtre sable drainé	38 000	6	5.1	193 800
TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME				193 800

TOTAL INVESTISSEMENT	4 906 565
Coût par installations	70 094
Coût par Equivalents-Habitants	23 365

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

RESEAU	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Gravitaire	F HT / an / ml	2	2 600	5 200
Poste de relevage	F HT / an / u	44 000	1	44 000
Branchement	F HT / an / br	15	64	960
ENTRETIEN STATION EPURATION	F HT/EH/an	80	192	15 360
FRAIS				
Frais de facturation	F HT / an / ab	30	64	1 920
Frais généraux	%	25		16 860
TOTAL				84 300

Assainissement autonome	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien	F HT / an	700	6	4 200

TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN	88 500
Coût par installations	1 264
Coût par Equivalents-Habitants	421

Commune	MARANSIN
Lieu-dit	GRUGIER - AU NOYER
Solution	COLLECTIVE

Nombre total d'installations	15
Nombre d'installations raccordées	15
Nombre d'installations en assainissement autonome	0

INVESTISSEMENTS

RESEAU		Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Gravitaire (200 mm)	Voie communale	ml	750	850	637 500
	Voie départementale	ml	850	0	0
Gravitaire + Refoulement	Voie communale	ml	860	250	215 000
	Voie départementale	ml	960	0	0
Refoulement (80 mm)	Voie départementale	ml	240	180	43 200
	Poste de refoulement				
Branchement	général	u	120 000	1	120 000
	10 abonnés	u	60 000	0	0
Branchement		u	5 000	15	75 000
	Total				1 090 700
Divers, honoraires et imprévus					163 605
TOTAL RESEAU					1 254 305
Coût par installations					83 620
Coût par Equivalents-Habitants					27 873

STATION D'EPURATION	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
15 ab. * 3 = 45 E.H.	F HT / EH	3300	45	148 500

CHARGES DE LA COLLECTIVITE = Total réseau + traitement					1 402 805
Coût par installations					93 520
Coût par Equivalents-Habitants					31 173

BRANCHEMENT EN DOMAINE PRIVE				
Branchement simple	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
	u	4 000	15	60 000
TOTAL DOMAINE PRIVE				60 000

TOTAL INVESTISSEMENT					1 462 805
Coût par installations					97 520
Coût par Equivalents-Habitants					32 507

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

RESEAU		Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Gravitaire		F HT / an / ml	2	1 100	2 200
	Poste de relevage	F HT / an / u	12 000	1	12 000
	Branchement	F HT / an / br	15	15	225
ENTRETIEN STATION EPURATION					
FRAIS		F HT/EH/an	80	45	3 600
	Frais de facturation	F HT / an / ab	30	15	450
TOTAL		%	25		4 619
	Frais généraux				23 094

TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN					23 094
Coût par installations					1 540
Coût par Equivalents-Habitants					513

Commune	MARANSIN
Lieu-dit	GRUGIER - AU NOYER
Solution	AUTONOME

Nombre total d'installations	15
Nombre d'installations raccordées	0
Nombre d'installations en assainissement autonome	15

INVESTISSEMENTS

ASSAINISSEMENT AUTONOME					
Taux de réhabilitation					
Filières		Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab
	Filtere à sable drainé	38000	3	2.55	96 900
FTE + terre filtrant		50 000	12	10.2	510 000
	TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME				606 900

TOTAL INVESTISSEMENT		606 900
Coût par installations		40 460
Coût par Equivalents-Habitants		13 487

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

Assainissement autonome	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien	F HT / an	700	15	10 500

TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN					10 500
Coût par installations					700
Coût par Equivalents-Habitants					233

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE



Commune	MARANSIN
Lieu-dit	CHAMPS DE MEAUME
Solution	COLLECTIVE

Nombre total d'installations	11
Nombre d'installations raccordées	10
Nombre d'installations en assainissement autonome	1

INVESTISSEMENTS

RESEAU		Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Gravitaire (200 mm)	Voie communale	ml	750	250	187 500
	Voie départementale	ml	850	100	85 000
	Gravitaire + Refoulement				
	Voie communale	ml	860	0	0
	Voie départementale	ml	960	250	240 000
Refoulement (80 mm)		ml	240	300	72 000
	Poste de refoulement				
	général	u	120 000	1	120 000
Branchement	10 abonnés	u	60 000	0	0
		u	5 000	10	50 000
Total					754 500
Divers, honoraires et Imprévus					113 175
TOTAL RESEAU					867 675
Coût par installations					86 768
Coût par Equivalents-Habitants					28 923
STATION D'EPURATION					
10 ab. * 3 = 30 E.H.		Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
		F HT / EH	3300	30	99 000

CHARGES DE LA COLLECTIVITE = Total réseau + traitement		966 675
Coût par installations		96 668
Coût par Equivalents-Habitants		32 223

BRANCHEMENT EN DOMAINE PRIVE		Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Branchement simple		u	4 000	10	40 000
TOTAL DOMAINE PRIVE					40 000

ASSAINISSEMENT AUTONOME		Taux de réhabilitation 85%			
Filières		Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab
	FTE + terre filtrant	50 000	1	0.85	42 500
	TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME				42 500

TOTAL INVESTISSEMENT		1 049 175
Coût par installations		95 380
Coût par Equivalents-Habitants		31 793

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

RESEAU		Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Gravitaire		F HT / an / ml	2	600	1 200
	Poste de relevage	F HT / an / u	12 000	1	12 000
	Branchement	F HT / an / br	15	10	150
ENTRETIEN STATION EPURATION		F HT/EH/an	80	30	2 400
	Frais de facturation	F HT / an / ab	30	10	300
FRAIS					
	Frais généraux	%	25		4 013
TOTAL					20 063

Assainissement autonome		Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien		F HT / an	700	1	700

TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN		20 763
Coût par installations		1 888
Coût par Equivalents-Habitants		628

Commune	MARANSIN
Lieu-dit	CHAMPS DE MEAUME
Solution	AUTONOME

Nombre total d'installations	11
Nombre d'installations raccordées	0
Nombre d'installations en assainissement autonome	11

INVESTISSEMENTS

ASSAINISSEMENT AUTONOME		Taux de réhabilitation 85%			
Filières		Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab
	FTE + terre filtrant	50 000	11	9.35	467 500
	TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME				467 500

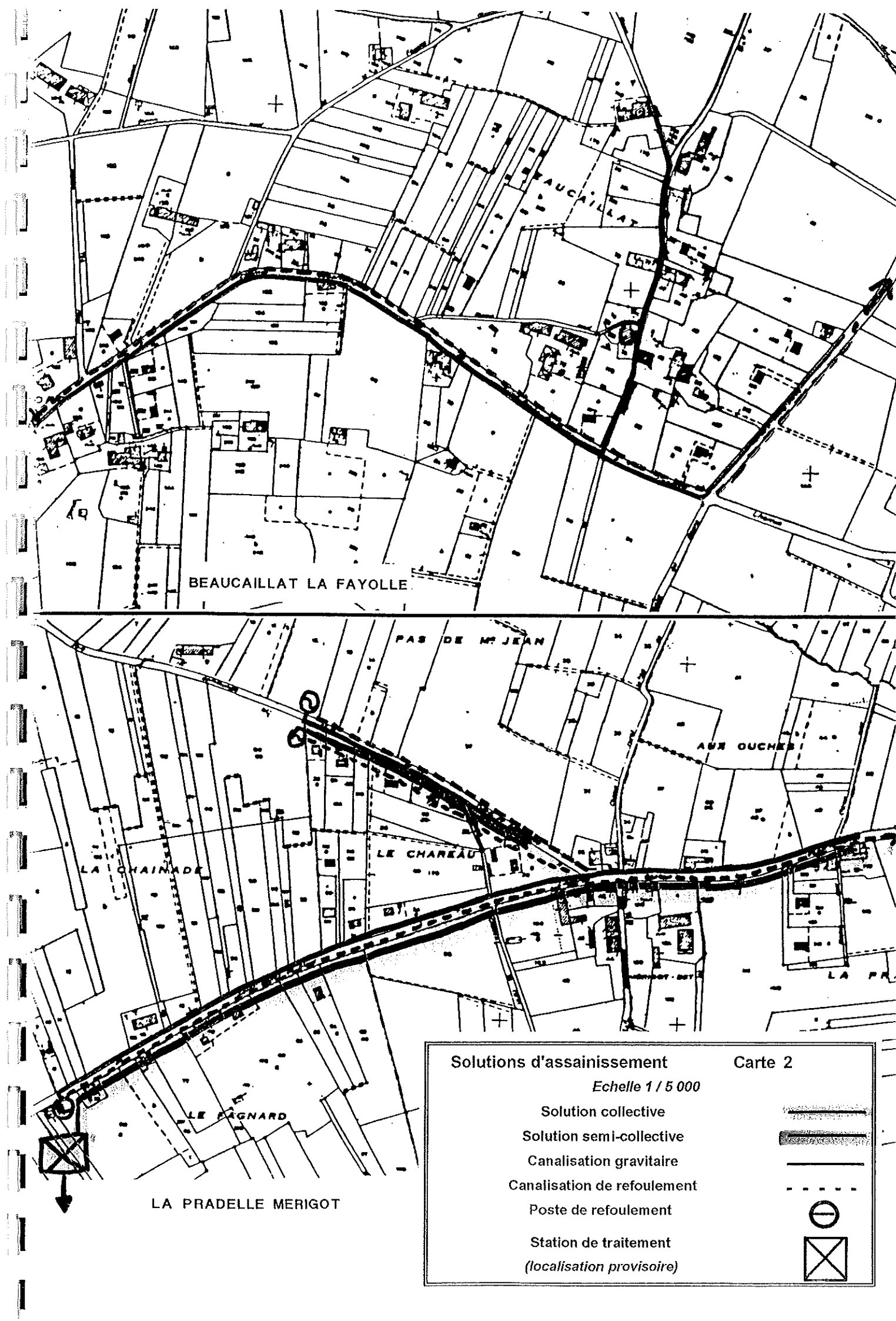
TOTAL INVESTISSEMENT		467 500
Coût par installations		42 500
Coût par Equivalents-Habitants		14 167

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

Assainissement autonome		Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien		F HT / an	700	11	7 700

TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN		7 700
Coût par installations		700
Coût par Equivalents-Habitants		233





Commune	MARANSIN
Lieu-dit	BEAUCAILLAT - LA FAYOLLE
Solution	COLLECTIVE

Nombre total d'installations	26
Nombre d'installations raccordées	26
Nombre d'installations en assainissement autonome	0

INVESTISSEMENTS

RESEAU		Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
RESEAU	Gravitaire (200 mm)	ml	750	400	300 000
	Voie communale	ml	850	0	0
	Voie départementale				
	Gravitaire + Refoulement	ml	860	0	0
	Voie communale	ml	960	1 150	1 104 000
RESEAU	Voie départementale	ml	240	200	48 000
	Refoulement (80 mm)				
	Poste de refoulement	u	120 000	1	120 000
RESEAU	général	u	80 000	0	0
	15 abonnés	u	5 000	26	130 000
	Branchement				
Total					1 702 000
Divers, honoraires et imprévus					255 300
TOTAL RESEAU					1 957 300
Coût par installations					75 281
Coût par Equivalents-Habitants					25 094

STATION D'EPURATION	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
26 ab. * 3 = 80 E.H.	F HT / EH	3300	80	264 000

CHARGES DE LA COLLECTIVITE = Total réseau + traitement					2 221 300
Coût par installations					85 435
Coût par Equivalents-Habitants					28 478

BRANCHEMENT EN DOMAINE PRIVE		Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Branchement simple		u	4 000	26	104 000
TOTAL DOMAINE PRIVE					104 000

TOTAL INVESTISSEMENT					2 325 300
Coût par installations					89 435
Coût par Equivalents-Habitants					29 812

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

RESEAU		Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
RESEAU	Gravitaire	F HT / an / ml	2	1 550	3 100
	Poste de relevage	F HT / an / u	12 000	1	12 000
	Branchement	F HT / an / br	15	26	390
ENTRETIEN	STATION EPURATION	F HT/EH/an	80	78	6 240
	Frais de facturation	F HT / an / ab	30	26	780
FRAIS	Frais généraux	%	25		5 628
					28 138
TOTAL					

TOTAL FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN					28 138
Coût par installations					1 082
Coût par Equivalents-Habitants					361

Commune	MARANSIN
Lieu-dit	BEAUCAILLAT - LA FAYOLLE
Solution	AUTONOME

Nombre total d'installations	26
Nombre d'installations raccordées	0
Nombre d'installations en assainissement autonome	26

INVESTISSEMENTS

ASSAINISSEMENT AUTONOME						
Taux de réhabilitation						
80%						
Filières		Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab	
FTE + terre filtrant		50 000	26	20 8	1 040 000	
TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME						1 040 000
TOTAL INVESTISSEMENT						
Coût par installations						40 000
Coût par Equivalents-Habitants						13 333

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

Assainissement autonome	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien	F HT / an	700	26	18 200

TOTAL FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN					18 200
Coût par installations					700
Coût par Equivalents-Habitants					233



Commune	MARANSIN
Lieu-dit	LA PRADELLE - MERIGOT
Solution	COLLECTIVE

Nombre total d'installations	29
Nombre d'installations raccordées	28
Nombre d'installations en assainissement autonome	1

INVESTISSEMENTS

RESEAU	Gravitaire (200 mm)	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Gravitaire + Refoulement	Voie communale	ml	750	0	0
	Voie départementale	ml	850	0	0
	Voie communale	ml	860	350	301 000
	Voie départementale	ml	960	1 000	960 000
Refoulement (80 mm)	Voie communale	ml	240	650	156 000
	Poste de refoulement	u	120 000	1	120 000
Branchement	général	u	60 000	1	60 000
	10 abonnés	u	5 000	28	140 000
Total					1 737 000
Divers, honoraires et imprévus					260 550
TOTAL RESEAU					1 997 550
Coût par installations					71 341
Coût par Equivalents-Habitants					23 780

STATION DEPURATION	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
28 ab. * 3 = 85 E.H.	F HT / EH	3300	85	280 500

CHARGES DE LA COLLECTIVITE = Total réseau + traitement					2 278 050
Coût par installations					81 368
Coût par Equivalents-Habitants					27 120

BRANCHEMENT EN DOMAINE PRIVE					
Branchement simple	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total	
	u	4 000	28	112 000	
TOTAL DOMAINE PRIVE					112 000

ASSAINISSEMENT AUTONOME					
Taux de réhabilitation					80%
Filigrès	Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab	
ETE + terre filtrant	50 000	1	0.8	40 000	
TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME					40 000

TOTAL INVESTISSEMENT					2 430 050
Coût par installations					83 795
Coût par Equivalents-Habitants					27 932

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

RESEAU	Gravitaire	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Poste de relevage	F HT / an / ml		2	1 350	2 700
	F HT / an / u		18 000	1	18 000
Branchement	F HT / an / br		15	28	420
ENTRETIEN STATION EPURATION					
FRAIS	F HT/EH/an		80	84	6 720
	F HT / an / ab		30	28	840
Frais généraux					7 170
TOTAL					35 850

Assainissement autonome					
Vidange + contrôle + entretien	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total	
	F HT / an	700	1	700	

TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN					35 550
Coût par installations					1 250
Coût par Equivalents-Habitants					420

Commune	MARANSIN
Lieu-dit	LA PRADELLE - MERIGOT
Solution	AUTONOME

Nombre total d'installations	29
Nombre d'installations raccordées	0
Nombre d'installations en assainissement autonome	29

INVESTISSEMENTS

ASSAINISSEMENT AUTONOME					
Taux de réhabilitation					80%
Filigrès	Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab	
ETE + terre filtrant	50 000	29	23.2	1 160 000	
TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME					1 160 000

TOTAL INVESTISSEMENT					1 160 000
Coût par installations					40 000
Coût par Equivalents-Habitants					13 333

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

Assainissement autonome					
Vidange + contrôle + entretien	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total	
	F HT / an	700	29	20 300	

TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN					20 300
Coût par installations					700
Coût par Equivalents-Habitants					233

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE





Commune	MARANSIN	Publié le
Lieu-dit	LA PRADELLE - MERIS	
Solution	SEMI-COLLECTIVE	

ID T 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

Nombre total d'installations	29
Nombre d'installations raccordées	28
Nombre d'installations en assainissement autonome	1

INVESTISSEMENTS

RESEAU	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Gravitaire (200 mm)				
Voie communale	ml	750	0	0
Voie départementale	ml	850	1 100	935 000
Gravitaire + Refoulement				
Voie communale	ml	860	350	301 000
Voie départementale	ml	960	0	0
Refoulement (80 mm)	ml	240	100	24 000
Poste de refoulement				
général	u	120 000	0	0
10 abonnés	u	60 000	1	60 000
Branchement	u	5 000	28	140 000
Total				1 460 000
Divers, honoraires et imprévus				219 000
TOTAL RESEAU				1 679 000
Coût par installations				59 964
Coût par Equivalents-Habitants				19 988

STATION D'EPURATION	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
28 ab. * 3 = 85 E.H.	F HT / EH	3500	85	297 500

CHARGES DE LA COLLECTIVITE = Total réseau + traitement	1 976 500
Coût par installations	70 589
Coût par Equivalents-Habitants	23 530

BRANCHEMENT EN DOMAINE PRIVE	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Branchement simple	u	4 000	28	112 000
TOTAL DOMAINE PRIVE				112 000

ASSAINISSEMENT AUTONOME				
Taux de réhabilitation	80%			
Filières	Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab
FTE + terre filtrant	50 000	1	0.8	40 000
TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME				40 000

TOTAL INVESTISSEMENT	2 128 500
Coût par installations	73 397
Coût par Equivalents-Habitants	24 466

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

RESEAU	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Gravitaire	F HT / an / ml	2	1 450	2 900
Poste de relevage	F HT / an / u	6 000	1	6 000
Branchement	F HT / an / br	15	28	420
ENTRETIEN STATION EPURATION	F HT/EH/an	80	84	6 720
FRAIS				
Frais de facturation	F HT / an / ab	30	28	840
Frais généraux	%	25		4 220
TOTAL				21 100

Assainissement autonome	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien	F HT / an	700	1	700

TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN	21 800
Coût par installations	752
Coût par Equivalents-Habitants	251

Commune	MARANSIN
Lieu-dit	LANDOURNERIE
Solution	AUTONOME
Nombre total d'installations	9
Nombre d'installations raccordées	0
Nombre d'installations en assainissement autonome	9

INVESTISSEMENTS

ASSAINISSEMENT AUTONOME				
Taux de réhabilitation			85%	
Filières	Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab
FTE + terre filtrant	50 000	8	6,8	340 000
FTE + Filtre compact	45 000	1	1	45 000
TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME				385 000
TOTAL INVESTISSEMENT				
Coût par installations				42 778
Coût par Equivalents-Habitants				14 259

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

Assainissement autonome	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien	F HT / an	700	9	6 300
TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN				6 300
Coût par installations				700
Coût par Equivalents-Habitants				233

Commune	MARANSIN
Lieu-dit	MALGRET
Solution	AUTONOME
Nombre total d'installations	5
Nombre d'installations raccordées	0
Nombre d'installations en assainissement autonome	5

INVESTISSEMENTS

ASSAINISSEMENT AUTONOME					
Taux de réhabilitation				85%	
Filières	Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab	
FTE + terre filtrant	50 000	5	4,25	212 500	
TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME			212 500		
TOTAL INVESTISSEMENT					
Coût par installations			42 500		
Coût par Equivalents-Habitants			14 167		

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

Assainissement autonome	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien	F HT / an	700	5	3 500
TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN				3 500
Coût par installations				700
Coût par Equivalents-Habitants				233



Commune	MARANSIN
Lieu-dit	LE PETIT CHAILLAT - LE GRAND CHAILLAT
Solution	AUTONOME

Nombre total d'installations	10
Nombre d'installations raccordées	0
Nombre d'installations en assainissement autonome	10

INVESTISSEMENTS

ASSAINISSEMENT AUTONOME						
Taux de réhabilitation		85%				
Filières		Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab	
Grand Chaillat		50 000	6	5.1	255 000	
Petit Chaillat		38 000	4	3.4	129 200	
TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME					384 200	

TOTAL INVESTISSEMENT		384 200
Coût par installations		38 420
Coût par Equivalents-Habitants		12 807

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

Assainissement autonome	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien	F HT / an	700	10	7 000

TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN		7 000
Coût par installations		700
Coût par Equivalents-Habitants		233

Commune	MARANSIN
Lieu-dit	LE GRAND JARD
Solution	AUTONOME

Nombre total d'installations	8
Nombre d'installations raccordées	0
Nombre d'installations en assainissement autonome	8

INVESTISSEMENTS

ASSAINISSEMENT AUTONOME						
Taux de réhabilitation		85%				
Filières		Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab	
FTE + terre filtrant		50 000	4	3.4	170 000	
FTE + tranchées d'infiltration		25 000	4	3.4	85 000	
TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME					170 000	

TOTAL INVESTISSEMENT		255 000
Coût par installations		31 875
Coût par Equivalents-Habitants		10 625

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

Assainissement autonome	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien	F HT / an	700	8	5 600

TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN		5 600
Coût par installations		700
Coût par Equivalents-Habitants		233

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

: 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE



Commune	MARANSIN
Lieu-dit	LE TERRIER
Solution	AUTONOME
Nombre total d'installations	9
Nombre d'installations raccordées	0
Nombre d'installations en assainissement autonome	9

INVESTISSEMENTS

ASSAINISSEMENT AUTONOME					
Taux de réhabilitation			85%		
Filières	Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab	
FTE + filtre à sable drainé	38 000	9	7.65	290 700	
TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME				290 700	
TOTAL INVESTISSEMENT					
Coût par installations.				32 300	
Coût par Equivalents-Habitants				10 767	

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

Assainissement autonome	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien	F HT / an	700	9	6 300
TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN				6 300
Coût par installations				700
Coût par Equivalents-Habitants				233

Commune	MARANSIN
Lieu-dit	SEPEAU
Solution	AUTONOME
Nombre total d'installations	9
Nombre d'installations raccordées	0
Nombre d'installations en assainissement autonome	9

INVESTISSEMENTS

ASSAINISSEMENT AUTONOME				
Taux de réhabilitation 85%				
Filières	Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab
FTE + terre filtrant	50 000	9	7.65	382 500
TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME			382 500	
TOTAL INVESTISSEMENT				
Coût par installations			382 500	
Coût par Equivalents-Habitants			42 500	
			14 167	

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

Assainissement autonome	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien	F HT / an	700	9	6 300
TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN				6 300
Coût par installations				700
Coût par Equivalents-Habitants				233



Commune	MARANSIN
Lieu-dit	RAGON
Solution	AUTONOME

Nombre total d'installations	4
Nombre d'installations raccordées	0
Nombre d'installations en assainissement autonome	4

INVESTISSEMENTS

ASSAINISSEMENT AUTONOME						
Taux de réhabilitation			90%			
Fillières	Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab		
FTE + terre filtrant	50 000	2	1.8	90 000		
FTE + tranchées d'infiltration	25 000	2	1.8	45 000		
TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME				135 000		

TOTAL INVESTISSEMENT			135 000
Coût par installations			33 750
Coût par Equivalents-Habitants			11 250

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

Assainissement autonome	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien	F HT / an	700	4	2 800

TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN		2 800
Coût par installations		700
Coût par Equivalents-Habitants		233

Commune	MARANSIN
Lieu-dit	LUSSEAU - RAVET
Solution	AUTONOME

Nombre total d'installations	11
Nombre d'installations raccordées	0
Nombre d'installations en assainissement autonome	11

INVESTISSEMENTS

ASSAINISSEMENT AUTONOME						
Taux de réhabilitation			90%			
Fillières	Coût	Nbre maison	Nbre réhab	Coût réhab		
FTE + terre filtrant	50 000	7	6.3	315 000		
FTE + filtre à sable drainé	25 000	4	3.6	90 000		
TOTAL ASSAINISSEMENT AUTONOME				315 000		

TOTAL INVESTISSEMENT			405 000
Coût par installations			36 818
Coût par Equivalents-Habitants			12 273

FONCTIONNEMENT - ENTRETIEN ANNUEL

Assainissement autonome	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Vidange + contrôle + entretien	F HT / an	700	11	7 700

TOTAL FONCTIONNEMENT ENTRETIEN		7 700
Coût par installations		700
Coût par Equivalents-Habitants		233

Envoyé en préfecture le 15/11/2024
Reçu en préfecture le 15/11/2024



Publié le
ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

Fiche signalétique

Rapport

Titre : *Commune de Maransin - Schéma directeur d'assainissement*

Numéro : *A 09009*

Date d'envoi : *Mai 1997*

Statut du rapport : *provisoire*

Nombre de pages : *45*

Nombre d'annexes dans le texte : *8*

Nombre d'annexes en volume séparé :

Diffusion (nombre et destinataires) :

3 ex. clients

2 ex. (unité)

Client

Coordonnées complètes : *Mairie de Guitres*
33230 GUITRES

Téléphone : *05.57.69.20.55*

Télécopie : *05.57.69.20.55*

Nom et fonction des interlocuteurs : *M. BIAIS*

ANTEA

Unité réalisatrice : *Agence AQC*

Nom des intervenants et fonction remplie dans le projet :

Th. MAUBOUSSIN, interlocuteur commercial

L. HARB, auteur

Qualité :

Contrôlé par : (signature)

Date :

Traçabilité

N° du projet : *AQCP 960161*

Références et date de la commande : *23 août 1996*

Mots-clés : *canton Guîtres - commune de Maransin - assainissement - schéma directeur*

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

Défense incendie

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

20/09/2021

Commune : MARANSIN (Convention 100% tous les ans)

Les ressources en eau n° : 2021-MARAN-008-LAPO

Fait par : SOUQUET/CHAUMONT

LAPOUYADE

Le : 20/09/2021

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

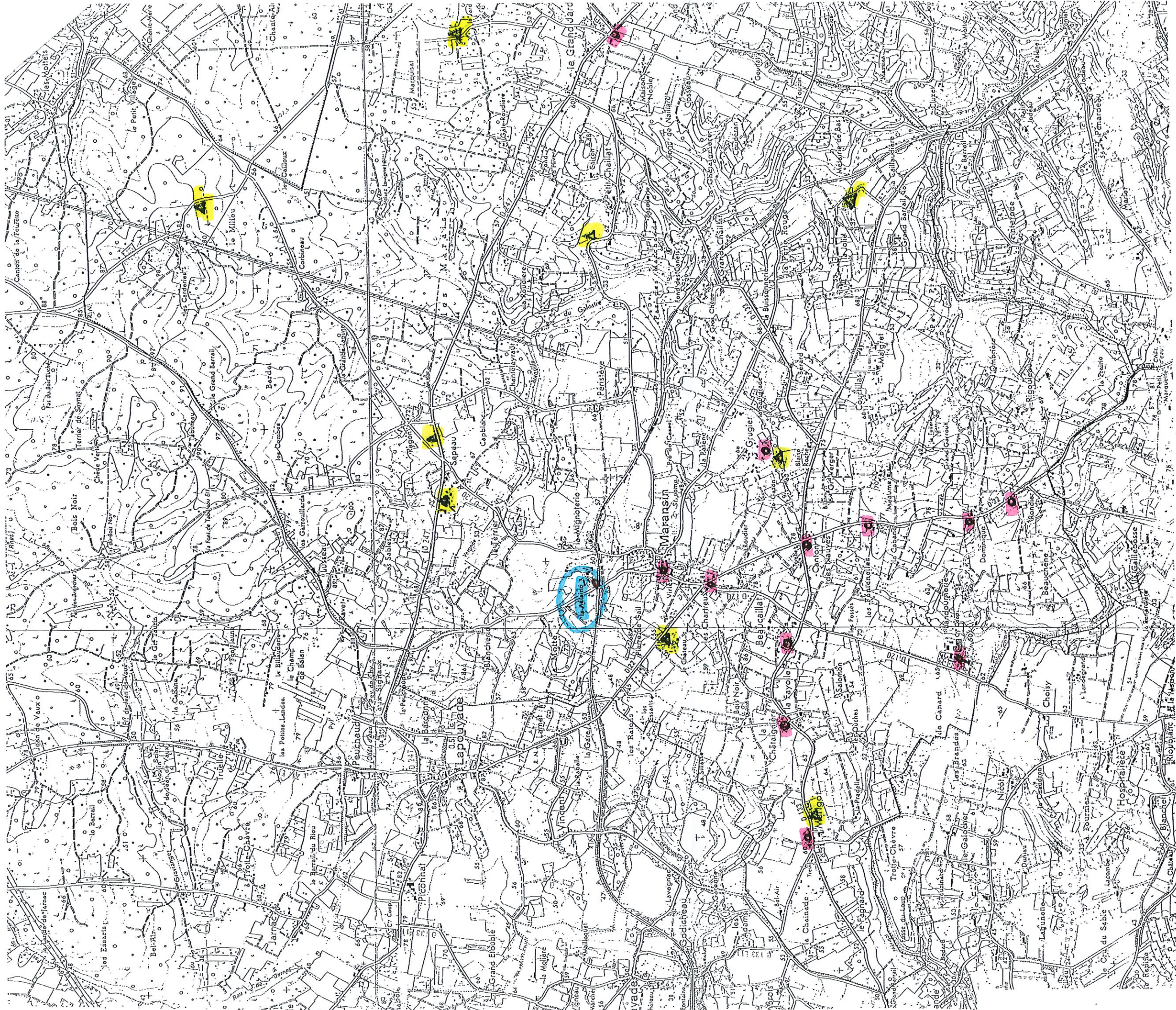
Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

N°

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

Mesure ?	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomales	Etat
X	P1100	RONDIER	3.0	1.0					Disponible
X	P1100	DOMINIQUE	3.0	1.0					Disponible
X	P1100	MEAUME	3.0	1.0					Disponible
X	P1100	CANTON DES NAUVES						5	Indisponible
X	P1100	LES CHARTREUX	2.4	1.0					Disponible
X	P1100	LE BOURG	3.0	1.0					Disponible
X	P170	BEAUCAILLAT	2.5	0.0	39	44			Disponible
X	P170	LANDOURNERIE	5.0	1.0					Disponible
X	P170	LA FAYOLLE	2.5	0.0	40	52			Disponible
X	P170	MERIGOT	4.5	0.0	44	50			Disponible
X	P1100	GRAND JARD	3.0	0.0	45	52		11	Disponible
X	P1100	GRUGIER	4.0	1.0					Disponible
X	Ra	PETIT VILLAGE					60		Disponible
X	P1100	LA METAIRIE	4.0	0.0	55	70			Disponible






Protection incendie existante
réserves naturelles identifiées
lieu d'installation

CARTE DU RESEAU DE DEFENSE INCENDIE

Echelle : 1/25000



LEGENDE

-  Poteau Incendie conforme
Périmètre indicatif de protection (200 m)
-  Poteau Incendie non conforme
-  Point d'eau existant non aménagé



Règlement Interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE



PREFET DE LA GIRONDE



PRÉFET DES LANDES



PRÉFET DE LOT-ET-GARONNE

**ARRETE PORTANT APPROBATION DU
REGLEMENT INTERDEPARTEMENTAL DE PROTECTION
DE LA FORET CONTRE LES INCENDIES**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE-LIMOUSIN-POITOU-CHARENTES,
PRÉFET DE LA GIRONDE

LE PRÉFET DES LANDES

LE PRÉFET DU LOT-ET-GARONNE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1 et 2, L2215-1 et 3 ;

VU le Code Forestier et notamment son LIVRE Ier – TITRE III ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU la loi n°2001-602 du 9 juillet 2001 modifiée, d'orientation sur la forêt ;

VU l'arrêté du 23 décembre 1983 (actualisation avril 2002) du préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, portant approbation du règlement sanitaire départemental ;

VU l'arrêté du 25 janvier 1985 du préfet des Landes portant règlement sanitaire départemental ;

VU l'arrêté du 26 octobre 1983 du préfet de Lot et Garonne portant règlement sanitaire départemental

VU l'arrêté du 7 juillet 2004 du préfet des Landes relatif à la protection des forêts contre l'incendie dans le département des Landes ;

VU l'arrêté du 11 juillet 2005 du préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, portant règlement départemental de protection de la forêt contre les incendies ;

VU l'arrêté du 23 mai 2013 du préfet de Lot et Garonne, portant règlement départemental relatif à l'emploi du feu et à la protection de la forêt contre les incendies ;

VU l'arrêté du 15 novembre 2012 du préfet de la région Aquitaine relatif au schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2012 du préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, portant approbation du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération bordelaise ;

VU les avis des Services Départementaux d'Incendie et de Secours des Landes, du Lot-et-Garonne et de la Gironde, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, de la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, de l'Association Régionale DFCI et de l'Office National de la Forêt ;

SUR proposition de M. les Sous-Préfets, Directeurs de Cabinet du Préfet de la Gironde, du Préfet des Landes et du Préfet du Lot-et-Garonne

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le règlement départemental de protection de la forêt contre les incendies est approuvé tel qu'annexé au présent arrêté. Il annule et remplace les arrêtés préfectoraux précités portant règlements départementaux de protection de la forêt contre les incendies.

ARTICLE 2 : Contrôles

Le contrôle du respect des dispositions du présent arrêté et du règlement annexé est assuré par les personnes habilitées, mentionnées aux articles L161-4 et 5, R161-1 et 2 du Code Forestier et notamment :

- les officiers et agents de police judiciaire,
- les agents des services de l'État chargés des forêts
- les agents en service à l'Office National des Forêts
- les gardes champêtres et les agents de police municipale
- les fonctionnaires et agents publics commissionnés et assermentés,

ARTICLE 3 : Sanctions

Indépendamment des condamnations encourues devant les juridictions civiles ou pénales, le non respect des dispositions du présent arrêté et du règlement expose aux sanctions prévues au code forestier ci-après :

- article R163-2 : est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe (au plus 750 euros) le fait de contrevenir aux mesures édictées ci-après en application des articles L131-1, L131-6 à 8
- article L163-3 et 4 : est sanctionné conformément aux dispositions des articles 322-5, 322-15, 17, 18 du code pénal (minimum 2 ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende) le fait de provoquer un incendie de bois et forêts.
- article R163-3 : est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe (au plus 750 euros) ou de la 5^e classe (au plus 1 500 euros) le fait de contrevenir aux obligations de débroussaillage édictées ci-après en application des articles L134-5 et 6.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté et le règlement annexé seront publiés aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde, de la Préfecture des Landes et de la Préfecture du Lot-et-Garonne. Ils sont consultables sur les sites Internet de la Préfecture de la Gironde (www.gironde.gouv.fr), de la Préfecture des Landes (www.landese.gouv.fr) et de la Préfecture du Lot-et-Garonne (www.lot-et-garonne.gouv.fr)

ARTICLE 6 :

Les Sous-Préfets, Directeurs de Cabinet du Préfet de la Gironde, du Préfet des Landes et du Préfet du Lot-et-Garonne,
les Secrétaires Généraux de la Préfecture de la Gironde, de la Préfecture des Landes et de la Préfecture du Lot-et-Garonne,
les Sous-Préfets d'arrondissement,
le Président du Conseil Régional d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes,
le Président du Conseil Départemental de la Gironde,
Le Président du Conseil Départemental des Landes,
Le Président du Conseil Départemental du Lot-et-Garonne,
Les maires des communes du département de la Gironde,
Les maires des communes du département des Landes,
Les maires des communes du département du Lot-et-Garonne,
Le commandant du Groupement de Gendarmerie de la Gironde,
Le commandant du Groupement de Gendarmerie des Landes,
Le commandant du Groupement de Gendarmerie du Lot-et-Garonne,
La Directrice Départementale de la Sécurité Publique de la Gironde,
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Landes,
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Lot-et-Garonne,
Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde,
Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Landes,
Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Lot-et-Garonne,
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Landes,
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Lot-et-Garonne,
Le Président de la fédération girondine des ASA DFCI,
Le Président de la fédération landaise des ASA DFCI,
Le Président de la fédération lot-et-garonnaise des ASA DFCI,
Le Président de l'Association Régionale DFCI,
Le Directeur de l'Office National de la Forêt,
La Directrice Interrégionale Sud-Ouest de Météo France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et de son règlement.

Fait à Bordeaux, le 20 avril 2016

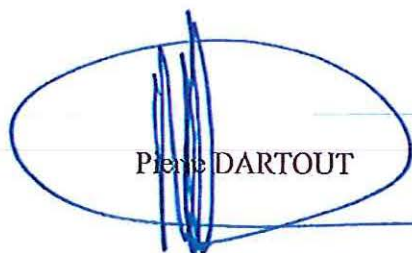
Le préfet
des Landes

Le préfet de la région Aquitaine-
Limousin-Poitou-Charentes,
préfet de la Gironde

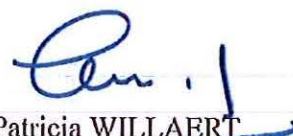
Le préfet
du Lot-et-Garonne



Nathalie MARTHIEN



Pierre DARTOUT



Patricia WILLAERT

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

**RÈGLEMENT INTERDÉPARTEMENTAL DE PROTECTION DE LA FORÊT CONTRE
L'INCENDIE**

Table des matières

PARTIE 1 : DISPOSITIONS GENERALES.....	3
Article 1 : Objet de l'arrêté	3
Article 2 : Définitions	3
Article 3 : Niveaux de vigilance	4
Article 4 : Détermination du niveau de vigilance.....	5
Article 5 : Notification et publicité du niveau de vigilance	5
Article 6 : Sanctions.....	5
Article 7 : Surveillance des secteurs sinistrés par un incendie.....	5
PARTIE 2 : DEBROUSSAILLEMENT.....	6
Article 8 : Obligation générale de débroussaillage.....	6
Article 9 : Modalités de débroussaillage.....	6
Article 10 : Modalités du débroussaillage spécifiques aux infrastructures linéaires.....	7
Article 11 : Emploi des outils de débroussaillage thermiques.....	7
Article 12 : Débroussaillage autour d'installations particulières.....	8
Article 13 : Responsables du débroussaillage.....	8
Article 14 : Porter à connaissance.....	9
Article 15 : Contrôles et sanctions.....	9
PARTIE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ACTIVITES A RISQUE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE	
.....	
10	
Article 16 : Interdiction du brûlage à l'air libre des déchets verts	10
Article 17 : Interdiction des lanternes volantes.....	10
Article 18 : Prescriptions relatives aux dépôts d'ordures ménagères.....	10
PARTIE 4 : ACTIVITES ET CIRCULATION DANS LES ESPACES EXPOSES DES COMMUNES A DOMINANTE FORESTIERE	
.....	
11	
Titre 1 : La Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI).....	11
Article 19 : Travaux réalisés par les ASA DFCI.....	11
Article 20 : Interdiction de modification de la continuité des ouvrages de DFCI.....	11
Article 21 : Principe de déclaration préalable de travaux	11
Article 22 : Conditions de réalisation des travaux d'assainissement.....	11
Article 23 : Conditions d'édification des clôtures.....	12
Article 24 : Conditions d'édification des routes.....	12
Titre 2 : L'emploi du feu dans les espaces exposés.....	12
Article 25 : Interdictions générales d'emploi du feu	12
Article 26 : Édifices exclus.....	12
Article 27 : Dérogations applicables aux propriétaires ou à leurs ayant-droit	13
Article 28 : Carbonisation.....	13
Article 29 : Brûlage dirigé	14
Article 30 : Tirs de feux d'artifice.....	15
Article 31 : Suspension de l'emploi du feu par les pouvoirs publics	15
Article 32 : Sanctions pénales relatives à l'emploi du feu.....	15
Titre 3 : Circulation dans les espaces exposés	17
Article 33 : Voies forestières ouvertes au public.....	17
Article 34 : Voies communales et départementales.....	17
Article 35 : Conditions d'utilisation des tracteurs, véhicules, engins, outils à moteur thermique et matériels d'exploitation.....	18
Article 36 : Réglementation des chantiers de scieries forestières.....	18
Article 37 : Dispositions spéciales concernant les chantiers d'exploitation forestière.....	19

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

Article 38 : Dispositions applicables aux ruchers.....	19
Article 39 : Suspension des travaux forestiers durant les périodes de vigilance.....	19
Titre 5 : Tourisme et usages de loisir	20
Article 40 : Manifestations de loisir.....	20
Article 41 : Interdiction du bivouac et du camping isolé	20
Article 42 : Restriction des activités ludiques et sportives en période orange, rouge et noire.....	20

TABLEAU RECAPITULATIF DES DISPOSITIONS SELON LES PERIODES REGLEMENTEES

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

La région Aquitaine Limousin Poitou Charentes est la première région forestière française avec une surface boisée de 2,8 millions d'hectares.

Le Massif des Landes de Gascogne constitue le berceau d'une filière économique regroupant des entreprises de travaux sylvicoles, d'exploitation de bois, de transport, de sciage, de trituration et autres entreprises de transformation.

Cet espace forestier joue en outre un rôle social, d'accueil du public et écologique, et participe à la régulation hydrique des sols et au stockage naturel de carbone.

Ce vaste ensemble constitue un bassin à risques prédisposé aux incendies de forêt et il est nécessaire de le préserver.

PARTIE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 : Objet de l'arrêté

Le présent arrêté vise à prévenir les incendies de forêt et à faciliter la lutte contre ces incendies et à en limiter les conséquences, que ce soit par le débroussaillage, la limitation de l'apport du feu ou la réglementation des activités en forêt, sur le territoire des départements de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne.

Article 2 : Définitions

Arbres : toutes espèces de végétaux ligneux pouvant atteindre une hauteur supérieure à 5 mètres.

Arbustes : tous les végétaux ligneux de moins de 5 mètres de haut.

Assiette routière : ensemble composé de la chaussée, du bas-côté, des fossés et des talus de déblais ou de remblais.

Associations syndicales autorisées de défense des forêts contre les incendies (ASA DFCI) : les ASA et leurs unions départementales sont des établissements publics à caractère administratif placés sous la tutelle de l'administration et régis par l'ordonnance n°2004-632 du 01/07/04. Rendues obligatoires par l'Ordonnance de 1945 sur la mise en valeur et le reboisement de la région des Landes de Gascogne (reprise à l'article L. 133-7 du Code forestier), elles contribuent aux travaux de prévention des incendies de forêt (création et entretien des voies de pénétration et de points d'eau incendie mis à la disposition de la lutte active contre les feux de forêt).

Ayant-droit : toute personne occupant le terrain concerné du chef de son propriétaire. Sont notamment ayant-droit les titulaires d'un droit quelconque d'occupation ou d'exploitation ou de passage pour un usage forestier, agricole, et pastoral (fermier, locataire, etc.), le mandataire, les entreprises dûment mandatées par les propriétaires pour les opérations forestières (sylvicultures, exploitation, débardage, transports...), les sous-traitants auxquels ces entreprises pourraient avoir recours pour la bonne réalisation de ces travaux ainsi que les chasseurs, du fait que la loi.

Base de loisir : tout espace qui permet à ses usagers de pratiquer des activités de détente, sportives, culturelles, de plein air et de loisirs dans un cadre naturel, telles que l'accrobranche.

Bois et forêts : plantations d'essences forestières, reboisements et terrains à boiser du fait d'une obligation légale ou conventionnelle d'une superficie supérieure à 0,5 hectare (art L111-2 Code forestier et article 3 du règlement (CE) n°2152/2003 du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003).

Brûlage dirigé : destruction par le feu des herbes, broussailles, litières, rémanents de coupe, branchages, bois morts, sujets d'essence forestière ou autres lorsqu'ils présentent de façon durable un caractère dominé et déperissant et que leur maintien est de nature à favoriser la propagation des incendies. (art R131-7 Code forestier).

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

Communes à dominante forestière : les communes qui disposent d'un espace boisé significatif ne se trouvant pas dans un massif forestier à moindres risques au sens de l'article L.133-1 du Code forestier. Elles sont répertoriées par arrêté préfectoral.

Débroussaillage : opérations de réduction des combustibles végétaux de toute nature dans le but de diminuer l'intensité et de limiter la propagation des incendies. Ces opérations assurent une rupture suffisante de la continuité du couvert végétal. Elles peuvent comprendre l'élagage des sujets maintenus et l'élimination des rémanents de coupes (art L131-10 Code forestier).

Déchets verts : feuilles et aiguilles mortes, éléments issus de la tonte de pelouse, de la taille de haies et d'arbustes, d'élagages, et autres pratiques similaires réalisées par des particuliers, des professionnels ou des collectivités, par opposition aux rémanents issus des travaux agricoles et forestiers.

Espaces exposés : les massifs forestiers, tous les espaces en nature de bois, forêts, landes, plantations, ou reboisement continus et homogènes, y compris les voies qui les traversent, ainsi que toutes les zones situées dans un périmètre de 200 mètres autour de ces espaces.

Forêt domaniale : forêt faisant partie du domaine privé de l'État et dont la gestion est assurée par l'Office National des Forêts (ONF).

Glacis : zone exempte de végétation ligneuse, où la strate herbacée est maintenue rase.

Houppiers : l'ensemble des branchages et feuillages d'un arbre ou d'un arbuste.

Infrastructures linéaires : voies appartenant à un réseau de transport routier ou ferroviaire ou lignes et installations de transport d'électricité.

Landes : formations végétales, non cultivées ni régulièrement entretenues, buissonnantes, souvent impénétrables, basses et fermées, dont 25% au moins de la surface est occupée par des arbustes, arbrisseaux et plantes ligneuses, et qui n'appartiennent pas à la catégorie des bois – forêt..

Massifs forestiers : les massifs forestiers sont constitués des formations végétales précitées.






Plantations – reboisements : formations végétales, d'origine artificielle, faisant partie de la catégorie des bois – forêt.

Le public : l'ensemble des personnes autres que les propriétaires et leurs ayant-droit.

Travaux forestiers : les activités d'exploitation forestière, de travaux sylvicoles, de génie civil et de services réalisés dans les espaces exposés. Les travaux forestiers n'incluent pas le transport de bois.

Article 3 : Niveaux de vigilance

Dans chaque département, le niveau de vigilance défini par le Préfet est réparti en 5 niveaux croissants :

Couleur	Niveau	Vigilance	Période
	Vert / 1	Faible	Du 1 ^{er} octobre au dernier jour du mois de février inclus
	Jaune / 2	Moyenne	Du 1 ^{er} mars au 30 septembre inclus
	Orange / 3	Élevée	Ponctuel
	Rouge / 4	Très élevée	Ponctuel
	Noir / 5	Exceptionnelle	Ponctuel

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

Article 4 : Détermination du niveau de vigilance

Dans chaque département, le niveau de vigilance est déterminé par le préfet, sur le fondement des indicateurs météorologiques et de l'analyse de l'état de la végétation, en concertation avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), Météo France, l'Union Départementale des Associations Syndicales Autorisées de Défense des Forêts Contre les Incendies (ASA DFCI) et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM). Le préfet peut aussi, le cas échéant, consulter les représentants des professionnels de la transformation du bois et des travaux en forêt.

Article 5 : Notification et publicité du niveau de vigilance

Lorsqu'il modifie le niveau de vigilance, le préfet informe :

- les maires concernés
- les services de l'État concernés (Gendarmerie, Direction départementale de la sécurité publique, DDTM, Office national des forêts)
- le SDIS et l'Union Départementale des ASA de DFCI

Le document transmis est rédigé sur la base des modèles figurant en annexe 1. Il rappelle les dispositions applicables au niveau de vigilance atteint.

Ces informations sont en outre publiées sur le site Internet de la préfecture et reprises sur une messagerie dont le numéro est communiqué aux propriétaires, aux professionnels forestiers et au public.

Le préfet publie un communiqué de presse informant la population du changement de niveau de vigilance.

Les maires informent leurs administrés par tous moyens : affichage de l'avis en mairie et à proximité des lieux concernés, pose de panneaux d'information, messages sur panneaux à messages variables, messages par automates d'appel, etc.

Article 6 : Sanctions

Les prescriptions contenues dans le présent arrêté visent à assurer la prévention des incendies de forêt et à faciliter la lutte contre ces incendies et à en limiter les conséquences au sens de l'article L. 131-6 du Code forestier. Sauf disposition contraire, la violation de l'une de ces prescriptions est punie d'une amende de 4^e classe (article R163-2 du Code forestier).

Article 7 : Surveillance des secteurs sinistrés par un incendie

En application de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales, le maire fait assurer la surveillance des zones sinistrées par un incendie suivant les dispositions de l'Ordre d'Opérations Départemental Feux de Forêts, après le retrait des moyens sapeurs-pompiers.

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

PARTIE 2 : DEBROUSSAILLEMENT**Article 8 : Obligation générale de débroussaillage**

Au sein des espaces exposés et sous réserve des dispositions prévues par arrêté préfectoral en application du code forestier (article L 133-1), le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires (article L134-6 du Code forestier) :

a) autour des constructions

Abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature sur une profondeur de 50 m (pouvant être porté jusqu'à 100 mètres par arrêté municipal) ainsi qu'aux voies privées y donnant accès sur une profondeur de 10 mètres de part et d'autre de la voie.

b) sur les terrains en zone urbaine

- Terrains situés dans les zones délimitées et spécifiquement définies comme devant être débroussaillées et maintenues en état débroussaillé en vue de la protection des constructions par un plan de prévention des risques naturels prévisibles établi en application des articles L.562-1 à L.562-7 du Code de l'environnement.
- Terrains, bâtis ou non bâtis, situés dans les zones urbaines délimitées par un plan d'occupation des sols ou plan local d'urbanisme rendu public ou approuvé ou un document d'urbanisme en tenant lieu.
- Terrains servant d'assiette à l'une des opérations régies par les articles L.311-1, L.322-2 et L.442-1 du Code de l'urbanisme et les terrains mentionnés aux articles L.443-1 à L.443-4 et à l'article L.444-1 de ce même Code.

c) autour des installations d'accueil touristique

Autour des installations d'accueil touristique comprenant, outre les terrains de camping et de caravanage, les résidences mobiles ou d'habitations légères de loisirs, les parcs résidentiels de loisirs (PRL), de camps et centres de vacances, de villages et gîtes, de résidences de tourisme organisées en unités pavillonnaires, sur une largeur de 50 mètres (pouvant être porté jusqu'à 100 mètres par arrêté municipal) à partir de la limite de chaque terrain ou des emplacements individuels selon les cas. Les accès aux installations sont soumis à l'obligation sur une profondeur de 10 mètres de part et d'autre de la voie .

d) Le long des infrastructures linéaires.

- infrastructures routières et voies ferrées
- lignes et installations de transport d'électricité

Article 9 : Modalités de débroussaillage

Le débroussaillage inclut la réalisation et l'entretien des opérations suivantes :

- a) Le maintien, notamment par les moyens de taille et l'élagage, des premiers feuillages, des arbres à une distance minimale de 3 mètres de tout point des constructions et de leurs toitures et installations.
- b) L'élagage des arbres afin que l'extrémité des plus basses branches se trouvent à une hauteur minimale de 2,5 mètres du sol dans la limite d'un tiers de la hauteur maximale.
- c) La suppression des arbustes en sous-étage des arbres maintenus, à l'exception des essences feuillues ou résineuses maintenues en nombre limité lorsqu'elles sont nécessaires pour assurer le renouvellement du peuplement forestier.
- d) La coupe de la végétation herbacée et ligneuse basse.
- e) Les voies d'accès aux constructions, chantiers et installations de toute nature doivent être débroussaillées sur une profondeur de 10 mètres de part et d'autre de l'emprise de la voie. De plus, un

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

gabarit de circulation de 4 mètres doit être aménagé en supprimant toute végétation sur une hauteur de 4 mètres et une largeur de 2 mètres de part et d'autre de l'axe central de la voie.

- f) L'élimination de tous les végétaux et débris de végétaux morts, ainsi que l'ensemble des rémanents de coupe et de débroussaillage. Cette élimination peut notamment être effectuée par broyage, apport en déchetterie ou brûlage (dans le respect des dispositions encadrant l'emploi du feu).

Le maintien en état débroussaillé doit être assuré de manière permanente.

Article 10 : Modalités du débroussaillage spécifiques aux infrastructures linéaires

a) Infrastructures routières et voies ferrées :

1- Abords des voies ouvertes à la circulation publique : le débroussaillage doit être réalisé sur toute l'assiette routière, les aires de repos ou de stationnement et leurs dépendances bâties ainsi que sur une largeur supplémentaire de 4 mètres de part et d'autre de cette assiette (article L134-10 du Code Forestier).

Sur certains tronçons présentant un caractère stratégique, notamment pour l'accès des services de secours et l'évacuation des personnes, ou des risques spécifiques, notamment liés à leur fréquentation ou à la fréquence des feux de forêts qui les frappent, cette largeur supplémentaire peut être portée jusqu'à 20 mètres à partir de la plate-forme. Les tronçons concernés et les profondeurs afférentes requises sont définis par arrêté préfectoral.

2- Abords des voies ferrées : le débroussaillage est réalisé sur une largeur de 7 mètres de part et d'autre du bord extérieur de la voie (article L131-16 du Code forestier).

Sur certains tronçons présentant des risques spécifiques, notamment liés à leur fréquentation ou à la fréquence des feux de forêts qui les frappent, cette largeur peut être portée jusqu'à 20 mètres à partir du bord extérieur de la voie. Les tronçons concernés et les profondeurs afférentes requises sont définis par arrêté préfectoral.

b) Lignes et installations de transport d'électricité

L'ensemble de l'emprise déboisée des lignes électriques doit être maintenue de manière permanente en état débroussaillé par le transporteur ou le distributeur d'énergie électrique. Les travaux incluent une évacuation des rémanents ou un broyage .






Ce débroussaillage est accompagné de l'élagage ou de la suppression de la végétation située à moins de 5 mètres du fil dans toutes les directions.

Le transporteur et le distributeur d'énergie électrique respectent les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique fixées par arrêté interministériel du 17 mai 2001.

Ces travaux sont réalisés conformément, outre aux modalités définies dans le présent règlement, aux modalités définies dans les conventions ou chartes signées entre les transporteurs ou les distributeurs d'énergie électrique d'une part et les associations de Défense de la Forêt Contre l'Incendie d'autre part.

Article 11 : Emploi des outils de débroussaillage thermiques

L'emploi d'outils de débroussaillage ou de désherbage thermiques, notamment dans les parcs photovoltaïques, est autorisé sans formalité en période verte. Il fait l'objet d'une déclaration préalable en mairie en période jaune. Il est interdit en période orange, rouge ou noire.

Dispositions	Vert / 1	 Jaune/2	 Orange / 3	 Rouge / 4	 Noir / 5	
Emploi des outils de débroussaillage thermique	Autorisé sans formalités	Déclaration préalable en mairie (10 jours avant)	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

Article 12 : Débroussaillage autour d'installations particulières

- Stockage de produits inflammables

L'implantation de nouveaux dispositifs de stockage de produits inflammables tels que les cuves d'ammoniac, de gaz et de fioul, est interdite à moins de 10 mètres des peuplements résineux. Les abords des installations de stockage existantes doivent être maintenus en état débroussaillé dans un rayon de 10m autour de l'installation. Ces dispositions ne sont pas applicables aux cuves enterrées ou aux réserves mobiles d'un volume maximum de 1000 litres.

- Dépôts d'ordures ménagères

L'implantation d'un dépôt d'ordures ménagères est subordonnée, outre le respect des dispositions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la réalisation d'une bande périphérique débroussaillée et maintenue en l'état débroussaillé d'une largeur de 50 mètres dont 5 mètres en sable blanc.

- Installations apicoles

L'emplacement du rucher et une bande périphérique de 10 mètres doit être maintenus dans un état débroussaillé

- Bases de loisir

Les emprises des cheminements et des équipements situés dans les bases de loisir ainsi que leurs bandes périphériques sur une largeur de 10 mètres doivent être maintenus en état débroussaillé.

- Bâtiments industriels

Les bâtiments industriels sont interdits à moins de 20 mètres de tout peuplement de résineux. Cette distance est portée à 30 mètres pour les installations classées soumises à déclaration ou à autorisation, constituant un risque particulier d'incendie ou d'explosion.

Article 13 : Responsables du débroussaillage

Les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations et de ses ayant-droit dans les cas mentionnés à l'article 8 a), et du propriétaire des terrains concernés et de ses ayant-droit dans les cas mentionnés à l'article 8 b) et c). Les travaux mentionnés à l'article 8 d) sont à la charge du propriétaire ou du gestionnaire des constructions, chantiers ou installations de toute nature pour la protection desquels les travaux de débroussaillage sont définis aux articles L. 134-10 à 12 et L. 131-16 du Code forestier.

En cas de superposition d'obligations de débroussaillage sur une même parcelle, la mise en œuvre de l'obligation incombe :

- dans le cas où le propriétaire est lui-même soumis à cette obligation, à ce dernier ;
- dans le cas contraire, au propriétaire de la construction, du chantier ou de l'installation de toute nature la plus proche d'une limite de cette parcelle.

Les propriétaires ou occupants du ou des fonds voisins, non tenus au débroussaillage, ne peuvent s'opposer à leur réalisation par ceux qui en ont la charge. En cas de refus d'accès à leur propriété lorsque cet accès est nécessaire pour réaliser les travaux débroussaillage, ceux-ci sont mis à leur charge. Toute opposition constitue un trouble anormal de voisinage.

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

Article 14 : Porter à connaissance

Le maire fait figurer au document d'urbanisme les terrains concernés par les obligations légales de débroussaillage à caractère permanent. Ces terrains sont ceux qui sont mentionnés à l'article 8 b) du présent règlement.

En cas de mutation, le cédant informe le futur propriétaire de l'obligation de débroussailler et de maintenir en état débroussaillé. De plus sur le périmètre des Unions Départementales de DFCI et conformément à l'ordonnance n°2004-632 du 01/07/04, le cédant ou son notaire informe le futur propriétaire de l'existence d'une ASA de DFCI et celle d'éventuels ouvrages de DFCI (voie d'accès, fossés, ponts, points d'eau incendie) afin d'y garantir le libre accès des secours, des propriétaires et exploitants forestiers. Le notaire devra également informer l'ASA de DFCI de la mutation pour la mise à jour des rôles.

Article 15 : Contrôles et sanctions

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 2212-1 du Code général des collectivités territoriales, le maire assure le contrôle de l'exécution des obligations de débroussaillage. A cette fin, il peut mobiliser les agents de police municipale et commissionner des agents municipaux sur le fondement de l'article L. 135-1 du Code forestier.

Sont habilités à rechercher et constater les infractions forestières, outre les officiers et agents de police judiciaire, les agents des services de l'État chargés des forêts et les agents en service à l'Office national des forêts, commissionnés à raison de leurs compétences en matière forestière et assermentés à cet effet, ainsi que les gardes champêtres et les agents de police municipale.

Les propriétaires qui ne procèdent pas aux travaux de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillé aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, ainsi que sur la totalité de la surface des terrains situés en zone urbaine, des terrains situés dans les zones délimitées et spécifiquement définies comme devant être débroussaillées et maintenues en état débroussaillé en vue de la protection des constructions, par un plan de prévention des risques naturels sont passibles d'une amende de 4^e classe (article R. 163-3 du Code forestier).

Pour les terrains compris dans les lotissements, ZAC, AFU et terrains de camping, caravanage, l'infraction relève d'une contravention de 5^e classe (article R. 163-3 du Code forestier).

En cas de violation constatée de l'obligation de débroussailler ou de maintien en état débroussaillé, le maire, ou le cas échéant, le représentant de l'État dans le département, met en demeure les propriétaires d'exécuter les travaux dans un délai qu'il fixe. Lorsqu'ils ne procèdent pas aux travaux prescrits par la mise en demeure à l'expiration du délai fixé, le maire saisit l'autorité administrative compétente de l'État, qui peut prononcer une amende dont le montant ne peut excéder 30 euros par mètre carré soumis à l'obligation de débroussaillage (article L. 135-2 du Code forestier). La commune peut en outre pourvoir d'office aux travaux prescrits, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

PARTIE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ACTIVITÉS À RISQUE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Article 16 : Interdiction du brûlage à l'air libre des déchets verts

Le brûlage à l'air libre des déchets verts produits par les particuliers, les professionnels (notamment les entreprises d'espaces verts et les paysagistes) et les collectivités locales (par opposition aux rémanents issus des travaux agricoles et forestiers) est interdit toute l'année sur l'ensemble du territoire des départements de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne, sous réserve des dérogations prévues par les règlements sanitaires départementaux. Les contrevenants sont passibles des sanctions prévues par le règlement sanitaire du département concerné.

Article 17 : Interdiction des lanternes volantes

Constitue une lanterne volante au sens du présent arrêté tout dispositif de type ballon à air chaud fonctionnant sur le principe de l'aérostat, non dirigé et comprenant une source de chaleur active telle qu'une bougie, quelle que soit sa dénomination commerciale (ballons à air chaud, « lanterne chinoise », « lanterne thaïlandaise », « skylantern », « lanterne orientale », « lampions OVNI »...).

Ce type de dispositif présente un risque de propagation du feu du fait, d'une part du résiduel incandescent pouvant être généré à l'issue du brûlage et pouvant provoquer un départ de feu au moment de la descente et/ou du posé, et d'autre part de la difficulté de surveillance et de maîtrise du dispositif pouvant parcourir de grandes distances. En outre, leurs restes ont vocation à devenir des déchets abandonnés au sens de l'article R.632-1. Dès lors, l'usage (mise à feu ou lâcher) des lanternes volantes est interdit toute l'année sur l'ensemble du territoire de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne.

Cette interdiction n'est pas susceptible de dérogation.

Article 18 : Prescriptions relatives aux dépôts d'ordures ménagères

Lorsqu'un ancien dépôt d'ordures ménagères réhabilité ou en cours de réhabilitation présente un danger d'incendie, le gestionnaire du site concerné prend toute mesure de nature à faire cesser ce danger. Seuls les dépôts de matières fermentescibles de volume compris entre 50 et 2000 mètres cube obéissent à un régime de simple déclaration en Mairie sous réserve de respecter les prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental.

Synthèse des dispositions relatives aux activités à risque sur l'ensemble du territoire

Dispositions	Vert / 1	Jaune/2	Orange / 3	Rouge / 4	Noir / 5
Brûlage à l'air libre des déchets verts	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
Lanternes volantes	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit

PARTIE 4 : ACTIVITÉS ET CIRCULATION DANS LES ESPACES EXPOSÉS DES COMMUNES À DOMINANTE FORESTIÈRE

Titre 1 : La Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI)

Article 19 : Travaux réalisés par les ASA DFCI

Les Associations Syndicales Autorisées (ASA) de DFCI contribuent à des travaux d'intérêts privés collectifs, participant d'une mission de service public susceptible de bénéficier du code de l'expropriation.

Ces travaux intéressent principalement :

- la création et l'entretien de voies de défense de la forêt contre les incendies qui ont le statut de voies spécialisées non ouvertes à la circulation publique, strictement destinées à la gestion, à l'exploitation forestière et à la circulation des équipages (personnels et matériels) acheminés pour la lutte contre les incendies ;
- la création et l'entretien de fossés d'assainissement, dotés de ponts ou de gués, réalisés dans l'intérêt de la desserte forestière et de la gestion hydraulique des lieux ;
- la création de points d'eau de surface ou souterrains, approvisionnés naturellement ou par véhicules citernes ou par pompage automatique ; leur maintien en bon état d'entretien et de fonctionnement incombe aux communes sur le territoire desquelles ils se situent.

Les usagers, les propriétaires et leurs ayant-droit ont l'obligation de respecter l'intégrité des ouvrages et travaux de DFCI et ne peuvent s'opposer à leur réalisation.

Conformément à l'article 4 de l'ordonnance n° 2004-632 du 1 juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires, les notaires exerçant dans les départements de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne doivent notifier aux ASA de DFCI les mutations de propriété des immeubles inclus dans leurs périmètres. En outre, le propriétaire d'un immeuble inclus dans le périmètre d'une telle association doit, en cas de transfert de propriété, informer le futur propriétaire de cette inclusion et de l'existence éventuelle de servitudes au bénéfice de l'ASA de DFCI concernée. Il doit aussi informer le locataire de cet immeuble de cette inclusion et de ces servitudes.

Ces équipements sont répertoriés et leurs secteurs d'implantation sont cartographiés au moyen d'un « système d'information géographique » dont les données sont notamment mises à disposition du Service Départemental d'Incendie et de Secours pour la lutte contre les incendies de forêt. Ce référentiel géographique est arrêté par les ASA ou leur union départementale et le SDIS.

Article 20 : Interdiction de modification de la continuité des ouvrages de DFCI

Il est interdit aux propriétaires de terrains, à leurs ayant-droit et aux usagers de modifier la continuité des ouvrages, aménagements et travaux de prévention intéressant par exemple les voies d'accès, les points d'eau ou encore les franchissements. Les modifications ne peuvent résulter que d'une décision de l'Association syndicale autorisée seule compétente en la matière.

Article 21 : Principe de déclaration préalable de travaux

Les propriétaires sont tenus de déclarer à l'ASA de DFCI compétente, à l'Union Départementale de DFCI et au Service Départemental d'Incendie et de Secours les travaux susceptibles d'affecter la circulation des secours, ou de modifier l'inventaire et la cartographie des équipements répertoriés dans le référentiel géographique prévu à l'article 19. Dans le cas contraire, le rétablissement de la continuité des ouvrages, aménagements et travaux peut être réalisé par l'ASA de DFCI ou l'Union Départementale de DFCI, aux frais du propriétaire qui a ignoré ses obligations.

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

Article 22 : Conditions de réalisation des travaux d'assainissement

Les propriétaires ou leurs ayant-droit qui réaliseront des travaux d'assainissement importants, tels que l'ouverture de fossés profonds et de grande longueur, de nature à s'opposer au passage des engins de lutte contre l'incendie ou à rendre ce passage très difficile ou périlleux, sont tenus de prévoir ou de réaliser simultanément des dispositifs compensateurs de franchissement suffisants, tels que, selon le cas, gués ou passages sur buses armées pour les fossés ou collecteurs.

Ces dispositifs devront être d'une largeur utile de 7 mètres. Ils devront être signalés de façon visible pour être aisément repérables par les sauveteurs.

Lorsque ces travaux s'étendent sur plus de 500 mètres, les dispositifs compensateurs devront être distants les uns des autres de 500 mètres maximum.

Article 23 : Conditions d'édification des clôtures

Les propriétaires ou leurs ayant-droit qui édifieront des clôtures ou d'autres obstacles à la circulation seront tenus de prévoir des points de passage pouvant être franchis aisément par les véhicules de secours et de lutte contre l'incendie. Les portails installés sur les clôtures de grande longueur seront fermés par un système de condamnation permettant le déverrouillage avec la clé tricoise (outil spécifique des Sapeurs Pompiers) à l'exclusion de tout autre dispositif.

Ces points de passage devront être d'une largeur minimale de 7 mètres. Ils devront aussi être aménagés et signalés de façon assez visible pour être aisément repérables par les sauveteurs.

Lorsque ces clôtures s'étendent sur plus de 500 mètres, les points de passage devront être distants les uns des autres de 500 mètres maximum.

Article 24 : Conditions d'édification des routes

Les gestionnaires de voirie qui édifieront des obstacles tels qu'un terre-plein central sur leurs routes seront tenus de prévoir des points de passage pouvant être franchis aisément par les véhicules de secours et de lutte contre l'incendie.

Ces points de passage devront être d'une largeur minimale de 7 mètres. Ils devront aussi être aménagés et signalés de façon assez visible pour être aisément repérables par les sauveteurs.

Lorsque ces obstacles s'étendent sur plus de 500 mètres, les points de passage devront être distants les uns des autres de 500 mètres maximum.

Titre 2 : L'emploi du feu dans les espaces exposés

Article 25 : Interdictions générales d'emploi du feu

Il est interdit, toute l'année, de transporter ou de jeter tout objet ou support en ignition et d'allumer du feu à l'air libre dans les espaces exposés des communes à dominante forestière, y compris des feux de cuisson au sol ou dans des dispositifs mobiles.

En période jaune, orange, rouge ou noire, il est interdit de fumer dans les espaces exposés. Cette interdiction s'applique notamment aux usagers des voies publiques traversant ces terrains.

Article 26 : Édifices exclus

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables :

- aux habitations, à leurs dépendances ainsi qu'aux bâtiments de chantiers, ateliers, usines ;
- aux barbecues fixes attenants à des bâtiments, sous réserve que les cheminées soient équipées de dispositifs pare-étincelles et que soient observées les prescriptions édictées par l'autorité publique et la réglementation, notamment en matière de débroussaillage obligatoire.

Article 27 : Dérogations applicables aux propriétaires ou à leurs ayant-droit

a) Dérogations de plein droit en période verte

En période verte, les propriétaires ou leurs ayant-droit peuvent allumer et transporter du feu à l'air libre dans les espaces exposés des communes à dominante forestière.

Toutefois, ils ne peuvent procéder à des brûlages de végétaux issus de travaux forestiers, de travaux agricoles, des obligations légales de débroussaillage ou de végétaux infestés par des organismes nuisibles (dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions prévues par les articles L.251-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime) sous forme de chantier d'incinération qu'après déclaration en mairie.

Cette déclaration écrite est adressée à la mairie au moins dix jours avant la mise à feu selon un modèle précisé en annexe 2. Elle est accompagnée de l'engagement par le déclarant du respect du cahier des charges "chantier d'incinération" figurant en annexe 3. La mairie délivre au déclarant un accusé de réception. Une copie est transmise par le maire, pour information, au Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi qu'aux services territorialement compétents de la Gendarmerie Nationale, de la Sécurité Publique et du Conseil départemental.

Les opérations d' incinération sont suspendues par régime de vent local de plus de 5 m/seconde (soit 18 km/h) ainsi qu'en période d'épisode de pollution de l'air.

b) Dérogations sur autorisation du maire en période jaune

En période jaune, les propriétaires et leurs ayant-droit peuvent procéder, avec l'autorisation préalable du maire, à des brûlages de végétaux issus de travaux forestiers, de travaux agricoles, des obligations légales de débroussaillage ou de végétaux infestés par des organismes nuisibles (dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions prévues par les articles L.251-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime) sous forme de chantier d'incinération.

La demande écrite d'autorisation est adressée à la mairie au moins dix jours avant la mise à feu selon un modèle précisé en annexe 4. Elle est accompagnée de l'engagement par le déclarant du respect du cahier des charges "chantier d'incinération" figurant en annexe 3. Le maire accuse réception de la demande et la transmet pour instruction au Service Départemental d'Incendie et de Secours.

La décision du maire est notifiée au demandeur dans un délai de 10 jours et transmise, au Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi qu'aux services territorialement compétents de la Gendarmerie Nationale, de la Sécurité Publique et du Conseil départemental.

Les opérations d' incinération sont suspendues par régime de vent de plus de 5 m/seconde (soit 18 km/h) ainsi qu'en période d'épisode de pollution de l'air.

Article 28 : Carbonisation

a) Les installations fixes de carbonisation

L'installation et la mise en fonctionnement d'installations fixes de carbonisation sont subordonnées à l'obtention d'une autorisation préfectorale préalable qui peut être consentie sur avis du directeur départemental

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

des services d'incendie et de secours. Cette autorisation prendra forme d'un arrêté préfectoral au titre de la procédure des installations classées pour l'environnement.

L'exploitant doit déposer un dossier de demande à la mairie du lieu d'implantation de l'exploitation aux fins de transmission au Préfet. Celui-ci délivre un récépissé de dépôt au vu du dossier complet qui doit comporter

l'autorisation :

- pour les forêts domaniales : de l'ONF,
- pour les forêts communales : du maire,
- pour les forêts privées : du propriétaire.

b) Les chantiers mobiles de carbonisation

Les chantiers mobiles de carbonisation sont interdits dans les espaces exposés en période jaune.

Toutefois, dans la mesure où il juge qu'un chantier mobile de carbonisation n'est pas de nature à engendrer des risques certains d'incendie, le maire de la commune concernée peut accorder une autorisation individuelle de carboniser dans les conditions suivantes :

i) accord préalable du propriétaire

Toute demande d'autorisation d'exploiter un chantier de carbonisation suppose au préalable l'accord écrit du propriétaire du terrain.

ii) régime de l'autorisation individuelle

Deux mois avant l'allumage du chantier de carbonisation, le demandeur sollicite auprès du maire compétent, l'autorisation d'ouvrir un chantier. Cette demande, à laquelle est jointe l'accord du propriétaire, obéit aux règles de forme et d'instruction énumérées à l'article 27 b) du présent règlement.

En période, orange et rouge, les chantiers de carbonisation sont interdits. A titre exceptionnel, ils peuvent être autorisés par le préfet, après avis :

- du maire concerné
- du directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- du directeur départemental des territoires et de la mer.

Le préfet peut subordonner son accord à la mise en place d'un dispositif de sécurité dont la charge en incombera au demandeur.

Les demandes sont à souscrire en mairie 2 mois au moins avant la date prévue pour l'opération, sur l'imprimé en annexe 5 au présent arrêté et selon les modalités décrites dans cette annexe. Le maire transmet sans délai ces demandes au préfet.

En période noire les chantiers de carbonisation sont interdits.

Article 29 : Brûlage dirigé

En application de l'article L.131-9 du code forestier, des brûlages dirigés entrant dans le cadre de l'intérêt général peuvent être réalisés, avec l'accord écrit ou tacite des propriétaires, au titre des autres mesures de prévention des incendies de forêts par :

- l'État,
- les collectivités territoriales et leurs groupements,
- Les Associations Syndicales Autorisées de DFCI.

Ces travaux peuvent également être confiés à des mandataires tels que les services départementaux d'incendie et de secours, les Unions Départementales de DFCI ou l'Office National des Forêts.

Les brûlages dirigés effectués par l'État, les ASA de DFCI, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'Office national des Forêts et les services départementaux d'incendie et de secours

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

sont réalisés dans le respect des dispositions édictées par les articles L.131-9 et R.131-7 à R.131-11 du code forestier, et sous réserve du respect du cahier des charges du brûlage dirigé fixé par le représentant de l'État et joint en annexe 6.

Les opérations de brûlage dirigé sont toujours interdites par régime de vent local de plus de 10 m/seconde (soit 36 km/h).

En période verte et jaune, l'opération est soumise à l'autorisation de la Direction Départementale des Territoires, un mois avant la mise à feu, selon un modèle précisé en annexe 7. Cette demande comprend l'engagement par le demandeur de respecter du cahier des charges "chantier de brûlage dirigé" annexé à la demande.

La Direction Départementale des Territoires accuse réception de la demande et la transmet pour instruction au Service Départemental d'Incendie et de Secours compétent. La décision de la Direction Départementale des Territoires est notifiée au demandeur pour attribution dans un délai de 10 jours et aux services territorialement compétents de la Gendarmerie Nationale, de la Sécurité Publique et du Conseil départemental pour information.

Les brûlages dirigés sont interdits en période orange, rouge ou noire.

Article 30 : Tirs de feux d'artifice

Les tirs de feux d'artifice dans les espaces exposés, qu'ils soient d'initiative publique ou privée, sont soumis à l'autorisation préalable du maire de la commune concernée durant la période jaune.

Une demande écrite est déposée à la mairie au moins quinze jours avant la date prévue pour le tir, selon le modèle en annexe 8. Cette demande précise le nom de l'organisateur de la manifestation et son adresse, le nom du responsable technique de la mise à feu et son adresse, la date de la mise à feu ainsi que les mesures mises en œuvre. La mairie délivre un accusé de réception et transmet immédiatement pour information un exemplaire de cette déclaration à la préfecture du département concerné.

S'il autorise le tir, le maire transmet copie de la décision au requérant ainsi qu'au Service Départemental d'Incendie et de Secours et aux services de la Gendarmerie nationale. Le silence du maire dans un délai de 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception vaut décision implicite de rejet.

Le site du tir, que désigne le maire, doit être éloigné de toute zone à hauts risques (dépôts de liquides inflammables, stations-service, parking de véhicules et bateaux, dépôts de récoltes...). L'organisateur délimite le site et le débarrasse soigneusement des herbes sèches et broussailles au plus tard la veille de l'opération.

Le maire prend, avec l'organisateur, toutes dispositions de sécurité utiles au bon déroulement de l'opération.

Les tirs de feux d'artifice, d'initiative publique ou privée, sont interdits en période orange, rouge ou noire.

Article 31 : Suspension de l'emploi du feu par les pouvoirs publics

Les maires et leurs adjoints, les militaires de la Gendarmerie Nationale, les agents de l'Office national des forêts, les gardes champêtres, les agents de police municipale et les sapeurs-pompiers du Service Départemental d'Incendie et de Secours peuvent suspendre à tout moment l'emploi du feu lorsque les conditions visées au présent arrêté ne sont pas respectées.

Article 32 : Sanctions pénales relatives à l'emploi du feu

Les contrevenants aux dispositions relatives à l'emploi du feu sont passibles d'une contravention de quatrième classe (article R.163-2 du code forestier).

En vertu des dispositions de l'article L.163-4 du code forestier, le fait de provoquer involontairement l'incendie des bois et forêts appartenant à autrui, par des feux allumés à moins de 200 mètres de ces terrains, par des feux

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

allumés ou laissés sans précautions suffisantes, par des pièces d'artifice allumées ou tirées, ou par tout engin ou appareil générant des matières inflammables ou de fortes chaleurs, est sanctionné conformément aux dispositions des articles 322-5, 322-15, 322-17 et 322-18 du code pénal.

Le fait, pour la personne qui vient de causer un incendie dans les conditions mentionnées au présent article, de ne pas intervenir aussitôt pour arrêter le sinistre et, si son action était insuffisante, de ne pas avertir immédiatement une autorité administrative ou de police, entraîne l'application du deuxième alinéa de l'article 322-5 du code pénal.

Synthèse des dispositions relatives à l'emploi du feu dans les espaces exposés

Dispositions	Vert / 1	Jaune/2	Orange / 3	Rouge / 4	Noir / 5
Feu à l'air libre, transport de feu,	Interdit sauf pour les propriétaires et leurs ayant-droit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
Fumer	Autorisé	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
Tirs de feux d'artifice	Autorisé sans formalités	Autorisation préalable du maire 15 jours avant la date du tir	Interdit	Interdit	Interdit
Incinération de végétaux secs coupés issus de travaux forestiers, de travaux agricoles, de débroussaillage obligatoire ou l'incinération de végétaux infestés par des organismes nuisibles	Déclaration préalable en mairie (10 jours avant)	Autorisation préalable en mairie (10 jours avant)	Interdit	Interdit	Interdit
Chantiers de carbonisation mobiles	Autorisé sans formalités	Interdit sauf dérogation accordée par le maire deux mois avant la mise à feu (accord écrit du propriétaire et autorisation du maire)	Interdit sauf dérogation accordée par le préfet deux mois avant la mise à feu (accord écrit du propriétaire et autorisation du maire)	Interdit sauf dérogation accordée par le préfet deux mois avant la mise à feu (accord écrit du propriétaire et autorisation du maire)	Interdit
Brûlage dirigé	Autorisation préalable de la Direction Départementale des Territoires un mois avant la mise à feu	Autorisation préalable de la Direction Départementale des Territoires un mois avant la mise à feu	Interdit	Interdit	Interdit

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

Titre 3 : Circulation dans les espaces exposés

Article 33 : Voies forestières ouvertes au public

En période orange, la circulation et le stationnement des véhicules à moteur sont interdits entre 14h00 et 22h00 sur les pistes forestières, chemins ruraux, chemins d'exploitation, pistes cyclables et autres sentiers ouverts au public dans les espaces exposés, à l'exception des sites relevant des plans plage, des bases de loisir et des espaces de stationnement aménagés. Cette interdiction ne s'applique toutefois pas :

- aux propriétaires ou exploitants agricoles, apicoles, avicoles et forestiers ;
- à leurs ayant-droit et ayant-cause (travaillant en forêt à leur demande ou pour leur compte) ;
- aux entreprises d'exploitation forestière, travaux sylvicoles, de transport de bois, de génie civil qui contribuent, par leur activité, au maintien en bon état des parcelles et à la prévention des incendies ;
- aux services publics dans l'exercice de leur mission ;
- aux personnes qualifiées réalisant des études présentant un caractère d'intérêt général ;
- aux chasseurs ;
- à toute personne exerçant à titre principal ou accessoire une activité justifiant d'une inscription au régime obligatoire de la mutualité sociale agricole tels les agriculteurs, apiculteurs, aviculteurs.

En période rouge, la circulation et le stationnement des personnes et des véhicules, avec ou sans moteur, sont interdits entre 14 heures et 22 heures sur les pistes forestières, chemins ruraux, chemins d'exploitation, pistes cyclables et autres sentiers ouverts au public dans les espaces exposés, à l'exception des sites relevant des plans plage, des bases de loisir et des espaces de stationnement aménagés. Cette interdiction ne s'applique toutefois pas aux services publics dans l'exercice de leur mission.

En période noire, la circulation et le stationnement des personnes et des véhicules, avec ou sans moteur, sont interdits sur les pistes forestières, voies forestières, chemins d'exploitation, pistes cyclables et autres sentiers ouverts au public dans les espaces exposés. Cette interdiction ne s'applique toutefois pas aux services publics dans l'exercice de leur mission.

Article 34 : Voies communales et départementales

En période noire, la circulation et le stationnement des personnes et des véhicules sont interdits sur les voies communales et départementales desservant les espaces les plus exposés. Les voies concernées sont définies dans chaque département par un arrêté préfectoral.

Synthèse des dispositions relatives à la circulation dans les espaces exposés

Dispositions	Vert / 1	Jaune/2	Orange / 3	Rouge / 4	Noir / 5
Circulation et stationnement sur les voies forestières ouvertes au public	Autorisés	Autorisés	Interdits pour les seuls véhicules à moteur entre 14h et 22h sauf personnes listées à l'article 33	Interdits entre 14h et 22h sauf services publics dans l'exercice de leur mission	Interdits toute la journée sauf services publics dans l'exercice de leur mission.
Circulation et stationnement sur les voies communales et départementales	Autorisés	Autorisés	Autorisés	Autorisés	Interdits sur les voies les plus exposées.

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

Titre 4 : Travaux forestiers dans les espaces exposés

Article 35 : Conditions d'utilisation des tracteurs, véhicules, engins, outils à moteur thermique et matériels d'exploitation

- Dispositions visant les tracteurs, véhicules, engins d'exploitation, motoculteurs et outils à moteur thermique

Les tracteurs, véhicules, engins d'exploitation, motoculteurs et outils à moteur thermique (scie, débroussailleuse, élagueuse) à carburants liquides ou gazeux, utilisés pour effectuer des travaux ou transitant en forêt, doivent être munis :

- de dispositifs anti-projections de particules incandescentes,
- de dispositifs d'isolation évitant le contact des parties chauffées avec la végétation environnante ou avec les débris de débroussaillage,

Les tracteurs et motoculteurs sont munis d'un tuyau d'échappement conçu de façon à éviter toute projection d'étincelles.

Les dispositifs d'échappement des véhicules, tracteurs ainsi que de tous les matériels circulant ou travaillant en forêt sont soumis chaque année à une révision ou à un décalaminage.

- Dispositions visant les moyens d'extinction

Les tracteurs et les engins d'exploitation travaillant en forêt doivent être munis d'un extincteur de 2 kg à poudre ou à CO₂, et d'un extincteur d'au moins 6 kg à poudre ou à eau pulvérisée avec additifs. Les mêmes moyens d'extinction doivent être mis en place à proximité immédiate du lieu d'emploi des motoculteurs.

Les véhicules transitant en forêt doivent être munis d'un extincteur.

L'utilisation d'outils à moteur thermique tels les scies mécaniques, élagueuses et débroussailleuses est subordonnée, à proximité immédiate du lieu d'emploi, à la présence d'un extincteur de 2 kg à poudre ou à CO₂.

- Dispositions visant les utilisateurs

Chaque équipe travaillant en forêt devra comprendre au moins une personne munie d'un appareil de communication permettant d'alerter le numéro d'urgence universel (112).

Article 36 : Réglementation des chantiers de scieries forestières

- Dispositions intéressant les installations fixes

L'installation et la mise en fonctionnement de scieries en forêt sont subordonnées à l'obtention d'une autorisation préfectorale préalable qui peut être consentie sur avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours. Cette autorisation prendra forme d'un arrêté préfectoral au titre de la procédure des installations classées pour l'environnement.

L'exploitant doit déposer un dossier de demande de la mairie du lieu d'implantation de l'exploitation aux fins de transmission au Préfet. Celui-ci délivre un récépissé de dépôt au vu du dossier complet qui doit comporter, outre l'avis du maire, les éléments d'information suivants :

- le nom de l'exploitant et son adresse complète,
- un document cartographique où sera précisé le lieu de l'implantation des installations (échelle 1/50 000 ou 1/25 000),

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

- la date prévue de mise en fonctionnement,
- un plan d'aménagement du site où figureront les constructions ou installations projetées,
- les mesures et consignes de sécurité relatives au risque de feu de forêt.

- Dispositions intéressant les installations mobiles

Les chantiers de scierie mobile à l'intérieur des espaces exposés du 1^{er} mars au 30 septembre sont soumis à l'autorisation du maire.

Deux mois avant l'installation de la scierie mobile le demandeur sollicite auprès du maire compétent, l'autorisation d'ouvrir un chantier. L'accord écrit du propriétaire est joint à cette demande. Le maire accuse réception de la demande et la transmet pour instruction au Service départemental d'Incendie et de Secours. La décision du maire est notifiée au demandeur et transmise pour information aux services de la Gendarmerie Nationale, de la Sécurité Publique et du Conseil Départemental.

Article 37 : Dispositions spéciales concernant les chantiers d'exploitation forestière

Les chantiers d'exploitation forestière doivent respecter les règles suivantes.

Les dépôts de bois sont strictement interdits dans un rayon de 30 mètres des réserves d'eau D.F.C.I. (forages, châteaux d'eau, réserves au sol...) et à moins de 5 mètres d'un panneau indicateur de piste.

A l'issue des travaux, l'exploitant forestier est tenu de remettre les équipements (routes, pistes, ponts, fossés, points d'eau...) à leur état initial permettant leur utilisation future. L'entretien courant de ces équipements est à la charge de leur propriétaire ou de leur gestionnaire (mairie, ASA de DFCI, etc.) qui en dispose. Toutefois en cas de dégât à caractère exceptionnel, et après mise en demeure de l'exploitant par le maire restée infructueuse, la mairie, les propriétaires ou les gestionnaires de ces équipements pourront procéder aux frais de l'exploitant forestier à la remise en état des pistes et fossés.

Article 38 : Dispositions applicables aux ruchers

La pratique de l'apiculture en espace exposé est soumise aux dispositions suivantes :

- a) Le numéro du rucher et le nom du propriétaire devront être affichés sur l'installation.
- b) La déclaration que l'apiculteur est tenu d'adresser à la direction départementale de la protection des populations en vertu de l'arrêté ministériel du 11 août 1980 modifié devra être établie en double exemplaire.
- c) L'apiculteur doit déposer, à proximité immédiate du rucher, et à moins de 50 mètres, soit d'une réserve d'eau naturelle ou artificielle de 50 litres minimum et de moyens de projection, soit d'un extincteur à eau de 9 litres minimum, soit d'un seau pompe.
- d) S'il procède à la capture d'un essaim naturel posé dans la lande ou sur les arbres à une distance de plus de 50 mètres d'une réserve d'eau, il doit être muni d'un récipient d'eau.
- e) Chaque apiculteur travaillant en forêt doit être muni d'un système de communication permettant d'alerter le numéro universel 112.

Article 39 : Suspension des travaux forestiers durant les périodes de vigilance

En période orange et rouge, tous les travaux forestiers doivent être déclarés par les intervenants à la mairie de la commune où se situeront les chantiers. Les activités d'exploitation forestière, de travaux sylvicoles, de génie civil, de service, de carbonisation et de sciage sont suspendues entre 14 heures et 22 heures dans les espaces exposés. Les tâches d'entretien et de nettoyage afférentes aux activités d'exploitation forestière peuvent se poursuivre moteur arrêté jusqu'à 15 heures.

En période noire, toutes les activités d'exploitation forestière, de travaux sylvicoles, de génie civil, de service, de carbonisation et de sciage sont interdites.

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

Synthèse des dispositions relatives aux travaux forestiers

Dispositions	Vert / 1	Jaune/2	Orange / 3	Rouge / 4	Noir / 5
Scieries mobiles	Autorisées	Sur autorisation du maire	Sur autorisation du maire	Suspension des activités entre 14h et 22h	Interdites.
Travaux forestiers	Autorisés	Autorisés	Déclaration des chantiers en mairie Suspension des activités entre 14h et 22h	Déclaration des chantiers en mairie Suspension des activités entre 14h et 22h	Interdits

Titre 5 : Tourisme et usages de loisir

Article 40 : Manifestations de loisir

Les manifestations de loisirs dans les espaces exposés tels les rallyes et les raids sont limitées aux voies ouvertes à la circulation publique ; l'usage de voies privées ou DFCI (définies à l'article 20) n'est possible qu'avec l'accord de l'ASA de DFCI et des propriétaires.

Les véhicules à moteur participant à ces manifestations de loisirs doivent tous être munis d'un extincteur.

Article 41 : Interdiction du bivouac et du camping isolé

La pratique du bivouac et du camping isolé est interdite dans les espaces exposés, sauf autorisation du propriétaire.

En période jaune, la pratique du bivouac et du camping isolé est interdite dans les espaces exposés des forêts domaniales.

En période orange, rouge ou noire, la pratique du bivouac et du camping isolé est interdite dans les espaces exposés, même avec l'autorisation du propriétaire.

Article 42 : Restriction des activités ludiques et sportives en période orange, rouge et noire

En période orange, les activités ludiques ou sportives sont interdites entre 14 heures et 22 heures dans les espaces exposés, à l'exception de ceux faisant partie de bases de loisirs et des plans plage.

En période rouge, les activités ludiques ou sportives sont interdites dans les espaces exposés, à l'exception de ceux faisant partie de bases de loisirs et des plans plage.

En période noire, les activités ludiques ou sportives sont interdites dans les espaces exposés.

Synthèse des dispositions relatives aux activités ludiques et touristiques dans les espaces exposés

Dispositions	Vert / 1	Jaune/2	Orange / 3	Rouge / 4	Noir / 5
Bivouac et camping isolé sur terrain privé	Autorisé avec accord du propriétaire	Autorisés avec accord du propriétaire	Interdits	Interdits	Interdits
Activités ludiques et sportives	Autorisées	Autorisées	Interdites entre 14h et 22h sauf bases de loisirs et plans plage	Interdites sauf bases de loisirs et plans plage	Interdites sauf bases de loisir

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

TABLEAU RECAPITULATIF DES DISPOSITIONS SELON LES PERIODES REGLEMENTEES

1) Sur tout le territoire

Dispositions	Vert / 1 Du 1 ^{er} octobre au dernier jour de février inclus	Jaune/2Du 1 ^{er} mars au 30 septembre	Orange /3 Ponctuel	Rouge / 4 Ponctuel	Noir / 5 Ponctuel
Brûlage à l'air libre des déchets verts	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
Lanternes volantes	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit

2) Dans les espaces exposés des communes à dominante forestière

Dispositions	Vert / 1 Du 1 ^{er} octobre au dernier jour de février inclus	Jaune/2Du 1 ^{er} mars au 30 septembre	Orange /3 Ponctuel	Rouge / 4 Ponctuel	Noir / 5 Ponctuel
Feu à l'air libre, transport de feu,	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
Fumer	Autorisé	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
Tirs de feux d'artifice	Autorisé sans formalités	Autorisation préalable du maire 15 jours avant la date du tir	Interdit	Interdit	Interdit
Emploi des outils de débroussaillage thermique	Autorisé sans formalités	Déclaration préalable en mairie (10 jours avant)	Interdit	Interdit	Interdit
Incinération de végétaux secs coupés issus de travaux forestiers, de travaux agricoles, de débroussaillage obligatoire ou l'incinération de végétaux infestés par des organismes nuisibles	Déclaration préalable en mairie (10 jours avant)	Autorisation préalable en mairie (10 jours avant)	Interdit	Interdit	Interdit

Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

Dispositions	Vert / 1 Du 1 ^{er} octobre au dernier jour de février inclus	Jaune/2 Du 1 ^{er} mars au 30 septembre	Orange /3 Ponctuel	Rouge / 4 Ponctuel	Noir / 5 Ponctuel
Chantiers de Carbonisation mobiles	Autorisé sans formalités	Interdit sauf dérogation accordée par le maire deux mois avant la mise à feu (accord écrit du propriétaire et autorisation du maire)	Interdit sauf dérogation accordée par le préfet deux mois avant la mise à feu (accord écrit du propriétaire et autorisation du maire)	Interdit sauf dérogation accordée par le préfet deux mois avant la mise à feu (accord écrit du propriétaire et autorisation du maire)	Interdit
Brûlage dirigé	Autorisation préalable de la Direction Départementale des Territoires un mois avant la mise à feu	Autorisation préalable de la Direction Départementale des Territoires un mois avant la mise à feu	Interdit	Interdit	Interdit
Circulation et stationnement sur les voies forestières ouvertes au public	Autorisés	Autorisés	Interdits pour les seuls véhicules à moteur entre 14h et 22h sauf personnes listées à l'article 33	Interdits entre 14h et 22h sauf services publics dans l'exercice de leur mission	Interdits toute la journée sauf services publics dans l'exercice de leur mission.
Circulation et stationnement sur les voies communales et départementales	Autorisés	Autorisés	Autorisés	Autorisés	Interdits sur les voies les plus exposées.
Scieries mobiles	Autorisées	Sur autorisation du maire	Sur autorisation du maire	Suspension des activités entre 14h et 22h	Interdites.
Travaux forestiers	Autorisés	Autorisés	Déclaration des chantiers en mairie Suspension des activités entre 14h et 22h	Déclaration des chantiers en mairie Suspensions des activités entre 14h et 22h	Interdits
Bivouac et camping isolé sur terrain privé	Autorisé avec accord du propriétaire	Autorisés avec accord du propriétaire	Interdits	Interdits	Interdits
Activités ludiques et sportives	Autorisées	Autorisées	Interdites entre 14h et 22h sauf bases de loisirs et plans plage	Interdites sauf bases de loisirs et plans plage	Interdites

ANNEXE 1 à l'arrêté interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie

Modèle « niveau de vigilance élevée Orange / 3 »

Le « date »

Communiqué du Préfet de

Dans le cadre défini par le règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie du 20 avril 2016, le Préfet de a décidé que, à compter du 00h00, la vigilance pour la prévention des incendies de forêt dans le département de passe au **niveau orange** (vigilance élevée / niveau 3 sur une échelle de 5).

Par conséquent les mesures de restriction suivantes s'appliquent dans les espaces exposés des communes à dominante forestière du département à compter de cette date :

- la circulation et le stationnement des véhicules à moteur sont interdits entre 14h et 22h sur les pistes forestières, chemins ruraux, chemins d'exploitation et pistes cyclables sauf pour les personnes listées à l'article 33 du règlement.
- les activités d'exploitation forestière, de travaux sylvicoles, de génie civil, de service, de carbonisation et de sciage sont suspendues entre 14h et 22h (article 39 du règlement).
- les activités ludiques et sportives sont interdites entre 14h et 22h à l'exception de celles exercées en base de loisirs et en périmètres de plans plages (article 42 du règlement).

Par ailleurs, il est rappelé **qu'il est interdit** à l'intérieur des bois, forêts et landes et ce, jusqu'à une distance de 200 m :

- d'utiliser du feu,
- de fumer,
- de jeter tout débris incandescent,
- de procéder à des incinérations et brûlages dirigés
- de pratiquer le camping isolé et le bivouac
- de tirer des feux d'artifice publics ou privés

Ces interdictions doivent être respectées avec la plus grande rigueur.

Des informations sur le niveau de vigilance et les mesures applicables sont disponibles sur le répondeur de la Préfecture de au 02.52.60.09.03.

Ces informations sont actualisées quotidiennement.

Modèle « niveau de vigilance Très élevée Rouge / 4 »

Le « date »

Communiqué du Préfet de

Dans le cadre défini par le règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie du 20 avril 2016, le Préfet de a décidé que, à compter du 00h00, la vigilance pour la prévention des incendies de forêt dans le département de passe au **niveau rouge** (vigilance très élevée / niveau 4 sur une échelle de 5).

Par conséquent les mesures de restriction suivantes s'appliquent dans les espaces exposés des communes à dominante forestière du département à compter de cette date :

- la circulation et le stationnement des personnes et des véhicules avec ou sans moteur sont interdits entre 14h et 22h sur les pistes forestières, chemins ruraux, chemins d'exploitation, pistes cyclables et autres sentiers ouverts au public dans les espaces exposés sauf pour les services publics dans l'exercice de leur mission.(article 33 du règlement).
- les activités d'exploitation forestière, de travaux sylvicoles, de génie civil, de service, de carbonisation et de sciage sont suspendues entre 14h et 22h (article 39 du règlement).
- les activités ludiques et sportives sont interdites à l'exception de celles exercées en base de loisirs et en périmètres de plans plages (article 42 du règlement).

Par ailleurs, il est rappelé **qu'il est interdit** à l'intérieur des bois, forêts et landes et ce, jusqu'à une distance de 200 m :

- d'utiliser du feu,
- de fumer,
- de jeter tout débris incandescent,
- de procéder à des incinérations et brûlages dirigés
- de pratiquer le camping isolé et le bivouac
- de tirer des feux d'artifice publics ou privés

Ces interdictions doivent être respectées avec la plus grande rigueur.

Des informations sur le niveau de vigilance et les mesures applicables sont disponibles sur le répondeur de la Préfecture de au 02.52.60.09.03.

Ces informations sont actualisées quotidiennement.

Modèle « niveau de vigilance Exceptionnelle Noire / 5 »

Le « date »

Communiqué du Préfet de

Dans le cadre défini par le règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie du 20 avril 2016, le Préfet de a décidé que, à compter du XXh00, la vigilance pour la prévention des incendies de forêt dans le département de passe au **niveau noir** (vigilance exceptionnelle / niveau 5 sur une échelle de 5).

Par conséquent les mesures de restriction suivantes s'appliquent dans les espaces exposés des communes à dominante forestière du département à compter de cette date :

- la circulation et le stationnement des personnes et des véhicules avec ou sans moteur sont interdits **toute la journée** sur les pistes forestières, chemins ruraux, chemins d'exploitation, pistes cyclables et autres sentiers ouverts au public dans les espaces exposés sauf pour les services publics dans l'exercice de leur mission ainsi que sur les routes communales et départementales listées par arrêté préfectoral (article 33 et 34 du règlement).
- les activités d'exploitation forestière, de travaux sylvicoles, de génie civil, de service, de carbonisation et de sciage sont interdites (article 39 du règlement).
- les activités ludiques et sportives sont interdites (article 42 du règlement).

Par ailleurs, il est rappelé **qu'il est interdit** à l'intérieur des bois, forêts et landes et ce, jusqu'à une distance de 200 m :

- d'utiliser du feu,
- de fumer,
- de jeter tout débris incandescent,
- de procéder à des incinérations et brûlages dirigés
- de pratiquer le camping isolé et le bivouac
- de tirer des feux d'artifice publics ou privés

Ces interdictions doivent être respectées avec la plus grande rigueur.

Des informations sur le niveau de vigilance et les mesures applicables sont disponibles sur le répondeur de la Préfecture de au **02.52.60.09.03**.

Ces informations sont actualisées quotidiennement.

Modèle « retour niveau de vigilance moyenne Jaune / 2 »

Le « date »

Communiqué du Préfet de

Dans le cadre défini par le règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie du 20 avril 2016, le Préfet de a décidé que, à compter du XXh00, la vigilance revient au **niveau jaune** (vigilance moyenne / niveau 2 sur une échelle de 5).

Par conséquent, les mesures de restriction de circulation et de stationnement des véhicules à moteur, d'activités d'exploitation forestière, de travaux sylvicoles, de génie civil, de service, de carbonisation et de sciage ainsi que des activités ludiques et sportives sont **levées**

Il est cependant rappelé **qu'il reste interdit** à l'intérieur des bois, forêts et landes et ce, jusqu'à une distance de 200 m :

- d'utiliser du feu,
- de fumer,
- de jeter tout débris incandescent,
- de procéder à des incinérations et brûlages dirigés sauf autorisation dûment délivrée par le Maire ou le Préfet
- de pratiquer le camping isolé et le bivouac sauf autorisation du propriétaire
- de tirer des feux d'artifice publics ou privés sauf autorisation du maire

Ces interdictions doivent être respectées avec la plus grande rigueur.

Des informations sur le niveau de vigilance et les mesures applicables sont disponibles sur le répondeur de la Préfecture de au **02.52.60.09.03**.
Ces informations sont actualisées quotidiennement.

REGLEMENT INTERDEPARTEMENTAL DE PROTECTION DE LA FORET CONTRE L'INCENDIE

ANNEXE 2 (Article 27a)

IMPRIME DE DECLARATION POUR LES CHANTIERS D'INCINERATION PAR LES PROPRIETAIRES OU LEURS AYANTS-DROIT

Période verte soit du 1er octobre au dernier jour du mois de février de l'année suivante

Rappel : Les prescriptions de la présente déclaration concernent les incinérations de végétaux coupés réalisées au sein des espaces exposés définis à l'article 2 de l'arrêté interdépartemental du 20 avril 2016 comprenant les bois, forêts, plantations forestières, reboisements, landes, ainsi qu'une zone périphérique située à moins de 200 mètres des formations forestières précitées.

Toute incinération réalisée en dehors de ce périmètre n'est donc pas concernée par les présentes dispositions sous réserve du respect de la réglementation en vigueur notamment l'application du règlement sanitaire départemental de janvier 1985 et particulièrement son article 84 concernant l'élimination des déchets.

I) Renseignements concernant le déclarant

Nom : Prénom : Ville :
Adresse : Code postal :
Téléphone domicile : portable :
Ayant-droit en tant que :

Société : Code postal : Ville :
Adresse :

Téléphone bureau :

II) Renseignements concernant le chantier d'incinération

Date prévue (période de 10 jours maximum) : du / / au / /
Heure prévue des incinérations (autorisée de 7h00 à 20h00) : de h à h
Nom du propriétaire des terrains : adresse (lieu-dit):
Références cadastrales : section : numéros des parcelles :
Nature et volume des produits à incinérer :

III) Renseignements concernant le responsable du chantier

Nom : Prénom :
Adresse : Code postal : Ville :
Numéro de téléphone portable :

IV) Prescriptions minimales

- la zone d'incinération devra être située à plus de 100 mètres de toute végétation forestière,
- une zone de 50 mètres devra être débroussaillée préalablement à la mise à feu autour du foyer, une bande de 5 mètres de large devant être mise à sable blanc en périmètre de la zone de feu,
- les tas ou andains, rémanents de coupe, branchages ou bois morts devront avoir une hauteur maximale de 3 mètres pour un volume maximum de 40 m³ en simultané,
- la garde du foyer sera constamment assurée jusqu'à extinction complète,
- l'incinération pourra être réalisée entre 7h00 et 20h00,
- l'incinération est interdite par régime de vent de plus de 5m/seconde (18km/h), en période d'épisode de pollution de l'air, ainsi qu'en périodes de vigilance orange, rouge ou noire,
- les résidus de brûlage devront être soigneusement éteints en fin d'opération.

Le déclarant est responsable de la sécurité et de la salubrité du chantier d'incinération. A ce titre, il devra prendre toutes les précautions utiles, notamment :

- il tiendra compte des prescriptions établies pour le département en application du code du travail en matière d'hygiène et de sécurité ;
- il doit aviser au moins 12 heures avant le démarrage de l'incinération le Service Départemental d'Incendie et de Secours du département ainsi que les services de gendarmerie et de police compétents en indiquant :
 - le nom de la commune et du lieu-dit du chantier ;
 - l'heure présumée d'allumage ;
 - l'heure présumée de fin de chantier ;
 - le numéro de téléphone portable du responsable de chantier.
- il doit s'informer du niveau de vigilance « incendies de forêt » défini par le préfet ainsi que de la vitesse et direction du vent local auprès du répondeur téléphonique mis à la disposition du public ;
- il doit avoir à sa disposition sur le chantier une réserve d'eau de 500 litres d'eau avec un dispositif d'aspersion approprié ;
- il doit aviser le Service Départemental d'Incendie et de Secours du département de la fin du chantier et de la levée du dispositif de protection.

V) Procédure

La présente **déclaration** est déposée par le déclarant auprès de la mairie de situation du chantier, accompagnée du «cahier des charges – incinération » (paraphé et signé par lui) et des plans de situation et plans cadastraux, dix jours avant la mise à feu ; un accusé de réception lui en est délivré par la mairie.

Une copie de chacune de ces pièces est transmise, **pour information**, par le maire à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- Monsieur le Chef de Groupement de la Gendarmerie
- Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires (et de la Mer)

Fait à _____, le _____

date d'enregistrement en mairie :

Lu et approuvé, le déclarant

cachet

(signature)

REGLEMENT INTERDEPARTEMENTAL DE PROTECTION DE LA FORET CONTRE L'INCENDIE

ANNEXE 3 (Article 27)

CAHIER DES CHARGES POUR LES CHANTIERS D'INCINERATION

Ce document doit être daté et paraphé par le déclarant

Selon le cas, il est joint à :

- ***l'imprimé de déclaration d'incinération (Annexe 2)***
- ***l'imprimé de demande d'autorisation d'incinération (Annexe 4)***

Article 1^{er} – DEFINITION

Le présent cahier des charges concerne les prescriptions administratives et techniques applicables aux incinérations selon la définition suivante :

Incinération : destruction volontaire et maîtrisée par le feu, lorsqu'ils sont regroupés en tas ou en andains, des résanants de végétaux issus de travaux forestiers, de travaux agricoles, des obligations de débroussaillage ou de végétaux infestés par les organismes nuisibles .

Cette opération doit être conduite de façon planifiée et contrôlée, sur un périmètre prédéfini, avec obligation de mise en sécurité vis-à-vis des personnes et des biens, des peuplements forestiers et des terrains limitrophes, conformément aux dispositions du présent cahier des charges.

Article 2 – RESPECT DE LA LEGISLATION

Le déclarant ou son mandataire mettant en œuvre une opération d'incinération, doit respecter les règles en vigueur, et notamment avoir obtenu l'autorisation préalable des propriétaires des terrains concernés ou de leurs ayants droits.

Les dispositions opérationnelles doivent respecter les prescriptions des articles 35 et 37 de l'arrêté interdépartemental du 20 avril 2016 applicables aux propriétaires et à leurs ayants-droit pour la réalisation des travaux mécanisés en forêt, le dépôt des bois et la conservation des équipements de protection de la forêt contre les incendies.

Article 3 – FORMATION

Sans objet

Article 4 – PERIODE DE REALISATION

Les conditions de dépôt des déclarations d'incinération ou de délivrance des autorisations du maire sont précisées à l'article 27 de l'arrêté interdépartemental

- du 1^{er} octobre au dernier jour du mois de février :

Les opérations d'incinération sont exécutées sous réserve de l'engagement par le déclarant du respect du présent cahier des charges devant être joint à l'imprimé de déclaration **Annexe 2**.

- du 1^{er} mars au 30 septembre inclus :

Les opérations d'incinération sont exécutées sous réserve de l'engagement par le déclarant du respect du présent cahier des charges devant être joint à l'imprimé de demande d'autorisation **Annexe 4**.

Article 5 – ASSURANCE

Le déclarant devra être en possession d'une assurance responsabilité civile (accident ou incendie) couvrant les risques liés à l'exercice de l'incinération des végétaux coupés et comportant un plafond d'indemnités correctement évalué.

Article 6 –MISE EN OEUVRE DES INCINERATIONS

Toute opération d'incinération doit être préparée avec précision par le déclarant.

L'imprimé de déclaration **Annexe 2** ou de demande d'autorisation **Annexe 4** devra être accompagné des pièces justificatives suivantes :

- un plan de situation renseigné au 1/25 000°,
- un plan cadastral renseigné mentionnant le point d'accès au chantier où l'accueil des secours serait prévu en cas de nécessité,
- le dispositif de protection (matériels et personnels),
- le présent cahier des charges lu et approuvé, daté et signé
- l'autorisation du ou des propriétaires concernés ou de leurs ayants-droit

En outre, les prescriptions techniques du chantier seront les suivantes :

- la zone d'incinération devra être située à plus de 100 mètres de toute végétation forestière,
- une zone de 50 mètres devra être débroussaillée préalablement à la mise à feu autour du foyer, une bande de 5 mètres de large devant être mise à sable blanc en périmètre de la zone de feu,
- les tas ou andains, rémanents de végétaux devront avoir une hauteur maximale de 3 mètres pour un volume maximum de 40 m³ en simultané,
- la garde du foyer sera constamment assurée jusqu'à extinction complète,
- l'incinération sera réalisée entre 7h00 et 20h00,
- les résidus de brûlage devront être soigneusement éteints en fin d'opération.

ARTICLE 7 – HYGIENE ET SECURITE – DISPOSITIONS OPERATIONNELLES

Le déclarant est responsable de la sécurité et de la salubrité du chantier d'incinération. A ce titre, il devra prendre toutes les précautions utiles, notamment :

- il tiendra compte des prescriptions établies pour le département en application du Code du travail en matière d'hygiène et de sécurité ;
- il doit aviser au moins 12 heures avant le démarrage de l'incinération le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les services de gendarmerie et de police compétents en indiquant :
 - le nom de la commune et du lieu-dit du chantier ;
 - l'heure présumée d'allumage ;
 - l'heure présumée de fin de chantier ;
 - le numéro de téléphone portable du responsable de chantier.
- il doit s'informer du niveau de vigilance « incendies de forêt » défini par le préfet ainsi que de la vitesse et de la direction du vent local auprès du répondeur téléphonique mis à la disposition du public ;
- il doit avoir à sa disposition sur le chantier une réserve d'eau de 500 litres d'eau avec un dispositif d'aspersion approprié ;
- il doit s'assurer que le dispositif de protection est en mesure d'effectuer sans délai une extinction du feu si nécessaire (engin mécanique de type tracto-pelle ou autre permettant de réduire ou de recouvrir le foyer),
- il doit s'assurer de la présence effective d'une personne au minimum sur le site pour rester maître de la situation et assurer la sécurité à partir de l'allumage jusqu'à l'extinction complète du foyer. Cette personne doit être munie d'un moyen d'appel téléphonique pour alerter les secours extérieurs,
- il doit aviser le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la fin du chantier et de la levée du dispositif de protection.

Le présent cahier des charges « Incinération de végétaux coupés » est paraphé, daté et signé par le déclarant.

Lu et approuvé, le déclarant

A , le

(signature)

REGLEMENT INTERDEPARTEMENTAL DE PROTECTION DE LA FORET CONTRE L'INCENDIE

ANNEXE 4 (Article 27 b)

IMPRIME DE DEMANDE D'AUTORISATION POUR LES CHANTIERS D'INCINERATION PAR LES PROPRIETAIRES OU LEURS AYANTS-DROIT

Période jaune soit du 1^{er} Mars au 30 Septembre inclus

Rappel : Les prescriptions de la présente déclaration concernent les incinérations de végétaux coupés réalisées au sein des espaces exposés définis à l'article 2 de l'arrêté interdépartemental du 20 avril 2016 comprenant les bois, forêts, plantations forestières, reboisements, landes, ainsi qu'une zone périphérique située à moins de 200 mètres des formations forestières précitées.

Toute incinération réalisée en dehors de ce périmètre n'est donc pas concernée par les présentes dispositions sous réserve du respect de la réglementation en vigueur notamment l'application du règlement sanitaire départemental de janvier 1985 et particulièrement son article 84 concernant l'élimination des déchets.

I) Renseignements concernant le déclarant

Nom : Prénom :
Adresse : Code postal : Ville :
Téléphone domicile : portable :
Ayant-droit en tant que :

Société :
Adresse : Code postal : Ville :

Téléphone bureau :

II) Renseignements concernant le chantier d'incinération

Date prévue (période de 5 jours maximum) : du / / au / /
Heure prévue des incinérations (autorisée de 7h00 à 20h00) : de h à h
Nom du propriétaire des terrains : adresse (lieu-dit) :
Références cadastrales : section : numéros des parcelles :
Nature et volume des produits à incinérer :

III) Renseignements concernant le responsable du chantier

Nom : Prénom :
Adresse : Code postal : Ville :
Numéro de téléphone portable :

IV) Prescriptions minimales

- la zone d'incinération devra être située à plus de 100 mètres de toute végétation forestière,
- une zone de 50 mètres devra être débroussaillée préalablement à la mise à feu autour du foyer, une bande de 5 mètres de large devant être mise à sable blanc en périmètre de la zone de feu,
- les tas ou andains, rémanents de coupe, branchages ou bois morts devront avoir une hauteur maximale de 3 mètres pour un volume maximum de 40 m³ en simultané,
- la garde du foyer sera constamment assurée jusqu'à extinction complète,
- l'incinération pourra être réalisée entre 7h00 et 20h00,
- l'incinération est interdite par régime de vent de plus de 5m/seconde (18km/h), en période d'épisode de pollution de l'air ainsi qu'en période de vigilance orange, rouge ou noire.
- les résidus de brûlage devront être soigneusement éteints en fin d'opération.

Le déclarant est responsable de la sécurité et de la salubrité du chantier d'incinération. A ce titre, il devra prendre toutes les précautions utiles, notamment :

- il tiendra compte des prescriptions établies pour le département en application du code du travail en matière d'hygiène et de sécurité ;

- il doit aviser au moins 12 heures avant le démarrage de l'incinération le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les services de gendarmerie et de police compétents en indiquant :
 - le nom de la commune et du lieu-dit du chantier ;
 - l'heure présumée d'allumage ;
 - l'heure présumée de fin de chantier ;
 - le numéro de téléphone portable du responsable de chantier.
- il doit s'informer du niveau de vigilance « incendies de forêt » défini par le préfet ainsi que de la vitesse et direction du vent local auprès du répondeur téléphonique mis à la disposition du public ;
- ~~il doit avoir à sa disposition sur le chantier une réserve d'eau de 500 litres d'eau avec un dispositif d'aspersion approprié ;~~
- il doit aviser le Service Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la fin du chantier et de la levée du dispositif de protection.

V) Procédure

La présente **demande d'autorisation** est déposée par le déclarant auprès de la mairie de situation du chantier, accompagnée du « cahier des charges – incinération » (paraphé et signé par lui) et des plans de situation et plans cadastraux, dix jours avant la mise à feu ; un accusé de réception lui en est délivré par la mairie.

Une copie de chacune de ces pièces est transmise, **pour instruction**, par le maire à :

- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours

La décision du maire sera notifiée, **pour attribution**, au demandeur dans un délai de 10 jours, copie de cette décision sera transmise, **pour information**, à :

- Monsieur le Chef de Groupement de la Gendarmerie
- Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires (et de la Mer)
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours

Fait à _____, le _____

date d'enregistrement en mairie

Lu et approuvé, le déclarant

cachet

(signature)

REGLEMENT INTERDEPARTEMENTAL DE PROTECTION DE LA FORET CONTRE L'INCENDIE

ANNEXE 5 (Article 28)

IMPRIME DE DEMANDE D'AUTORISATION POUR CARBONISATION EN FORET

Période jaune, orange ou rouge

Rappel : Les prescriptions de la présente demande concernent les chantiers mobiles de carbonisation réalisés au sein des espaces exposés définis à l'article 2 de l'arrêté interdépartemental du 20 avril 2016 comprenant les bois, forêts, plantations forestières, reboisements, landes, ainsi qu'une zone périphérique située à moins de 200 mètres des formations forestières précitées.

Toute carbonisation réalisée en dehors de ce périmètre n'est donc pas concernée par les présentes dispositions.

I) Renseignements concernant le demandeur

Nom : Prénom :
Adresse : Code postal : Ville :
Téléphone domicile : portable :

Société :
Adresse : Code postal : Ville :

Téléphone bureau :

II) Renseignements concernant le chantier de carbonisation

Date prévue (au moins 2 mois après la demande) : du / / au / /
Heure prévue de la carbonisation (autorisée de 7h00 à 20h00) : de h à h
Nom du propriétaire des terrains : adresse :
Références cadastrales : section : numéros des parcelles :

III) Renseignements concernant le responsable du chantier

Nom : Prénom :
Adresse : Code postal : Ville :
Numéro de téléphone portable :

IV) Prescriptions minimales

- la zone de carbonisation devra être située à plus de 100 mètres de toute végétation forestière,
- une zone de 50 mètres devra être débroussaillée préalablement à la mise à feu autour du foyer, une bande de 5 mètres de large devant être mise à sable blanc en périmètre de la zone de feu,
- la garde du foyer sera constamment assurée jusqu'à extinction complète,
- la carbonisation pourra être réalisée entre 7h00 et 20h00,
- la carbonisation est interdite par régime de vent de plus de 5m/seconde (18km/h), en période d'épisode de pollution de l'air ainsi qu'en période de vigilance orange, rouge ou noire sauf autorisation préfectorale en période orange ou rouge
- les résidus de carbonisation devront être soigneusement éteints en fin d'opération.
- le demandeur devra avoir obtenu préalablement l'autorisation expresse écrite du propriétaire des terrains

Le déclarant est responsable de la sécurité et de la salubrité du chantier de carbonisation . A ce titre, il devra prendre toutes les précautions utiles, notamment :

- il tiendra compte des prescriptions établies pour le département en application du code du travail en matière d'hygiène et de sécurité ;
- il doit aviser au moins 12 heures avant le démarrage de la carbonisation le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les services de gendarmerie et de police compétents en indiquant :
 - le nom de la commune et du lieu-dit du chantier ;
 - l'heure présumée d'allumage ;
 - l'heure présumée de fin de chantier ;
 - le numéro de téléphone portable du responsable de chantier.

- il doit s'informer du niveau de vigilance « incendies de forêt » défini par le préfet ainsi que de la vitesse et direction du vent local auprès du répondeur téléphonique mis à la disposition du public ;
- il doit avoir à sa disposition sur le chantier une réserve d'eau de 500 litres d'eau avec un dispositif d'aspersion approprié ;
- il doit aviser le Service Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la fin du chantier et de la levée du dispositif de protection.

V) Procédure

La présente **demande d'autorisation** est déposée par le demandeur auprès de la mairie de situation du chantier, accompagnée des plans de situation et plans cadastraux, au moins 2 mois avant la mise à feu ; un accusé de réception lui en est délivré par la mairie.

Une copie de chacune de ces pièces est transmise par le Maire, :

* en période jaune

pour instruction, à Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours

La décision du maire sera notifiée, **pour attribution**, au demandeur dans un délai de 10 jours, copie de cette décision sera transmise, **pour information**, à :

- Monsieur le Chef de Groupement de la Gendarmerie
- Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires (et de la Mer)
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours

* en période orange ou rouge

pour décision à Monsieur le Préfet du département après avis de Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours et de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires (et de la Mer)

Fait à _____, le _____ date d'enregistrement en mairie

Lu et approuvé, le demandeur

cachet

(signature)

REGLEMENT INTERDEPARTEMENTAL DE PROTECTION DE LA FORET CONTRE L'INCENDIE

ANNEXE 6 (Article 29)

CAHIER DES CHARGES POUR LA REALISATION DE CHANTIERS DE BRULAGE DIRIGE

Ce document doit être daté et paraphé par le déclarant

Il est joint à l'imprimé de demande d'autorisation de brûlage dirigé (Annexe 7)

Article 1^{er} – DEFINITION

Le présent cahier des charges concerne les prescriptions administratives et techniques applicables aux chantiers de brûlage dirigé selon la définition suivante :

Brûlage dirigé : destruction par le feu des herbes, broussailles, litières, résanents de coupes, branchages, bois morts, sujets d'essence forestière ou autres lorsqu'ils présentent de façon durable un caractère dominé et déperissant, dont le maintien est de nature à favoriser la propagation des incendies.

Cette opération doit être conduite de façon planifiée et contrôlée, sur un périmètre prédéfini, avec obligation de mise en sécurité vis à vis des personnes et des biens, des peuplements forestiers et des terrains limitrophes, conformément aux dispositions du présent cahier des charges.

Article 2 – RESPECT DE LA LEGISLATION

Ces opérations de brûlage dirigé sont exclusivement réalisées à l'initiative de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs regroupements, des ASA de DFCI ou de leurs mandataires.

L'initiateur mettant en œuvre une opération de brûlage dirigé, doit respecter les règles en vigueur, et notamment avoir obtenu l'autorisation préalable des propriétaires des terrains concernés ou de leurs ayants-droit.

Il doit, en outre, s'assurer que la personne responsable du chantier a participé à une formation au brûlage dirigé organisée par un établissement agréé.

Les dispositions opérationnelles doivent respecter les prescriptions des articles 35 et 37 de l'arrêté interdépartemental applicables aux propriétaires et à leurs ayants droits pour la réalisation des travaux mécanisés en forêt, le dépôt des bois et la conservation des équipements de protection de la forêt contre les incendies.

Article 3 – FORMATION

Le maître d'ouvrage défini à l'article 2 ou son mandataire doit confier la responsabilité du chantier de brûlage dirigé qu'il réalise à une ou des personnes possédant une attestation de formation délivrée par un établissement habilité à dispenser une formation destinée aux personnes responsables des travaux de brûlage dirigé figurant sur une liste arrêtée conjointement par le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales et le ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

Article 4 – PERIODE DE REALISATION

Les conditions de demande et de délivrance des autorisations préfectorales sont précisées à l'article 29 de l'arrêté interdépartemental.

Les opérations de brûlage dirigé sont exécutées sous réserve de l'engagement par le déclarant du respect du présent cahier des charges devant être joint à l'imprimé de demande d'autorisation **Annexe 7**.

Les opérations de brûlage dirigé sont interdites en période de vigilance orange, rouge ou noire.

Article 5 – ASSURANCE

Le déclarant devra être en possession d'une assurance responsabilité civile (accident ou incendie) couvrant les risques liés à l'exercice du brûlage dirigé et comportant un plafond d'indemnités correctement évalué

Article 6 – MISE EN OEUVRE DES BRULAGES DIRIGES

Toute opération de brûlage dirigé doit être préparée avec précision par le déclarant.

L'imprimé de demande d'autorisation **Annexe 7** devra être accompagné des pièces justificatives suivantes :

- un rapport de présentation indiquant :
 - l'objectif de prévention des incendies visés par l'opération
 - la désignation du maître d'ouvrage et, le cas échéant, son mandataire
 - le nom du responsable du chantier et ses références de formation
- un plan de situation renseigné au 1/25 000°,
- un tableau foncier listant, par propriétaire, les références cadastrales et les surfaces des terrains concernés,

- un plan cadastral renseigné mentionnant le point d'accès au chantier où l'accueil des secours serait prévu en cas de nécessité,
- une fiche simplifiée de brûlage dirigé selon le modèle joint au présent cahier des charges comprenant :
 - une première partie – description du milieu
 - une deuxième partie –dispositions opérationnelles
 - la troisième partie – évaluation sera établie par le responsable du chantier de brûlage et transmise au Préfet dans les dix jours suivant la réalisation du chantier
- le présent cahier des charges lu et approuvé, et signé,
- l'autorisation préalable des propriétaires ou de leurs ayants-droit des terrains concernés.
- le cas échéant, la convention passée entre le maître d'ouvrage et son mandataire.

En outre, les prescriptions techniques du chantier seront les suivantes :

- une préparation minutieuse des layons périmétraux sera effectuée,
- les conditions hydriques devront être satisfaisantes pour la préservation du sol et de l'humus,
- les conditions climatiques devront être optimales (temp<20°C, humidité de l'air>40%, la vitesse du vent inférieure à 10 m/s (36 km /h))
- les moyens humains seront suffisants et adaptés à la taille du chantier
- les moyens en eau devront être adaptés,

ARTICLE 7 – HYGIENE ET SECURITE – DISPOSITIONS OPERATIONNELLES

Le déclarant est responsable de la sécurité et de la salubrité du chantier d'incinération. A ce titre, il devra prendre toutes les précautions utiles, notamment :

- Tenir compte des prescriptions établies pour le département en application du code du travail en matière d'hygiène et de sécurité ;
- Aviser au moins 12 heures avant le démarrage du brûlage dirigé le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les services de gendarmerie et de police compétents en indiquant :
 - le nom de la commune et du lieu-dit du chantier ;
 - l'heure présumée d'allumage ;
 - l'heure présumée de fin de chantier ;
 - le numéro de téléphone portable du responsable de chantier.
- S'informer du niveau de vigilance « incendies de forêt » défini par le préfet ainsi que de la vitesse et direction du vent local auprès du répondeur téléphonique mis à la disposition du public ;
- Tout mettre en œuvre pour rester maître de la situation et en particulier garder une marge de sécurité suffisante et notamment être en mesure d'effectuer sans délai une extinction du feu si nécessaire ;
- Procéder à une inspection des lisières en fin d'opération, assurer la surveillance post-opératoire et informer le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la fin du chantier, de l'extinction totale et de l'arrêt de la surveillance
- Avoir à sa disposition sur le chantier une réserve d'eau suffisante avec un dispositif d'aspersion approprié

Le présent cahier des charges « brûlage dirigé » est paraphé, daté et signé par le déclarant.

Lu et approuvé,

A _____, le _____

date d'enregistrement à la DDT(M)

(cachet et signature)

cachet

REGLEMENT INTERDEPARTEMENTAL DE PROTECTION DE LA FORET CONTRE L'INCENDIE

ANNEXE 7 (Article 29)

IMPRIME DE DEMANDE D'AUTORISATION POUR LES CHANTIERS DE BRULAGE DIRIGES

Rappel : Les prescriptions de la présente déclaration concernent les brûlages dirigés réalisés au sein des espaces exposés définis à l'article 2 de l'arrêté interdépartemental du 20 avril 2016 comprenant les bois, forêts, plantations forestières, reboisements, landes, ainsi qu'une zone périphérique située à moins de 200 mètres des formations forestières précitées.

Tout brûlage dirigé réalisé en dehors de ce périmètre n'est donc pas concerné par les présentes dispositions sous réserve du respect de la réglementation en vigueur notamment l'application du règlement sanitaire départemental de janvier 1985.

I) Renseignements concernant le demandeur du chantier de brûlage dirigé

Nom : Prénom :
Adresse : Code postal : Ville :
Téléphone domicile : portable :

Société :
Adresse : Code postal : Ville :

Téléphone bureau :

II) Renseignements concernant le chantier de brûlage dirigé

Période prévue (3 mois maximum) : du / / au / /
Heure prévue pour la réalisation du chantier (autorisée de 7h00 à 20h00) : de h à h
Nom du propriétaire des terrains : adresse (lieu-dit) :
Références cadastrales : section : numéros des parcelles :
Raisons à l'origine du brûlage dirigé :
Nature de la végétation :
Superficie :

III) Renseignements concernant le responsable du chantier

Nom : Prénom :
Adresse : Code postal : Ville :
Numéro de téléphone portable :

IV) Prescriptions minimales

Les prescriptions techniques du chantier seront les suivantes :

- une préparation minutieuse des layons périmétraux sera effectuée,
- les conditions hydriques devront être satisfaisantes pour la préservation du sol et de l'humus,
- les conditions climatiques devront être optimales (données indicatives : vent <5m/s, temp<20°C, humidité de l'air>40%)
- le brûlage dirigé est interdit par régime de vent de plus de 10 m/seconde (36 km/h), en période d'épisode de pollution de l'air et en période de vigilance orange, rouge ou noire,
- les moyens humains seront suffisants et adaptés à la taille du chantier
- les moyens en eau devront être adaptés,

Le déclarant est responsable de la sécurité et de la salubrité du chantier d'incinération. A ce titre, il devra prendre toutes les précautions utiles, notamment :

- Tenir compte des prescriptions établies pour le département en application du code du travail en matière d'hygiène et de sécurité ;
- Aviser au moins 12 heures avant le démarrage du brûlage dirigé le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les services de gendarmerie et de police compétents en indiquant :

- le nom de la commune et du lieu-dit du chantier ;
- l'heure présumée d'allumage ;
- l'heure présumée de fin de chantier ;
- le numéro de téléphone portable du responsable de chantier.
- S'informer du niveau de vigilance « incendies de forêt » défini par le préfet ainsi que de la vitesse et direction du vent local;
- Tout mettre en œuvre pour rester maître de la situation et en particulier garder une marge de sécurité suffisante et notamment être en mesure d'effectuer sans délai une extinction du feu si nécessaire ;
- Procéder à une inspection des lisières en fin d'opération, assurer la surveillance post-opératoire et informer le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la fin du chantier, de l'extinction totale, et de l'arrêt de la surveillance
- Avoir à sa disposition sur le chantier une réserve d'eau suffisante avec un dispositif d'aspersion approprié

V) Procédure

La présente **demande d'autorisation** est déposée par le déclarant auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, accompagnée du « cahier des charges – brûlage dirigé » paraphé et signé par lui et des autres pièces prévues à l'article 6 du cahier des charges, un mois avant la mise à feu ; un accusé de réception lui en est délivré.

Une copie de chacune de ces pièces est transmise, **pour instruction**, par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer à :

- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'incendie et de Secours

La décision de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer sera notifiée, **pour attribution**, au demandeur dans un délai de 10 jours, copie de cette décision sera transmise, **pour information**, à :

- Monsieur le Chef de Groupement de la Gendarmerie
- Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires (et de la Mer)
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'incendie et de Secours

Fait à _____, le _____
Lu et approuvé, le déclarant

date d'enregistrement en DDT(M) : _____
cachet

(cachet et signature)

REGLEMENT INTERDEPARTEMENTAL DE PROTECTION DE LA FORET CONTRE L'INCENDIE

Annexe 8 (article 30)

Demandes d'autorisation de tirs de feux d'artifices

1) Champ d'application du présent formulaire

a) Type de feux d'artifices

Le présent formulaire ne s'applique pas aux feux d'artifices recourant à une quantité de matière active supérieure ou égale à 35 kilos ou à des engins de catégorie 4.

Pour ce type de manifestation, le CERFA n°14098*01 doit être envoyée en mairie ainsi qu'à la préfecture au moins un mois avant la date prévue pour le tir.

b) Zones concernées

Le présent formulaire concerne les feux d'artifices organisés dans les espaces exposés (*massifs forestiers, tous les espaces en nature de bois, forêts, landes, plantations, ou reboisement continu et homogènes, y compris les voies qui les traversent, ainsi que toutes les zones situées dans un périmètre de 200 mètres autour de ces espaces*) des communes à dominante forestière des départements des Landes, de la Gironde et du Lot-et-Garonne.

c) Niveau de vigilance

Le présent formulaire est applicable lorsque le département concerné est en vigilance jaune, soit du 1^{er} mars au 30 septembre.

A tout moment lors de cette période, le préfet de département peut élever cette vigilance aux niveaux orange, rouge ou noir. Tous les feux d'artifices (même ceux autorisés par le maire) sont alors interdits dans les espaces exposés des communes à dominante forestière jusqu'au retour en vigilance jaune.

Dispositions	Vert/1	Jaune/2	Orange/3	Rouge/4	Noir/5
Période	Du 1 ^{er} octobre au dernier jour de février inclus	Du 1 ^{er} mars au 30 septembre inclus	Ponctuel	Ponctuel	Ponctuel
Tirs de feux d'artifice	Autorisé sans formalité	Autorisation préalable du maire 15 jours avant la date du tir	Interdit	Interdit	Interdit

2) Procédure

Ce formulaire doit être déposé en mairie au moins quinze jours avant la date prévue pour le tir. Vous ne pourrez procéder au tir de feux d'artifices que si le maire vous y autorise expressément.

Le silence du maire dans un délai de 7 jours vaut décision implicite de rejet.

Renseignements relatifs au demandeur

- Nom:
- Prénom:
- Date de naissance:
- Lieu de naissance:
- Qualité (profession):
- Domicile:
- Numéro de téléphone (portable si possible):

Informations concernant le tir :

- Lieu du tir:
- Date du tir:
- Horaire du tir:
- Quantité totale de matière active:
- Types d'artifice utilisés (préciser les catégories):

A

le

Signature du demandeur,

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

Aléas

L'aléa retrait-gonflement des argiles sur la commune de Maransin

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

S²LO

N



Echelle : 1/65000

Niveau de l'aléa

- Fort
- Moyen

Autres

- Cours d'eau permanent
- Cours d'eau intermittent

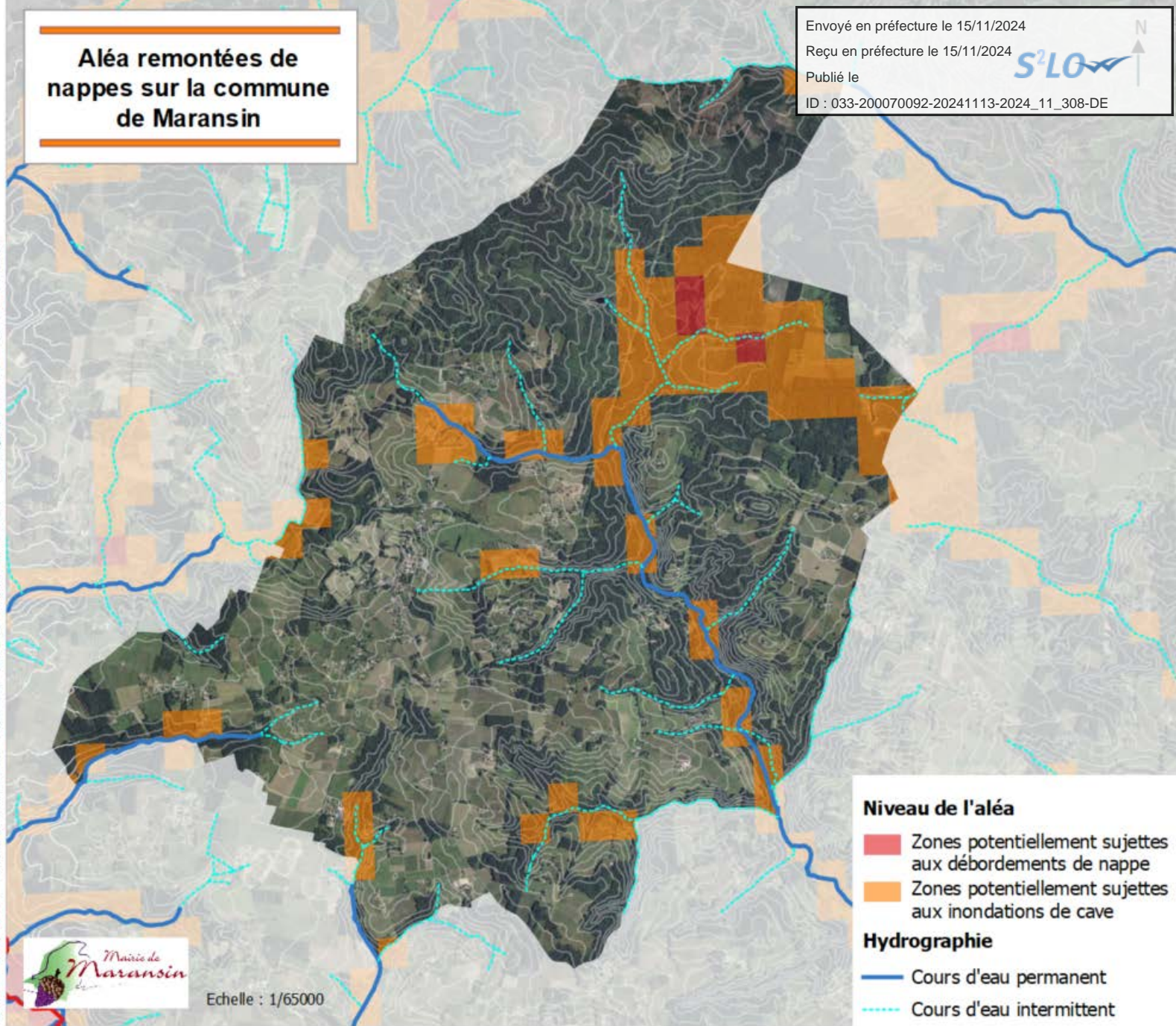
Aléa remontées de nappes sur la commune de Maransin

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE



Niveau de l'aléa

- Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe
- Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave

Hydrographie

- Cours d'eau permanent
- - - Cours d'eau intermittent



Echelle : 1/65000

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

Réseau électrique

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

Réseau Electricité

METROPOLIS, atelier d'urbanisme
10 rue du 19 Mars 1962
33 130 BEGLES

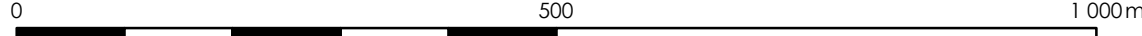


Echelle
1/7 000

Date
10/2022



Sources : DGFIP, Cadastre, mise à jour 2021 ; ENEDIS ; RTE



Légende

- Lignes aériennes haute ou très haute tension
- Poste électrique de distribution publique
- Lignes aériennes moyenne tension
- Lignes aériennes basse tension
- Lignes souterraines moyenne tension
- Lignes souterraines basse tension
- Limite parcellaire
- Bâti dur
- Bâti léger
- Cours d'eau, étang, lac
- Cimetière
- Piscine

